**Sommaire**



**Éditorial**

*par le Général de corps d’armée J-M. FAUGÈRE*

**Adresse du Commandant du CESAT**

*le Général de division A. VAR*

**Un penseur militaire**

**La pensée militaire française de 1871 à 1914**

*par le Lieutenant-colonel M. GOYA*

**Articles d’intérêt général**

**Avis à nos lecteurs**

**Quelles menaces demain pour la France?**

*par Monsieur A. CHAUPRADE*

**Ankhé**

*par le Général d’armée (CR) A. BILLARD*

**Simulation d’emploi**

*par le Lieutenant-colonel (TA) C. CHARY*

**Libres opinions[[1]](#footnote-1)**

**Osez, ouvrez le dialogue!**

**Grozny: matrice et contre-exemple du combat urbain**

*par le Chef d’escadrons HAICAULT de la RÉGONTAIS*

**Les trois temps du commandement**

*par le Colonel B. DURIEUX*

**La gestion optimale de la réserve: mission impossible?**

*par le Capitaine (R) J-C. ROCHARD*

**La défense «de l’avant»**

*par le Capitaine GAUTHIER*

**Les généraux commandants d’armée de 1914 à 1918**

### Par le Lieutenant-colonel C. FRANC

**Défense antimissiles**

*par le Général de corps aérien (CR) B. LIBAT et M. L. DINI*

**Rubrique: *«Le hibou de la mansarde»***

*par le Colonel G. BEMELMANS*

###### On a aimé

**Brève histoire d’avenir, *de M. Jacques ATTALI***

### par le Général de corps d’armée (CR) J-N. SORRET

# Batailles de l’antiquité à nos jours, *sous la direction de M. GRANT*

### par le Capitaine (R) M. MEISSONNIER

**Le croissant et le chaos, *de M. Olivier ROY***

### par le Capitaine (R) M. MEISSONNIER

# Vauban, *du Général Y. BARDE*

### par le Général de corps d’armée (CR) J-N. SORRET

**Précis de stratégie, *du Général É. de la MAISONNEUVE***

*par le Général de corps d’armée (CR) C. PIROTH*

**Bibliographie de l’article «Les généraux commandants d’armée de 1914 à 1918»**

### Par le Lieutenant-colonel C. FRANC

**La communication opérationnelle**

### par le Chef de bataillon V. TASSEL

**L’histoire, une coquetterie de l’esprit?**

*par le Chef de bataillon P. de COLIGNY*

**Consultez également les articles ci-dessous, diffusés directement sur les sites Intradef et Internet du CESAT. à la suite de la version informatique des Cahiers**

**Éditorial**



*Par le Général de corps d’armée Jean-Marie FAUGÈRE,*

*Commandant la région terre Nord-Est,*

*les Forces françaises et l’Élément civil*

*stationnés en Allemagne,*

*Officier général de zone de défense Est.*

**L**’armée de terre, comme d’autres, vit une période d’attente et d’expectative qui favorise les rumeurs, les «cris et chuchotements» les plus variés. Les exercices sont en effet suffisamment nombreux, conduits par d’éminentes personnalités de la société civile qui se penchent sur l’avenir de nos armées, pour susciter de multiples interrogations: Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, révision générale des politiques publiques, préparation de la prochaine loi de programmation militaire. Exercices qui succèdent aussi à l’état des lieux demandé par le ministre de la défense à son arrivée, et à son constat de grandes difficultés en matière d’investissements.

Des réorganisations sont régulièrement évoquées, s’appuyant sur des réductions d’effectif, des processus d’interarmisation, de mutualisation, d’externalisation, qui sont censés générer des gains financiers importants en matière de fonctionnement, gains déterminants dans la situation économique de notre pays. Tout est lié bien entendu.

À moins que les conclusions du Livre blanc ne l’infirment à partir d’une analyse géostratégique qui devra être percutante, les évolutions à venir devraient préserver nos capacités opérationnelles actuelles, aux aménagements près appelés par les enseignements tirés de nos interventions quotidiennes et par une prospective prenant en compte une toujours possible rupture stratégique.

Et là réside toute la difficulté de ces multiples exercices, autant pour les concepteurs des réformes attendues que pour ceux qui devront les mettre en œuvre.

Comment répondre aux sollicitations du présent tout en garantissant une défense crédible à l’horizon des trente ans – temps de réalisation de nouveaux équipements – dans un monde de plus de plus violent et imprévisible? Comment souscrire sans inquiétude aux économies qui nous sont imposées, tout en subodorant le caractère irréversible de certaines mesures d’organisation? Comment permettre à la France de jouer un rôle mondial supporté par un effort de défense qui n’atteint pas aujourd’hui les 2% de son PIB? Comment restaurer l’institution militaire à sa juste place dans l’appareil d’État, et améliorer sensiblement les conditions matérielles de l’exercice du métier et son attractivité? Comment conserver sa légitimité et son crédit à une hiérarchie maintenue dans un strict devoir de réserve, alors que nos personnels estiment n’avoir aucun moyen convainquant de faire entendre leurs légitimes aspirations, sauf à user de procédés contraires à une saine éthique militaire?

Si le débat s’élève encore, d’autres questions méritent réponses. Qu’est-ce qui justifie dans ce monde moderne qui veut ignorer la guerre, mais non les crises, l’existence d’armées? Quel sens donner aujourd’hui à l’action proprement militaire et quel rendement doit-on en attendre dans les crises en cours? Et, pourquoi faut-il conserver à son profit des hommes et des femmes sous un statut particulier qui en fait sa grandeur et sa noblesse?

Voilà de beaux sujets de réflexion pour des officiers en cours de scolarité dans l’enseignement militaire supérieur. Sujets qui appellent des idées nouvelles, certainement, mais qui, pour ne pas demeurer indéfiniment et servilement dans «le sens supposé de l’histoire» doivent se nourrir d’une connaissance intime de l’Histoire des hommes, des peuples, des nations et des civilisations. Sujets qui exigent aussi d’être pensés par des officiers de caractère, des esprits libres de tout sectarisme, de toute idéologie, de tous préjugés et de toutes pensées convenues. Toutes dispositions qui ne sont acquises que par l’étude et le travail…et des aptitudes naturelles comme l’honnêteté intellectuelle et le discernement.

# L’adresse du Commandant

# du Collège de l’enseignement supérieur de l’armée de terre:

**La Réflexion Militaire**



#### Le Général de division André VAR

**B**eaucoup en parlent, certains en rêvent, peu de monde l’a vue, ou tout au moins pas assez. Le CESAT, lieu où se croisent les expériences de jeunes officiers supérieurs qu’ils soient d’active ou de réserve, tacticiens ou techniciens, a l’ambition au travers de ses Cahiers d’apporter sa contribution à cette réflexion militaire, en favorisant l’expression de chacun.

Selon vos goûts, histoire, tactique, stratégie, géostratégie, technique opérationnelle, prospective, management, vous pouvez publier ce que vous pensez et réagir aux écrits des autres. Exprimez-vous simplement sans chercher l’exhaustivité ni la perfection mais avec conviction et souci d’être bien compris. Interrogez-vous sur les thèmes en vogue, leur signification et leur portée: le continuum défense sécurité, l’insurrection et la contre insurrection, la probabilité des crises et leur dangerosité, les capacités militaires et les doctrines ainsi que les perspectives opérationnelles qu’offrent les nouvelles techniques.

La réflexion militaire n’a pas vraiment de limites car il s’agit de considérer toute chose du point de vue du militaire dont l’action consiste à dominer son adversaire et son environnement pour atteindre l’objectif qui lui a été fixé au mieux des intérêts de son pays. Cette position est assez originale pour que les militaires se sentent le droit, voire le devoir, d’y réfléchir et d’exprimer leurs vues.

Appuyez-vous sur votre expérience personnelle, sur ce que vous avez vu, vécu et lu. Apprenez également de l’histoire, cette lanterne qui n’éclaire que le chemin derrière soi uniquement si l’on ne cherche pas à en tirer des leçons sur ce qu’il faut faire, et surtout ne pas faire, en n’oubliant pas toutefois que les circonstances actuelles ne sont plus celles d’autrefois. N’y cherchez ni recettes toutes faites, ni plans d’opérations bons à recopier. Forgez-vous un moral et des convictions, tirez des expériences vécues par nos anciens quelques principes personnels d’action et d’organisation que vous êtes invités à partager dans ces colonnes.

Apprenez enfin des autres. Regardez comment ils agissent et écoutez leurs arguments. Mais n’hésitez pas à les contredire si votre réflexion ou votre expérience vous a fait percevoir un aspect qui est négligé ou insuffisamment pris en compte.

J’ai décidé d’augmenter la fréquence de parution des Cahiers pour vous laisser plus de place et permettre une plus grande réactivité. Alors profitez-en et exprimez vous.

## Un penseur militaire



##### La pensée militaire française



##### de 1871 à 1914

*Par le Lieutenant-colonel GOYA,*

*De l’État-major des armées*

***Note de la Rédaction:***

***Comme à chaque édition, cette rubrique a pour but de fournir au lecteur des éléments de réflexion sur l'évolution de la pensée tactique au cours du temps. Cependant pour ces Cahiers, ainsi que pour le numéro 12 à venir, il a semblé intéressant de faire part, de l'évolution collective de cette pensée au cours d'une période donnée, avant de revenir, pour les numéros suivants, à l'étude de la démarche individuelle de grands penseurs militaires.***

«**L**es grands désastres renferment de grands enseignements. La sagesse consiste à les comprendre, le courage à en profiter. Loin de se laisser abattre par ses revers, une nation qui ne consent point à déchoir en étudie les causes, se met hardiment à l’œuvre, réforme tout ce qui a pu l’affaiblir et parvient à se relever quelquefois plus puissante après les épreuves». Par ces mots, Justin de Chasseloup-Laubat[[2]](#footnote-2) exprime le sentiment général des responsables politiques et militaires de la nation après les événements de «l’année terrible». L’armée française a d’abord été battue intellectuellement par des Prussiens qui avaient su créer un corps de doctrine permettant de fédérer les énergies de ses officiers et si elle veut obtenir la «Revanche», il lui faut elle aussi investir massivement le champ intellectuel.

À la veille de la guerre, en août 1914, le résultat de cet effort paraît impressionnant, puisque, à ce jour, jamais des officiers français n’ont autant publié qu’entre 1870 et 1914. En revanche, quand on ouvre ces publications, on tombe, parmi beaucoup d’autres du même style, sur cet appel du lieutenant Laure: «Vive le chef mâle, énergique, décidé, obstiné dans sa volonté offensive. Vive la percée! Vive l’OFFENSIVE FRANCAISE!» (L’offensive française, 1912) ou sur les considérations du capitaine Billard sur «cet esprit de sacrifice supérieur qui se révélera de suite, par l’offensive, par la poussée vers la frontière […] par l’en avant dédaigneux de la tranchée humanitaire, salut peut-être des individus, mais sûr cercueil des nations» (L’Éducation de l’infanterie, 1913). On peut donc s’interroger sur l’évolution d’une démarche qui se voulait purement scientifique au départ vers de telles considérations mystico-tactiques qui ont failli mener l’armée française à un nouveau désastre.

**La première production institutionnelle**

C’est avec, en permanence, l’arrière fond psychologique du désastre de 1870 que l’armée de la IIIème République se construit et en commençant, par une sorte de syndrome de Stockholm, par imiter le vainqueur dans ses institutions (service militaire obligatoire, corps d’armée permanents, École Supérieure de Guerre) mais aussi ses méthodes de réflexion doctrinale. La France hésite cependant, dans le cadre politique de la jeune République, à créer l’équivalent du grand état-major prussien, préférant confier la direction de l’armée à un ministre, conseillé simultanément par un état-major, qui gère les affaires courantes mais dont le chef n’assure aucun autre commandement, et un conseil supérieur de la guerre (CSG) qui regroupe les plus hautes personnalités militaires, dont le généralissime désigné, mais sans autre rôle, en temps de paix, que le conseil au ministre.

Parallèlement à ce «triumvirat», et c’est une nouveauté, on s’efforce de créer aussi un réseau intellectuel militaire non institutionnel. Pour cela, on constitue un réseau de «Réunions d’officiers» et de bibliothèques de garnison (200 en 1914) où les officiers sont tenus de donner des conférences et de publier des travaux, et on édite une multitude de revues militaires comme la *Revue militaire des armées étrangères*, la *Revue militaire générale (RMG)* ou les revues d’armes. Certains de ces articles sont publiés ensuite sous forme de monographies par des librairies spécialisées comme Chapelot ou Berger-Levrault qui éditent également de nombreux livres signés par des officiers. Si on ajoute une presse civile largement ouverte aux militaires, tous les moyens sont en place pour permettre la création d’un «Forum» dans lequel il sera possible de puiser des idées.

C’est ce système «à trois têtes et sur deux jambes» qui s’efforce dans les années 1870 de créer un corpus réglementaire, par le biais de commissions s’appuyant essentiellement sur le «retour d’expérience» et sur les réflexions d’une première génération d’écrivains militaires (Lewal, Berthaut, Derrecagaix, Pierron, etc.). Le résultat est plutôt mitigé. Les «règlements de manœuvre» (ou d’armes) sont certes refondus par les directions mais ils ne parviennent pas, en particulier celui de l’infanterie (RMI[[3]](#footnote-3) de 1875), à modifier la pratique réelle des unités, trop éloignée culturellement des innovations proposées. On s’aperçoit aussi qu’en l’absence de pôle de réflexion stratégique clairement identifié, on est incapable de synthétiser les idées dans une véritable doctrine de campagne ou de «tactique générale». Le Règlement de service en campagne (RSC) de 1883, édité par l’état-major, se contente ainsi de juxtaposer les combats des différentes armes.

**L’âge d’or de l’École supérieure de guerre**

Parallèlement à cette première production, la jeune École supérieure de guerre (ÉSG), créée en 1876 (et prenant son nom en 1880) prend une importance grandissante; l’éclat de son enseignement, et en particulier son cours d’«histoire militaire et tactique générale», tend, dans le vide, à en faire le nouveau pôle doctrinal français.

Ce cours d’«histoire militaire et tactique générale», est tenu à partir de 1885 par le commandant Maillard, qui pose les bases de l’enseignement de la tactique par l’étude de cas concrets d’histoire militaire à partir desquels, par généralisation, on établit une doctrine pratique. Cet esprit, proche des sciences expérimentales qui se développent alors, exerce une influence considérable et l’analyse historique remplace pour un temps le retour d’expérience et les grandes manœuvres[[4]](#footnote-4) comme source d’observations. En 1892, le colonel Bonnal, développe considérablement l’œuvre de Maillard en l’élevant au niveau des opérations de corps d’armée et d’armées en s’appuyant d’abord sur l’étude des campagnes napoléoniennes, espérant, dans l’esprit positiviste de l’époque, y trouver les «secrets» de la guerre. Il analyse ainsi successivement les manœuvres d’Iéna, de Landshut et Vilna, en déduit un corps d’hypothèses qui après avoir été mises à l’épreuve des campagnes prussiennes (Sadowa, Froeschwiller, Saint-Privat) deviennent des principes «éternels et intangibles». Selon eux, la bataille est une pièce en trois actes avec une phase de préparation, pendant laquelle une forte avant-garde détermine le point faible de l’adversaire et permet au chef de concentrer ses forces face à lui, une phase où se produit l’«événement», c’est-à-dire la rupture, puis celle de l’exploitation. Le succès de Bonnal est tel que ces principes servent de base au nouveau règlement de service en campagne (RSC) du 28 mai 1895. Foch succède à Bonnal de 1897 à 1900, sans beaucoup innover sinon en y apportant une touche clausewitzienne, avec l’insistance sur la notion de bataille générale décisive.

À côté de ces études de doctrine de «campagne», les professeurs de tactique, comme Langlois pour l’artillerie ou Cherfils et Bourderiat pour la cavalerie, ont aussi une influence importante dans les évolutions des armes, supplantant les directions du ministère dans ce rôle. Ils sont pleinement en accord avec les principes de Bonnal qui se déclinent ainsi du haut vers le bas, et non l’inverse comme dans les années 1870. Contrairement à 1875, ces idées séduisent les fantassins qui ressortent fifres et tambourins, et, dans les grandes manœuvres des années 1890, lancent des blocs de bataillons à l’assaut du point faible du dispositif adverse. Pourtant, au même moment, l’apparition de nouvelles poudres et explosifs permet de multiplier par trois ou quatre la puissance de feu des armes mais cela ne trouble pas grand monde.

#### **Le «trou noir» de la pensée doctrinale française**

La guerre du Transvaal, qui oppose les Boers aux Britanniques de 1899 à 1901 agit alors comme un révélateur chimique en offrant le spectacle de l’efficacité des armes à tir rapide et à poudre blanche. Les conceptions tactiques en honneur ne peuvent plus tenir, ce qui impose une refonte doctrinale. Mais si les règlements d’armes sont rapidement modifiés, il n’en est pas de même du règlement de service en campagne. En premier lieu parce que les innovateurs des années 1890 sont devenus les gardiens du dogme qu’ils ont mis en place, ensuite, parce que les conclusions du niveau stratégique que l’on pouvait tirer de la guerre sud-africaine (résistance des fortifications de campagne entraînant des campagnes longues et peu mobiles) rappellent trop l’attitude des Français en 1870, enfin parce que l’époque est trouble. De l’affaire Dreyfus à la fin de la période radicale (1899-1910), l’armée française est en crise, attaquée par un antimilitarisme virulent (17.000 insoumis en 1909), obligée de s’impliquer dans des opérations de répression qui lui répugnent et déchirée en son sein par les querelles intestines symbolisées par l’affaire des fiches. Le nombre des candidatures aux écoles militaires diminue de moitié en quelques années. Dans ces conditions, il est difficile de réfléchir sereinement aux évolutions de la guerre moderne et, pratiquement jusqu’en 1910, la pensée militaire française est atone. Entre temps, l’institution militaire a sécrété une classe d’intellectuels militaires qui bouillonne.

**L’«économie des idées» dans le corps des officiers**

Pour comprendre comment une doctrine se crée et s’assimile, il est nécessaire de comprendre aussi la structure du corps des officiers. Celui de l’armée de la IIIème République, se caractérise d’abord par son cloisonnement, en «directs» et «semi-directs», les premiers seuls ayant accès à l’ÉSG. Puis au sein de ce deuxième étage, entre les Saint-cyriens et les Polytechniciens. Or les premiers n’ont aucune formation technique et, à partir du début du XXème siècle, les seconds se détournent de la carrière des armes. Sur les 77 officiers de la 38ème promotion de l’ÉSG (1912-1914), on trouve 68 Saint-cyriens et seulement 9 Polytechniciens. Le Forum non institutionnel est ainsi presque entièrement occupé par des officiers tous issus du même moule et cela se traduit par un grand conformisme dans les thèmes évoqués et un phénomène de «résonance» qui fait que les idées se renforcent mutuellement. Or, ces idées sont décalées des innombrables innovations techniques du temps, et on est frappé à la lecture des nombreux écrits qui paraissent dans les cinq ans qui précèdent la guerre, par l’absence de certains mots comme «aéroplane», «automobile» et même «mitrailleuse», matériels dont pourtant l’importance sera déterminante dans les années à venir. Parmi les centaines d’ouvrages militaires du catalogue Berger-Levraut, on ne trouve que trois monographies consacrées à l’automobile, soit douze fois moins que pour l’hippologie. Cela induit aussi que les armes de mêlée sont pauvrement équipée: pas de télémètres, peu de bonnes jumelles, pas de fusils à lunettes, pas de téléphones, pas de cuisines roulantes avant 1914, etc…

En revanche, ces hommes se passionnent pour les sciences humaines mais celles-ci sont naissantes et dominées par un courant culturaliste qui fait référence aux travaux de Darwin, à l’«anthropogéographie» de Ratzel, puis à une multitude d’auteurs pseudo-scientifiques pour déboucher sur des considérations de «caractère national» qui déteignent ensuite sur la tactique*.*Le soldat français étant ainsi jugé ardent, fougueux et plein d’initiative, nos méthodes doivent donc être fondées sur l’enthousiasme et la «souplesse» face à la rigidité supposée des Allemands. Une autre école de pensée insiste sur l’étude du comportement individuel et collectif dans le prolongement des travaux de Ardant du Picq et surtout de Gustave le Bon, dont *La Psychologie des foules* (1895) exerce une grande influence. La troupe y est conçue comme une foule transformée en groupe organisé et discipliné mais qu’il faut contrôler sinon elle redevient foule. Inversement le but du combat est de transformer la troupe ennemie en foule. L’idée selon laquelle il est possible de contrôler scientifiquement le comportement humain commence à naître.

**Les «Jeunes-Turcs»**

À partir de 1909-1910, alors que les esprits se calment sur les problèmes de politique intérieure et que la guerre apparaît proche à beaucoup, un groupe de jeunes officiers brevetés, baptisés «Jeunes-Turcs»[[5]](#footnote-5), occupe le Forum et s’oppose violemment à la génération d’officiers généraux mis en place sous les Radicaux et qu’ils accusent d’être trop politisés et de défendre une doctrine obsolète. En 1911, ils bénéficient de l’alliance avec l’État-major de l’armée dont le chef, Joffre, devient le généralissime désigné et a la haute main sur les organes de préparation ou de réflexion comme les directions d’armes, l’ÉSG ou le CHÉM. Joffre n’a aucune idée en matière de doctrine mais il a la ferme volonté de réorganiser l’armée avant la guerre. Il laisse donc une grande liberté à ses jeunes subordonnés de l’état-major, rapidement surnommés les «capitainissimes» et dont la figure de proue est le lieutenant-colonel de Grandmaison.

Loiseau de Grandmaison est très représentatif des officiers brevetés de son temps. Dans *Le Dressage de l’infanterie* (1909), synthèse de son expérience comme chef de bataillon d’infanterie et de l’analyse de la guerre russo-japonaise (1904-1905), il considère que le combat moderne est finalement plus effrayant que meurtrier et que l’offensive est encore possible avec un bon appui d’artillerie et en transcendant les hommes. Il considère que les facteurs moraux sont *«les seuls qui comptent à la guerre»*. Dans ses conférences au CHÉM, il s’attaque au règlement de service en campagne de 1895, estimant dangereuse cette idée d’un chef joueur d’échecs derrière son avant-garde face aux Allemands qui gagneront l’initiative grâce à l’application de procédures automatiques (l’échelon au contact fixe, le deuxième échelon déborde et attaque de flanc) jusqu’au plus bas échelon. Grandmaison préconise de reprendre l’initiative en concentrant ses forces à l’avant et en «*sautant à la gorge de l’adversaire»* par un assaut direct et massif à chaque contact. Pour frapper les imaginations, il développe un discours simplificateur et intransigeant, avec des formules «choc» comme: *«Dans l’offensive, l’imprudence est la meilleure des sûretés* *»* oule célèbre: *«Allons jusqu’à l’excès et ce ne sera peut-être pas assez».*

**Le courant sacrificiel**

L’excès de ces conceptions est encore amplifié par l’apparition au début du siècle d’un courant spiritualiste qui met en brèche le positivisme de l’époque précédente. Les sciences exactes deviennent «étranges» avec la mécanique relativiste tandis que l’inconscient et l’instinct font un retour en force avec Sigmund Freud et surtout Henri Bergson. Ces attaques contre le scientisme et le «matérialisme», présentés par beaucoup comme les causes du déclin supposé de l’Occident, rencontrent un vif écho dans le milieu des officiers. Elles coïncident avec un retour à la foi catholique, incarnée par le moine-soldat Psichari et l’arrivée aux grades de capitaine et chef de bataillon des représentants de l’enseignement religieux ayant intégré les écoles dans les années 1880 (34 % à Saint-Cyr en 1887, pour moins de 1 % en 1847). Ce spiritualisme grandissant s’associe à un profond sentiment d’inquiétude devant l’infériorité manifeste de l’armée française face à la menace allemande et la frustration devant l’incapacité du haut-commandement à y faire face. On en vient comme le Lieutenant Laure, dans *L’offensive française* à «*opposer à la supériorité des effectifs et des moyens matériels, la supériorité du tempérament».* Dans *Vaincre* (1913), le Lieutenant-colonel Montaigne proclameque *«le salut est dans la révolte de la volonté contre la raison»*. Le Lieutenant Laure, de son côté, rejette «*le progrès de la science et des idées qui développe au sein des nations les plus civilisées le microbe des utopies et le germe de la défaillance des caractères»*. Il fustige l’opinion publique lorsqu’il constate combien *«la faveur populaire s’attache aux pouvoirs mystérieux des engins perfectionnés* [et] *quelle importance exagérée elle attribue au caractère scientifique des batailles de l’avenir, et aux armes dites savantes qui, à ses yeux, y joueront le principal rôle».* Cet état d’esprit débouche, surtout chez certains, sur l’exaltation du sacrifice. Pour Montaigne, *«l’esprit de sacrifice et la volonté de vaincre assurent le succès».* Le capitaine Billard renchérit: *«Mourir utilement, c’est tout l’art de la guerre. On meurt utilement en attaquant* […] *attaque donc et meurs, officier de France».* Le rôle des officiers est alors de faire des soldats «*des gens qui veuillent bien se faire tuer»*.

**Les idées à la veille de la guerre**

À la veille de la guerre, le besoin de refondre complètement une doctrine opérationnelle vieille de près de vingt ans se fait impérieuse. Joffre, dans ses mémoires, prétend que celle-ci a été édifiée à partir des centaines d’exercices sur cartes qu’il a imposés aux états-majors de 1911 à 1913 et auxquels ont été associés les professeurs de l’ÉSG et les stagiaires du CHÉM. En réalité, le rapport au ministre exposant les principes du règlement sur l’emploi des grandes unités d’octobre 1913 ne parle pas de ces exercices mais seulement de l’armée prussienne de 1870, de Napoléon Ier et de l’armée japonaise de Mandchourie. Il déclare aussi que *«l’armée française, revenue à ses traditions, n’admet plus dans la conduite des opérations d’autre loi que l’offensive* […] *portée par nous presque jusqu’à la perfection* [et qui] *nous a valu les plus glorieux succès»*. Dans un esprit clausewitzien, les auteurs considèrent que: *«Les opérations militaires visent l’anéantissement des forces organisées de l’ennemi»* par la bataille décisive exploitée à fond, *«acte essentiel de la guerre»*. La victoire y est obtenue par «*la rupture nette et définitive du dispositif ennemi* [grâce à] *des attaques poussées jusqu’au bout, sans arrière-pensée* […] *au prix de sacrifices sanglants. Toute autre conception doit être rejetée comme contraire à la nature même de la guerre».* À tous les échelons, on insiste beaucoup sur le primat de la volonté voire de l’obstination. Le RSC de décembre 1913 et les règlements de manœuvre qui paraissent à la même époque sont de la même veine.

En réalité, l’armée française toute entière n’est pas saisie par les idées de Grandmaison, et même si l’offensive est considérée comme un dogme par tous, les modes d’action divergent nettement d’un corps à l’autre. L’armée qui aborde la guerre en août 1914 est aussi hétérogène dans ses structures que dans ses idées. Beaucoup de généraux, dont Foch[[6]](#footnote-6), visé par les conférences de Grandmaison, restent fidèles à un commandement centralisé et méthodique mais la plupart des officiers d’état-major sont des adeptes de l’«offensive à outrance». En août 1914, alors qu’il marche vers la Belgique, le Commandant Larcher décrit ses deux commandants de division au 10ème Corps d’armée comme ayant des conceptions diamétralement opposé, l’un étant hyper-offensif et l’autre très méthodique.

Dans les quarante-trois années de l’entre-deux-guerres, on compte quatre phases de production intellectuelle:

* une période de tâtonnements, fondée sur les enseignements de la guerre et qui échoue à imposer un corps de doctrine solide (1871-1883);
* une période de certitudes inspirées d’un passé glorieux (1884-1902);
* une phase de turbulences à la suite du spectacle des guerres lointaines et des troubles intérieurs (1903-1910);
* et, dans l’urgence de l’avant-guerre, une tentative de renouer avec l’«unité de doctrine» (1911-1914).

Chacune de ces périodes est dominée par un ou deux pôles de réflexion, associé(s) à un outil de réflexion. À l’intérieur de ces pôles, la personnalité de quelques hommes: Maillard, Bonnal, de Négrier, Langlois, Cardot, Foch, Grandmaison, est déterminante. La notion même de Doctrine a évolué. De l’«alambic» positiviste décrit par le général Debeney, on en vient à l’idée selon laquelle «*la doctrine n’est plus guère, au sommet, qu’un état d’esprit et une méthode de pensée* », selon les termes de Grandmaison, en 1911. Il reste à déterminer l’influence de ces idées sur le comportement des unités. Plusieurs textes réglementaires, donc normalement directifs et indiscutables, n’ont pas pu s’insérer dans le tissu des Corps de troupe. Les règlements d’infanterie, en particulier, sont soit rejetés comme contraires aux «valeurs» de l’infanterie (RMI de 1875 et de 1904), soit trop en désaccord avec la puissance des armes modernes (RMI de 1884 à 1902). Le RMI d’avril 1914, quant à lui, est trop tardif pour avoir eu la moindre influence. On est donc dans le flou sur les savoirs d’action réels des régiments d’infanterie.

On distingue ainsi la différence qui peut exister entre la ***Doctrine*** et la ***Pratique*** qui est la somme des compétences que les unités possèdent réellement. Le baptême du feu d’août 1914 constitue à cet égard un cruel révélateur du décalage qui existe entre ces deux concepts.

Cet effort intellectuel considérable et son bilan pour le moins mitigé témoignent de la difficulté de faire évoluer les armées. Loin d’être un processus purement linéaire d’accumulation et de structuration des connaissances, la pensée militaire est à la fois soumise au changement permanent par l’existence d’une pensée ennemie, par les influences multiples de la société qui abrite le corps militaire et en même temps sévèrement encadrée par des valeurs culturelles[[7]](#footnote-7) mais aussi par des stratégies internes bureaucratiques de développement (ou au moins de préservation) de l’existant. La pensée militaire évolue donc plus par remplacement des idées que par accumulation. En cela, elle ressemble davantage au processus politique qu’au processus scientifique, avec un axe institutionnel qui représenterait la «majorité» et un axe non institutionnel qui serait l’«opposition». La «majorité» domine tant qu’elle a raison et n’est remplacée que lorsqu’elle a tort (ce qui suppose de démontrer cet échec, ce qui n’est pas évident en temps de paix). Un autre paradigme, nourri à l’extérieur de l’institution (qui ne se conteste jamais elle même), s’impose alors jusqu’à être lui-même réfuté. Or, la pensée militaire française est de fait monopolisée par sa noblesse de concours, suivant les deux traditions nettement séparées de la fougue et de la géométrie. Chaque camp étant constitué d’officiers formés au même moule et de même culture, cela conduit par effet de résonance à y pousser les idées vers les extrêmes. Tout cela aboutit à un processus français particulièrement heurté, basculant brutalement de la fougue sans retenue (la guerre d’Italie en 1859, l’«offensive à outrance» d’avant 1914, l’«attaque brusquée» de 1915, l’offensive Nivelle de 1917) à la rigidité (doctrine défensive de 1870, conduite scientifique de la bataille en 1916, doctrine des années 1930).

## Articles d’intérêt général



**Avis aux lecteurs**

**Vous êtes de plus en plus nombreux à nous proposer un article, ce dont nous vous félicitons.**

**Cette revue a été conçue pour que vous vous exprimiez, alors… n’hésitez pas!**

**Tous les articles en rapport avec la tactique, au sens large, et avec le métier des armes, objet des Cahiers, acceptés par le comité de lecture, c'est-à-dire la quasi-totalité, sont intégralement publiés sur les sites Intranet et Internet du CESAT où chacun peut les consulter.**

**Nous comptons sur vous pour diffuser cette information, afin que même les non-destinataires des Cahiers puissent suivre réflexions et débat tactiques qui s’installent par articles interposés.**

**En effet, les Cahiers ne permettent qu’une promotion limitée de vos écrits alors que ceux-ci méritent une large diffusion. C’est pourquoi le Général Commandant le CESAT vient de décider de porter leur nombre de trois à quatre par an, avec parution en octobre, décembre, mars et juin.**

**Alors…. à vos plumes, et confondez ceux qui en sont restés à la Grande Muette!**

**Site Internet CESAT: www.cesat.terre.defense.gouv.fr**

**Site Intradef CESAT: www.cesat.terre.defense.gouv.fr**

# Quelles menaces demain

**pour la France?**



*Par Monsieur Aymeric CHAUPRADE[[8]](#footnote-8),*

*Docteur en science politique,*

*Professeur de géopolitique*

*au Collège Interarmées de Défense,*

**L**a problématique actuelle des guerres occidentales est celle des «guerres au sein des populations»[[9]](#footnote-9), face à des ennemis essentiellement asymétriques, comme en Afghanistan ou en Irak après la chute rapide des États taliban et baathiste. La raison essentielle en est l’asymétrie de puissance entre des acteurs censés être symétriques, à savoir les États.

Dans la décennie qui a suivi la chute de l’URSS, et donc l’éclipse géopolitique momentanée de la Russie, le déséquilibre entre le potentiel militaire des États-Unis, d’une part, et des États de taille moyenne comme l’ex-Yougoslavie ou l’Irak baathiste, d’autre part, n’a pu être compensé par un soutien de taille. L’Amérique a lancé les guerres qu’elle pouvait mener tant que la Russie était faible et que la Chine n’était pas encore suffisamment forte pour modifier les rapports de force mondiaux. Cette situation de prééminence a fait illusion auprès de nombreux experts; ils ont cru que le monde des conflits interétatiques était derrière nous et que se substituait à celui-ci un monde «d’États faillis» gendarmés par des contingents dont les gouvernements occidentaux attendaient tout, jusqu’à l’installation de la démocratie dans des cultures qui ne l’avaient jamais connue. D’autres raisons sans doute expliquent le fait que notre littérature stratégique est envahie cette idée de la disparition des conflits interétatiques:

* la mémoire encore fraîche de la Guerre froide qui, grâce à la dissuasion nucléaire, a substitué aux guerres industrielles interétatiques de haute intensité, des conflits de basse intensité, par l’intermédiaire de guérillas pro-occidentales ou pro-marxistes.
* une erreur classique de raisonnement, l’idée que les formes nouvelles tuent nécessairement les formes anciennes; en admettant d’ailleurs que les guerres asymétriques soient plus nouvelles que les guerres symétriques puisqu’on trouve les deux formes de guerres dans l’Antiquité: que font par exemple les Parthes face à Rome si ce n’est tenter d’épuiser leur volonté en refusant l’affrontement symétrique?
* enfin, l’éventualité de guerres interétatiques est souvent écartée parce que l’on raisonne avec les mêmes mobiles qu’autrefois, c’est-à-dire la prédation territoriale et la volonté de redécoupage des frontières. Il est peu vraisemblable, en effet, qu’à l’horizon de trente ans, des États musulmans ou asiatiques prennent le risque d’attaquer des pays occidentaux pour occuper physiquement leur territoire, y installer des colons et des gouvernements de collaboration. Ce n’est donc pas l’hypothèse que nous défendons. Même si des gouvernements islamistes parvenaient au pouvoir dans de nombreux États musulmans, compte tenu des rivalités sunnites/chiites et ethniques (Arabes, Perses, Turcs), les Musulmans auraient encore suffisamment «d’occupation entre eux» avant de s’unir en califat et de partir à la conquête des territoires de l’Occident, comme ce fut le cas au Moyen-âge (jusqu’à la contre-offensive des Croisades qui permit à l’Occident de respirer et de sauver Constantinople jusqu’en 1453).

Lorsque nous parlons de risque futur de guerres interétatiques, nous ne voyons pas les mobiles d’hier et les formes du passé. Il faut être capable d’un peu plus d’imagination…

Tout d’abord, au risque de surprendre ceux qui sont accoutumés au tableau «cataclysmique» que les médias brossent de la Russie de Vladimir Poutine, nous ne considérons pas la Russie comme une menace future.

Le président Poutine est en train de reconstruire la puissance de son pays après l’ère oligarchique de la présidence Eltsine. Il tente de dissuader les Américains, via l’OTAN, de grignoter son «étranger proche». Il est un partenaire qui entend se faire respecter et qui refuse l’ingérence dans son système politique; qui a du mal aussi à comprendre la politique de soutien à l’émergence d’États musulmans (Bosnie-Herzégovine, Kosovo) à sa porte. La Russie est l’un des principaux réservoirs énergétiques du monde. Elle est incontournable, pour son gaz surtout. Or elle n’entretient plus de projet de domination idéologique; Qui peut prétendre sérieusement qu’il existe aujourd’hui un quelconque projet de «Russie monde» comparable à celui «d’Amérique-monde»? La Russie n’a, par ailleurs, aucune affinité civilisationnelle avec la Chine qu’elle craint et elle n’utilisera celle-ci que comme un contrepoids conjoncturel face à Washington et l’OTAN. Comme la France et plus largement l’Occident, Moscou est la cible de l’islam radical. Et puis la Russie n’est pas en mesure, à la différence de la Chine, de changer les rapports de force économiques du monde et les centres vitaux de la mondialisation. En quoi alors la Russie, même autocratique, serait-elle une menace? Si autocratie il y a demain, c’est dans le sens d’une reprise en main de l’oligarchie locale. En quoi cela nous concerne-t-il? En quoi la Russie nous menacerait-elle? La Russie est-elle en pleine expansion démographique et aura-t-elle à donner demain des perspectives à d’immenses masses de jeunes désœuvrés?

La réalité c’est que la Russie modernise ses forces armées parce que, compte tenu du chaos durable au Moyen-Orient, ses formidables réserves énergétiques en font une sorte de grenier à blé du monde qui va susciter toutes les convoitises. Elle s’arme pour se défendre, non pour conquérir le monde.

**Notre premier scénario de guerre interétatique** est un éclatement de violence entre l’Occident américain et la Chine.

Dans l’histoire, aucun reclassement civilisationnel ne s’est fait sans guerre. Or avant 2050, si aucune rupture n’intervient, le monde occidental aura perdu le statut de moteur de la mondialisation qu’il tient depuis le XVIème siècle, moment où, en contournant l’islam grâce aux Grandes Découvertes, grâce aussi aux capacités d’évolution de sa propre religion ainsi qu’à ses propres innovations techniques, il a commencé à surclasser la civilisation islamique. Les États-Unis, qui ont mis en place l’architecture de la mondialisation et qui cherchent à mondialiser leurs standards depuis 1945, accepteront-ils qu’un Empire puissant, nombreux, qui a conservé son identité, et qui consomme une proportion croissante des réserves énergétiques non renouvelables, puisse les dépasser? Une guerre de rang, sur fond de rivalité commerciale, et pour le contrôle des ressources énergétiques (en Afrique, en Amérique Latine, au Moyen-Orient)[[10]](#footnote-10) et de leurs routes pourrait éclater et mobiliser, des deux côtés, une puissance de feu considérable. Sans déboucher sur un affrontement nucléaire généralisé, un bras de fer intense mais court pourrait en revanche provoquer l’effondrement de la dynamique de globalisation que nous connaissons actuellement et fracturer le monde en deux nouveaux pôles de co-prospérité indépendants (asiatique et transatlantique).

Dans une telle hypothèse, qu’elle choisisse la neutralité ou l’engagement proaméricain, la France ne pourrait assurer sa sécurité que grâce à une force de frappe aérienne et maritime conséquente.

Neutres, les Français, pour préserver leurs approvisionnements énergétiques (l’accès aux zones de production et la sécurité des routes[[11]](#footnote-11)), devraient disposer d’une marine[[12]](#footnote-12) et d’une aviation suffisamment crédibles; face aux Américains d’abord, qui favoriseraient leurs alliés dans l’accès au pétrole plutôt que ceux qui ne les auraient pas suivis; face aux Chinois également qui ne feraient sans doute aucune nuance entre Occidentaux.

Alliés des Américains, notre nation ne serait pas pour autant protégée. A quoi servirait notre dissuasion nucléaire contre une puissance nucléaire d’1,4 milliards d’habitants? En imaginant que nous portions contre la Chine, ne serait-ce que dix fois le feu nucléaire qu’elle aurait porté contre la France pour la rayer de la surface de la terre, il resterait encore à l’Empire du Milieu plus de 700 millions d’habitants; par conséquent, il nous faudrait être capable d’équilibrer le nombre chinois par la supériorité technologique et par une puissance de feu conventionnelle considérable. Là encore, sans une armée qui surclasserait technologiquement l’adversaire, on voit mal comment la France pourrait sécuriser son territoire ultramarin dans le Pacifique et tenir en même temps son rang dans la coalition transatlantique.

À la lecture de ce scénario, on objectera avec raison que la Chine n’a aucune ambition de domination mondiale, et que l’on serait bien incapable de trouver, ne serait-ce que la prémisse d’un projet de «Chine-monde» comparable à celui de «l’Amérique-monde», puisqu’il n’y a point de messianisme chinois… Tout cela est vrai et c’est ce que nous défendons dans nos écrits depuis longtemps[[13]](#footnote-13). La civilisation chinoise n’étant pas d’essence universaliste, à la différence de la nation créée par les Pèlerins du *Mayflower*, elle ne peut engendrer de programme visant à transformer la culture et les standards politiques des autres civilisations. Mais, ce qu’elle peut tout à fait porter, c’est un programme simple de domination et de prédation illimitée, comparable à celui des Japonais en Asie dans la première partie du XXème siècle, et au profit en particulier de ses élites étatiques, ces nouveaux «mandarins-capitalistes».

Une Amérique, surpassée économiquement par la Chine et ne voulant l’accepter, pourrait choisir d’inverser le cours de l’histoire par le canon et provoquer les conditions de la confrontation. Comme il est peu probable, parce que l’indépendance d’une nation n’implique pas la négation de sa civilisation, d’imaginer une alliance franco-chinoise, on ne peut imaginer pour la France, dans cette hypothèse, que neutralité ou engagement proaméricain. Nous voyons bien alors que ce ne serait pas une armée faite de seules forces de maintien de la paix qui nous sortirait du mauvais pas…

**Le deuxième type de conflit interétatique** que la France doit se préparer à affronter implique l’islam.

Aujourd’hui, dans le monde musulman, l’Occident ne gère que des problèmes asymétriques pour une raison simple: les islamistes n’ont pas encore pris le pouvoir dans les grands pays sunnites… Ils sont à la tête de l’Iran chiite depuis 1979, mais ils ne sont pas encore à la tête de l’Algérie, de l’Égypte, de l’Arabie Saoudite, ou du Pakistan.

Pourtant, presque partout ils sont déjà majoritaires. Sans revenir sur les causes, nous pouvons dire que si nous en sommes là c’est, comme le soutient l’islamologue Bernard Lewis, premièrement parce l’islam n’a jamais digéré l’inversion de puissance avec le monde occidental (laquelle s’est produite au XVIème siècle), deuxièmement parce que toutes les expériences modernisatrices fondées sur l’importation d’idées européennes échouent les unes après les autres en terre d’islam, qu’il s’agisse de la modernisation engagée par la dynastie des Pahlévi en Iran, du nationalisme arabe (de Nasser à Saddam Hussein) ou du kémalisme turc aujourd’hui en plein recul. Certains pays comme la Tunisie ou le Maroc sont bien sur la voie du développement, mais celui-ci est mis en péril par l’islamisme qui ronge les sociétés. À moins d’être obstinément aveugle, comment ne pas voir qu’il s’agit purement et simplement d’une résistance de la civilisation islamique à toute forme d’altérité ?

Combien de temps encore certains régimes fatigués, comme l’Égypte et l’Algérie, vont-ils résister? Combien de temps l’Arabie Saoudite, alliée de l’Occident par choix stratégique, mais irréductiblement ennemie par la civilisation (son wahhabisme intransigeant) va-t-elle échapper à ses contradictions? Combien de temps nous reste-t-il jusqu’à l’éruption du volcan pakistanais? Tous ces régimes sont en sursis et ne semblent montrer aucune capacité d’adaptation interne dans un contexte de radicalisme islamique croissant. Quant à la Turquie, elle est certes dans l’OTAN et piaffe d’impatience aux portes de l’Union européenne, mais son peuple s’éloigne de plus en plus de l’Occident, tranquillement, démocratiquement même, pour revenir à la «pureté islamique» et rompre avec quelques décennies de laïcisation forcée qui pèsent peu, dans le temps long de l’histoire turque, en comparaison des nombreux siècles de califat ottoman[[14]](#footnote-14).

Or contrairement à ce que beaucoup semblent penser, surtout après avoir assisté à l’écrasement des forces conventionnelles irakiennes en 1991 et 2003, nombreux sont aujourd’hui les pays musulmans qui disposent d’une puissance conventionnelle sérieuse. Des pays comme l’Algérie, l’Iran, l’Égypte et le Pakistan possèdent chacun de l’ordre de 1000 aéronefs (avions et hélicoptères confondus pour l’armée de l’air, l’aéronautique navale et l’armée de terre) et la Turquie plus de 1500. Certes, on objectera qu’en majorité, et en comparaison des moyens dont disposent les Français, ces matériels sont obsolètes et que leur disponibilité technique opérationnelle ainsi que leur support sont faibles. Mais ces volumes représentent tout de même une capacité de nuisance que l’on aurait tort de sous-estimer. L’effort de modernisation des flottes d’avions de chasse entrepris par plusieurs pays musulmans est d’ailleurs impressionnant: à 500 km à peine de nos côtes, un pays comme l’Algérie est en train de se doter d’un nombre important d’avions modernes russes, des chasseurs *Sukhoi 30 MK*, des *Mig 29*, des *Yak 130*. L’Arabie Saoudite, qui possède déjà plus de 180

F-15 américains a commandé plus de 70 *Eurofighter*. Dès 2008, le Pakistan produira quant à lui ses propres chasseurs.

Petit à petit, face à ces États du monde musulman, le fossé en termes de puissance de feu tend à se réduire, même s’il reste aujourd’hui encore largement à notre avantage.

La réduction dans l’écart des forces conventionnelles se double du problème de la prolifération en matière d’armes de destruction massives. À moins d’une guerre ou d’un écroulement brutal et spontané de son régime, en 2020, l’Iran sera une puissance nucléaire. Il y a fort à parier que d’ici là le Traité de non prolifération paraîtra plus dérisoire encore qu’aujourd’hui. Face à un Iran chiite nucléaire, des puissances sunnites comme l’Arabie Saoudite, l’Égypte, l’Algérie et la Turquie auront sans doute engagé un programme nucléaire militaire.

Cela signifie qu’en 2020, les Européens peuvent avoir plusieurs grands voisins musulmans gouvernés par des fondamentalistes sunnites et chiites, disposant de puissantes capacités de destruction conventionnelles et sanctuarisés par la dissuasion nucléaire. Ces États, habités par des idéologies profondément hostiles à notre civilisation et ses valeurs, décideront-ils pour autant de nous attaquer frontalement? Iront-ils jusqu’à provoquer des guerres interétatiques?

Un indice nous est donné par l’examen du comportement de certains États musulmans à l’égard d’Israël, ces dernières décennies. L’Iran ou la Syrie ont-ils attaqué frontalement Israël? Non, ils l’ont fait *de manière indirecte* en soutenant des mouvements terroristes, c’est-à-dire en soutenant des guerres asymétriques. Le Hamas et tant d’autres mouvances radicales palestiniennes, le Hezbollah libanais ont ainsi obtenu des soutiens financiers et logistiques de plusieurs États du Moyen-Orient, non seulement l’Iran et la Syrie, mais l’Irak baathiste d’avant 2003 et l’Arabie Saoudite proaméricaine.

Quel risque représente un État sanctuarisé par de puissantes armes conventionnelles et nucléaires et dont l’idéologie vous est hostile de manière irréductible? Qu’il finance la haine contre vous, ou qu’il utilise le chantage terroriste pour parvenir à ses fins économiques ou politiques. La Libye et l’Iran ont ainsi procédé de la sorte par le passé.

Les Européens, qui n’ont plus la culture de la «longue durée» chère à Braudel, ne semblent pas voir, qu’une lente, mais ferme, dynamique d’islamisation s’est lovée au cœur de leurs sociétés civiles. Lorsqu’un choc culturel amplifié par le choc générationnel (des populations autochtones européennes vieillissantes face à des populations immigrées musulmanes jeunes), les amènera à réagir, certains États musulmans, confiants dans le rapport de force, ne les laisseront pas faire. Puissamment sanctuarisés, ils n’hésiteront pas à promouvoir directement le terrorisme contre eux, comme ils le font aujourd’hui contre Israël. L’alliance entre le risque symétrique et le risque asymétrique sera alors scellée.

L’Occident se rapproche aujourd’hui dangereusement du moment où il risque de perdre cette primauté dans le rapport de force entre civilisations qu’il tenait depuis cinq siècles. Face à lui, se tient un nombre impressionnant de régimes, qu’ils soient d’Asie, d’Amérique Latine ou d’islam, qui fondent sur la mémoire de l’humiliation et le ressentiment à l’égard de l’Occident, leur volonté de revanche et leur émergence. C’est curieusement dans ce contexte que certains doutent aujourd’hui de l’utilité de nos Rafale, de nos sous-marins, de nos chars Leclerc qu’ils seraient prêts à troquer contre une armée de forces de police censée en découdre avec le kamikaze islamiste.

Il est pourtant une leçon à puiser dans la longue durée européenne: celle d’une civilisation du «trop peu d’hommes» qui, face aux civilisations du nombre, n’aura dominé essentiellement que grâce à son ingéniosité et sa puissance de feu. Une autre leçon à puiser dans l’histoire mondiale cette fois, est que les retards scientifiques ou la perte de l’avantage technique ont été chèrement payés par les civilisations. Si nous laissons les Américains et les Asiatiques courir en tête, nous risquons la faiblesse irréversible.

Il est temps donc que la projection de puissance soit considérée comme autre chose qu’un soutien à la projection de force. Un reclassement s’impose parce que ceux qui à l’Est et au Sud contestent la prééminence de l’Occident sont en train de se donner les moyens de leur contestation et que la France, que l’on veuille la regarder dans une Europe indépendante, dans un bloc transatlantique dominé par les États-Unis ou comme la France éternelle ayant vocation à peser dans le monde, n’en reste pas moins, aux yeux des autres civilisations, un pays d’Occident.

**Ankhé (Centre-Annam, 24 juin 1954):**

**extraction difficile**

**ou embuscade annoncée**



*Par le Général de corps d’armée (CR) BILLARD[[15]](#footnote-15),*

*ancien Major général de l’armée de terre.*

**Note liminaire:**

***L’opération ATLANTE, évacuation d’ANKHÉ, a fait l’objet d’une analyse, sous l’angle doctrinal, du Colonel GRITCHENKO publiée dans le n°12 de la revue Doctrine (Août 2007). L’article qui suit présente la vision complémentaire d’un exécutant sur le terrain.***

***Son propos est double:***

* ***Replacer les combats des Hauts-Plateaux (opération ATLANTE) dans leur contexte stratégique. Dans l'esprit de NAVARRE cette opération PRINCIPALE visait à la reconquête et à la pacification du Lieu Khu V. DIEN BIEN PHU ne devait être qu'une opération SECONDAIRE destinée à concentrer les forces Viet-Minh en un point où elles seraient vulnérables.***
* *Apprécier la responsabilité du commandement qui avait choisi d’évacuer ANKHÉ avec un dispositif inadapté (type CAO-BANG) qui ne permettait aucune manœuvre et qui livrait aux Viets un GM 100 pieds et poings liés. Une étude approfondie des archives du SHAT[[16]](#footnote-16) montre que la responsabilité du choix de cette solution est partagée entre le Colonel BARROU, commandant le G.M. 100, le Général de BEAUFORT, commandant l’opération ATLANTE, et les états-majors de SAIGON et NIATRANG*

***«L'évacuation d’ANKHÉ, qui avait été prévue par une directive du général ELY en date du 20 mai dernier (1954) lors de sa mission en Indochine, n’avait pas encore, ce 20 juin, reçu de commencement d’exécution. Elle devenait plus délicate, mais il fallait la réaliser».***

***Général Salan***

«**L**e général Navarre; nommé en mai 1953 commandant en chef en Indochine reçut pour mission de mettre la France en position militaire favorable pour engager les négociations de paix avec le Viet-Minh.

À cet effet, le Plan Navarre visait pour I’année 1953-1954:

* d’une part, à débarrasser le Centre et le Sud-Annam de la menace Viet-Minh et à confier la défense de l’Annam aux forces vietnamiennes,
* d’autre part, à récupérer des forces militaires mobiles pour le nord et le

Tonkin (opération ATLANTE - effort principal),

* enfin, à fixer à Dien Bien Phu, à I'ouest du Tonkin, la menace Viet-Minh en direction du Laos et à protéger le Haut-Laos (opération CÀSTOR - effort secondaire).

Au moment de l’affaire d’Ankhé (24-25 juin 1954), le camp retranché de Dien Bien Phu est tombé le 7 mai. Les pourparlers de paix, engagés le 26 avril, aboutiront le 21 juillet aux accords de Genève; le cessez-le-feu prendra effet en Annam le 3 août.

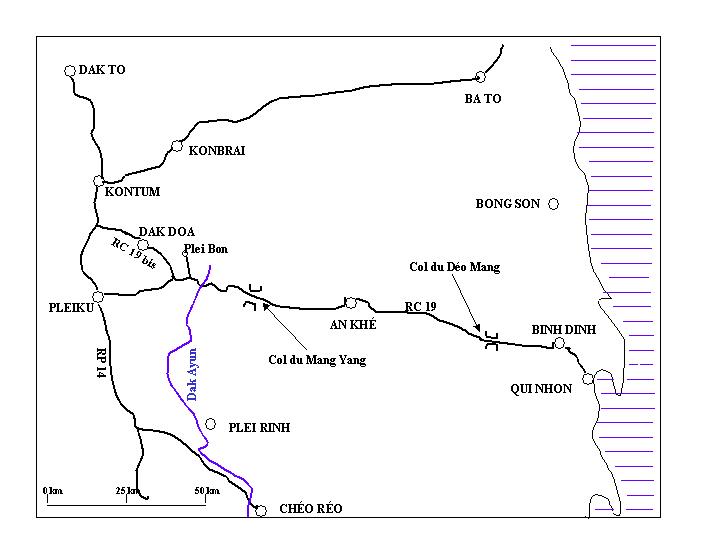
Pendant que se déroulait dans le nord-ouest l’opération CASTOR et la bataille de Dien Bien Phu (novembre 1953 - mai 1954) les forces françaises engagées au Centre-Annam, et le G.M. 100 tout particulièrement, allaient connaître un sort peu commun en raison des conséquences de la chute de Dien Bien Phu.

**Le Groupe Mobile 100 (G.M. 100)**

Constitué à partir du Régiment de Corée, héritier du célèbre «Bataillon de Corée» dédoublé en deux bataillons (1er et 2ème) par intégration de volontaires français et du Commando Bergerol, le G.M. se compose en outre du Bataillon de marche franco-cambodgien, du 43ème RIC et du 2ème groupe d’artillerie du 10ème RAC.

Après quelques mois de formation et une opération d’accoutumance en forêt d’Anson, cette unité de réserve générale de 3.000 hommes, complétée par le 3ème escadron du 5ème Cuirs, regagne à toute vitesse les Hauts-Plateaux où la menace Viet-Minh (Interzone 5 ou Lien Khu V) se précise (nord de Kontum, Chéo-Réo, Song Ba).

Déterminante pour la stratégie adverse, cette zone est à sa portée. Le commandement français en a dégarni la défense. Seuls s’y trouvent des unités fixes: la 4ème division vietnamienne «Montagnards» et de petits commandos de jungle. Le 11ème groupe mobile (G.M.11) est chargé de la défense d’ANKHÉ.

C’est dans cette zone, aussi importante pour le Viet-Minh que pour les forces françaises, de part et d’autre de la RC 19, qu’ont eu lieu et que vont avoir lieu les combats les plus acharnés entre le GM 100 et les excellents régiments Viet-Minh 803 et 108.

## L’opération ATLANTE

### **L’adversaire Viet-Minh**

Il est bien connu. Sur les Hauts Plateaux de la cordillère annamitique, son volume est estimé à douze bataillons réguliers et à six unités régionales. Les régiments 803 et 108 sont appuyés par cinq bataillons Chuluks et deux régiments régionaux. Le 803 a déjà été opposé à six ou sept reprises au G.M. 100. Le total des effectifs adverses engagés est estimé à 15.000 combattants renforcés par 25.000 porteurs ou brancardiers.

Nos services de renseignement fonctionnent bien. L’information provient des prisonniers, des ralliés, des écoutes, parfois de la population, ainsi que du fameux commando Vitasse, composé de Rhés à l’aise dans la brousse, et qui constitue l’éclairage du G.M. 100. Après coup, on peut juger que les 2èmes bureaux appréciaient assez correctement la situation: position des forces et des P.C., volume des forces et hypothèses sur l’adversaire.

Il s’agit pour le Viet-Minh, qui contrôle déjà le Nord Annam, de pousser fortement vers le sud, de contrôler la RC 19, de s’emparer d’Ankhé, de Kontum et de Pleiku pour s’ouvrir la route de Ban Me Thuot et de la Cochinchine. La méthode consiste à garder constamment le contact, à monter le plus souvent possible des embuscades, en particulier contre les convois routiers, et à s’esquiver en laissant peu de traces.

Le Colonel Barrou, commandant le G.M. 100, parlera de l’invincible et insaisissable 803. Le Viet-Minh complète le système de pistes et de routes par un réseau rustique destiné à faciliter ses concentrations et sa logistique.

En résumé, l’adversaire est une armée entraînée, très motivée, capable de subir des pertes sérieuses et de marcher 50 kilomètres par jour pendant plusieurs jours. Stratégiquement, pour le Viet-Minh, le but est clair: il faut être résolument offensif.

Dans ses mémoires, le Général Nguyen Giap écrit: «conformément à notre principe stratégique – dynamisme, initiative – nos troupes de l’Interzone 5 (Lien Ku V) reçoivent l’ordre de ne laisser qu’une faible partie de leurs effectifs pour contenir l’ennemi tandis que le gros de nos forces passera à l’offensive dans le nord des Hauts Plateaux.

### **Le G.M. 100**

Jusqu’à la mi-avril, le G.M. 100 est confronté à une succession d’embuscades. Il manquera même de détruire à Pleiku son principal adversaire: le régiment Viet-Minh 803 y perd 3.000 hommes! Le 9 avril, il relève le G.M. 11 (Vietnamien) à Ankhé où est aménagé un véritable camp retranché avec terrain d’aviation (pour Dakota). Mais, le poste du col du Deo Mang, situé à 25 kilomètres à l’est, est tombé le 30 mars et les chars du 5ème Cuirs sont maintenus en réserve à Pleiku, à 55 kilomètres à l’ouest.

À partir du 16 avril (dernier convoi routier), on estime que la RC 19 Pleiku - Ankhé - Qui Nhon est coupée. Les liaisons et le ravitaillement se font désormais par voie aérienne. Le 4ème bataillon vietnamien «Montagnards» est aérotransporté sur Ankhé. Il n’est plus question d’éliminer les forces du Lien Ku V. On adopte une position générale défensive: ***«Il faut éviter le pire: évacuer dans la précipitation»*** (Général Salan)

En effet, après la chute de Dien Bien Phu, le Général Ely a remplacé le Général Navarre. Sa directive du 20 mai 1954 prévoit l’évacuation d’Ankhé. La général Salan assure le commandement en chef. C’est à lui que revient de faire exécuter les retraits décidés: opération «AUVERGNE» au Tonkin et opération «ÉGLANTINE» pour le repli d’Ankhé. Il charge le colonel Buffin d’en préparer les modalités.

### **L’opération ÉGLANTINE**

* Le G.M 100 sortira seul d’Ankhé avec son énorme convoi et, toujours seul, franchira d’un bond la partie la plus dangereuse de l’itinéraire jusqu’au P.K 22.
* Un élément de recueil l’attendra au pied du col de Mang Yang (22 kilomètres à l’ouest). Il est accompagné du 42ème G.M. de Sockeel, du 3ème Cuirs de Doucet, du GAP 1 de Romain-Desfossés comprenant le 3ème BPVN (ou 3ème BAWOUAN du commandant Mollo qui compte parmi les meilleures unités parachutistes) et le 7ème BCCP.
* La bretelle de Dak Doa (20 kilomètres à l’ouest du col de Mang Yang) sera tenue par les légionnaires et les «Montagnards».
* L’appui aérien sera fourni par les B26 de Nha Trang et par les chasseurs bombardiers de *l’Arromanches* croisant au large de Qui Nhon, à l’est.

Le Colonel Barrou, commandant le G.M. 100, apprendra les détails de l’opération le 15 juin, lors d’une liaison aérienne à l’état-major de Saigon (EMIFT). Cinq hypothèses de repli ont été étudiées et confrontées à l’avis des différents états-majors:

* **H1**: rejoindre Qui Nhon à l’est-sud-est, mais l’état de la route est tel que les unités du génie n’auront pas le temps de la réparer avant l’arrivée des bataillons viets.
* **H2**: évacuer par voie aérienne et rejoindre Cheo-Réo – 380 tonnes à transporter, en abandonnant les véhicules lourds et certains impedimentas (240 véhicules et une antenne chirurgicale) – solution tout à fait inacceptable pour l’état-major de Saigon.
* **H3**: résister sur le site d’Ankhé, mais l’état-major estime que l’on a besoin du G.M. 100 ailleurs (or, dans le rapport du Colonel Barrou écrit après sa captivité, on apprendra qu’en raison des pertes à prévoir, le Viet-Minh n’aurait pas attaqué Ankhé!).
* **H4**: forcer le passage sur la RC 19 en adoptant un dispositif du type Cao Bang (octobre 1950) et en jouant sur la rapidité (pour couvrir 22 kilomètres avec l’appui de l’artillerie et de l’aviation), solution proposée par le Colonel Barrou.
* **H5** (variante de la précédente): envoyer à Pleiku, à l’ouest, une forte colonne de secours (G.M. 20) «à pied, sans véhicules et sans artillerie» par la brousse pour y recueillir les éléments du camp retranché (solution jugée trop acrobatique).

#### **L’évacuation d’Ankhé**

Le 19 juin, les Généraux Salan, de Beaufort et Buffin sont de passage à Ankhé Les Capitaines Fiévet et Girard (B2 du G.M. 100) exposent les possibilités de I'adversaire telles qu’ils les ont évaluées jour après jour:

- le régiment régional 120 jouxte la RC 19,

- une partie du régiment 96 est située près du PK 22

- le gros du régiment 810 est à quelques dizaines de kilomètres d’Ankhé

- une partie du régiment 108 stationne dans la région du col de Deo Mang

- le régiment 803 est reconstitué.

Devant ce renforcement important et inattendu de I'adversaire dans la zone d'opération, un message du PC ÉGLANTINE avance la date de l'évacuation. *«L'adversaire est en mesure de concentrer plusieurs bataillons à partir du 25 (juin) au soir sur la route Ankhé - Mang Yang. Ordre est donné au G.M 100 d’avancer le départ au 24 matin et de rejoindre le PK 22 le soir».*

Il est écrit *«le personnel fera mouvement à pied, les véhicules servant uniquement au transport du matériel: premier bond: le PK 11; puis le G.M. 100, regroupé, devra atteindre le PK 22, éventuellement en force»*

On comprend immédiatement que les véhicules de l’artillerie et du génie alourdiront considérablement la marche et que cette manière de faire ne peut réussir que si les unités ne sont pas retardées par des obstacles et/ou des embuscades. Or c’est ce qui va se passer au PK 14.

Certains responsables se montrent sceptiques: Salan lui-même, de Beaufort ainsi que Romain-Desfossés qui commande le GAP1 et s'exprime en montrant la carte: «Ies Viets vont attaquer le GM 100 vers les PK 14 - PK 15, c'est sûr! Ensuite, ils nous attendront au retour au Dak Ayun et près de la bretelle de Plei Bon!».

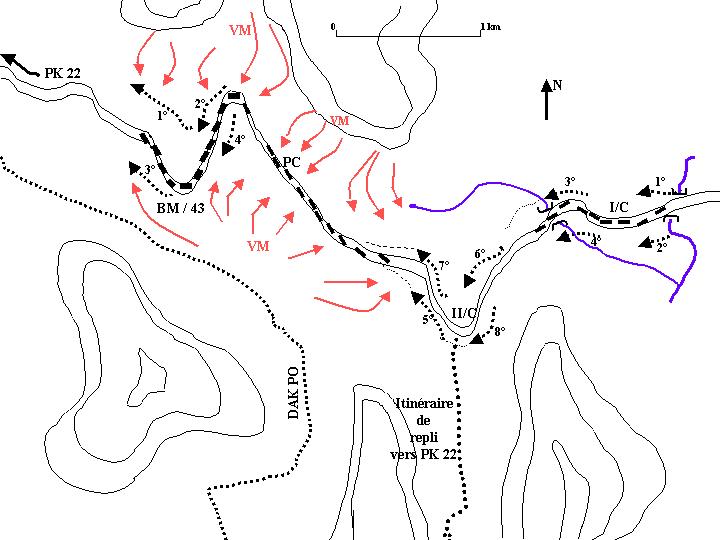
Après avoir commencé à quitter Ankhé le 24 juin vers 03h00, les différents bataillons du GM, le BM du 43ème RIC en tête, se mettent en route, camions d'artillerie attelés, le 2ème de Corée fermant la marche. On imagine la longue colonne de240 véhicules et 12 pièces d'artillerie, articulée en quatre rames, s’étirant sur huit kilomètres!

Le bataillon «Montagnards» s'arrête sans raison. Le 2ème de Corée le double et va relever le BM 43 dès qu’il est arrivé au PK 11. Il est l0h30. Un sérieux barrage de pierres est signalé par l'avion d’observation au PK15. Il est prévu en cas d'accrochage, de procéder à une «marche en perroquet»: le bataillon suivant viendra épauler celui qui le précède.

L'état-major du G.M. 100 pense que le recueil (chars du 5ème Cuirs, 42ème G.M., parachutistes du GAP, bataillon «Montagnards») sera bien au rendez-vous du PK 22. Or, tous les éléments de recueil attendus sont bien à l’ouest du PK 22, en particulier l’appui des chars fera cruellement défaut.

##### *L’embuscade*

###### Embuscade du PK 15 – 24 juin 1954



**Le repli d’An Khé:**

**Entre An Khé et Pleiku sur la RC 19 le GM 100 laissera 50% de ses effectifs et 85% de ses véhicules.**

Vers midi, le GM 100 est pris dans une gigantesque embuscade et attaqué sur trois kilomètres de front (des PK 12 à l5). Pendant tout l’après-midi, ses unités vont s'efforcer de contenir l'adversaire; tant bien que mal l’artillerie du 10 ème RAC, éparpillée tout le long de t'itinéraire, arrive à tirer et à refroidir certaines zones. Le Colonel Barrou, les commandants de bataillon et tous les exécutants manœuvrent avec brio, alternant assauts répétés et concentrations de feux. Les «Morane» des GAO et les «Bearcat» de l’Arromanches calment les ardeurs du bataillon 803 qui décroche vers 13 heures 30. Mais à partir de 14 heures 30 se déchaîne un feu nourri venant du nord de la route, suivi d’assauts viets répétés.

Submergées nos forces sont réduites à des îlots défensifs. Dans la soirée, les combattants reçoivent I'ordre de détruire les matériels (camions, canons, postes radio) et de rejoindre le PK 22 par la brousse. Beaucoup y réussiront. De part et d'autre, les pertes sont très importantes (au moins 500 hommes du côté français en une demi-journée de combat). Le GM 100 n’existe plus!

##### *Commentaires*

Cinquante ans après, il peut sembler indécent de vouloir tirer des enseignements d’une telle bataille. Il est toutefois permis de réfléchir sur les aspects particuliers de cet engagement qui a anéanti un groupe mobile en quelques heures

* sur la façon de procéder: Barrou, Buffin, de Beaufort. On ne peut pas dire que I'opération ait bénéficié d’une volonté commune;
* le choix entre rapidité et sûreté n'a pas été fait et, dans ce cas particulier, la vitesse et la surprise n'ont pas pu jouer;
* la discrétion: en observant le terrain d‘aviation d'Ankhé, l’adversaire savait que nous quitterions sous peu le camp,
* privé de son escadron de chars, le GM ne pouvait forcer une embuscade mise en place depuis plusieurs jours et soigneusement camouflée;
* vouloir se servir de Ï’artillerie suppose que ses déploiements successifs aient été prévus et que les batteries regroupées utilisent au maximum la puissance de leurs feux avant de lancer I'infanterie.

*«C'était l'ambition profonde des officiers subalternes qui attendaient le moment où, en ordre de bataille, le GM 100 prendrait à partie les forces viet-minh pour leur faire payer leurs morts et leurs blessés. Le colonel Barrou était d’un tempérament offensif, II avait hâte de «sortir d’Ankhé», car il sentait que Ia défense de ce point d'appui était aléatoire».*

L'estimation du rapport des forces est indispensable. Sur le lieu de I'embuscade, il était de l'ordre de 1 à 2 voire de 1 à 3. Certains états-majors avaient correctement estimé le rapport des forces et préconisé l’hypothèse de la rapidité (sans les véhicules).

* I’appui aérien a été déterminant. Après plusieurs attaques au sol, il est vraisemblable que le décrochage de l'adversaire vers 13h30 ait été dû en grande partie à cet appui (napalm et canon).
* mentionnons Ie courage des chefs et des combattants. De nombreux chefs ont payé d'exemple. Ils ont été tués ou blessés, ce qui explique en grande partie la résistance des combattants de tous bords et le fait que le moral n’ait jamais flanché. Ils auraient simplement aimé, en plus, participer à une victoire et détruire le Viet.
* la solution choisie, il restait à conduire l'action jusqu'au bout, dans le sens convenu. Il semble que ce ne fut pas le cas. Le bataillon vietnamien s’arrête et le 2ème de Corée va le doubler (la méthode du déplacement en perroquet des unités freine inévitablement la rapidité. Les rendez-vous donnés au groupement ouest (Chars, 42ème GM, GAP1) dans la région du Mang Yang ne sont pas honorés. La porte de sortie du GM 100 est alors fermée.

Devant une telle somme de volontés, d'initiatives locales et d'esprit de sacrifice, il est permis de se demander comment aurait tourné cette bataille si toutes les actions avaient pu être coordonnées et si un seul chef avait imposé une manœuvre d’ensemble en refusant le «rendez-vous» intermédiaire (PK 11) et en menant un combat tous moyens réunis contre un adversaire somme toute à sa mesure.

Nous avions les moyens de gagner et nous avons perdu une bonne occasion d'infliger, grâce à l'appui aérien (toute la 11 F du Bois Belleau) et I'artillerie, une sérieuse défaite au Régiment 308 (plus 25.000 coolies).

Après Dien Bien Phu, ce désastre terminait mal la guerre d’Indochine. Une embuscade annoncée et menée par un adversaire professionnel et résolu a eu raison de notre détermination et de notre courage.

***Note de la Rédaction***:

Pour des raisons de lisibilité, les croquis illustrant ce récit ont du être redessinés à «souris levée». Les lecteurs voudront bien pardonner certains détails sans doute très légèrement approximatifs.

# La simulation d’emploi



*Par le Lieutenant-colonel (TA) Claude CHARY,*

*du CDEF/DSRO[[17]](#footnote-17)*

**J**ANUS, ROMULUS, SCIPIO, CEPC, SYSIMEV, CENTAC, voilà une multitude de noms ou d’acronymes qui sont maintenant devenus familiers aux forces de l’armée de terre. Ils témoignent de l’ampleur prise par les différentes formes de simulation dans les parcours de formation et d’entraînement. L’univers des jeux a également fait son entrée dans l’infanterie et la cavalerie, au niveau individuel, avec INSTINCT et FRENCH POINT, pour compléter à moindre frais la panoplie des outils existants. La simulation s’impose comme un des outils majeurs de préparation opérationnelle, complémentaire du terrain et de la théorie. Pour autant la simulation reste un outil et non une fonction, même s’il faudra à l’avenir suivre les compétences des personnes qui y servent. Devenue familière en école ou dans les centres d’entraînement, elle s’est modernisée. Elle met en œuvre des techniques efficaces, capables de faire surgir la sueur sur le front des entraînés.

Cependant elle n’acquérra véritablement ses lettres de noblesse que dans l’emploi opérationnel. Il ne s’agit pas de remplacer la décision du chef par celle d’une machine mais bien de l’aider à gérer une masse d’information dans un délai restreint. De même que les rangers nous permettent de marcher mieux et plus longtemps, la simulation, et les technologies qu’elle utilise, devient un instrument facilitant les travaux d’état-major: constitution de force, préparation à l’engagement, MEDO[[18]](#footnote-18), répétition de mission. Ces outils assurent un gain de temps ou une analyse plus exhaustive, selon les besoins et le rythme de travail. Nous verrons donc dans une première partie les emplois possibles. Nous aborderons ensuite les technologies disponibles: automatismes, connexion avec les SIO[[19]](#footnote-19), affichage graphique, numérisation de la géographie terrestre. Dans une troisième partie nous aborderons quelques projets en cours. Il nous appartient dès lors d’organiser l’utilisation de ces outils, d’apprendre à s’en servir pour en affiner l’usage et en tirer les avantages, sans confiance aveugle ni scepticisme basés sur la méconnaissance.

**\***

**\* \***

Parler de simulation d’emploi nécessite bien sûr de définir ces emplois envisageables. S’il s’agit dans tous les cas d’aider un homme, une unité ou un PC dans son fonctionnement et dans sa prise de décision, le moment comme les modalités peuvent être différents. Il peut s’agir d’outils individuels ou collectifs, de simples calculateurs d’effets ou de systèmes plus conséquents.

L’équipement des unités en matériels SIC[[20]](#footnote-20) permet de les doter dans un même temps d’applicatifs utiles, aide-mémoire, documentation, renseignement, mais aussi d’une simulation, qui pourra devenir une véritable caisse à sable virtuelle. Il sera dès lors possible, pour un Chef de corps comme pour un Commandant d’unité, d’illustrer un mode d’action et de le visualiser pour ses subordonnés. Un petit schéma vaut mieux qu’un grand discours, surtout si ce schéma est animé. La simulation constructive, offre dès maintenant une première capacité que nous évoquerons en troisième partie.

Sur un autre plan la préparation de mission avant l’engagement peut maintenant être envisagée sous forme de drill et de répétition de mission. Les moyens dont nous disposons nous permettent en effet de créer des terrains virtuels en trois dimensions, sur n’importe quel point du globe. Il est alors tout à fait envisageable de doter les engins d’une simulation embarquée et d’épiscopes ou d’écrans pour visualiser le terrain. Dès lors la répétition de mission avant de franchir la ligne de débouché devient possible. Le système sol-air ROLAND était à cet égard un précurseur; ce concept permettait l’usage d’un moyen de simulation embarqué que l'on pouvait connecter au système d’arme.

Enfin, lorsque l’on parle d’aide à la décision l’exemple qui vient sans doute le plus naturellement à l’esprit, est celui de l’appui à la MEDO des PC. Que ce soit pour le calcul d’un mouvement, d’un rapport de forces, l’évaluation de critères selon les modes d’actions ou la comparaison dynamique de modes d’action (le wargaming), la simulation a atteint maintenant une puissance de calcul, une automatisation, et peut dès maintenant extraire ses données des SIOC[[21]](#footnote-21) pour permettre à un seul homme de manipuler un outil d’aide à la décision. De même, en phase de préparation à l’engagement, les premiers outils d’aide à la génération de forces font leur apparition tandis que l’État-major des armées explore les concepts d’aide à la décision stratégique. Dans ce domaine, l’apport des techniques mathématiques de la recherche opérationnelle se combine avec l’apparition de nouvelles méthodes de raisonnement pour aider le commandement dans la gestion de la complexité.

**\***

**\* \***

En cinq ans les industries comme les armées ont fait de nombreux progrès dans ce domaine. Des briques techniques et des méthodes ont été testées. Les constituants nécessaires à la réalisation d’outils existent.

Les PEA[[22]](#footnote-22) APPLET (Aide à la PLanification de l’Engagement Tactique) et CALIPSO (Concepts Avancés d’interopérabilité pour la connexion de la Simulation avec les SIO) ont en particulier permis de progresser en matière de modélisation et de définition des outils d’aide à la décision des PC de brigade et de division. Ils ont permis de distinguer les différences entre une modélisation pour l’entraînement et pour l’emploi. Ces travaux, comme ceux menés sur SCIPIO, le système d’entraînement des PC de brigade et de division, ont permis à des sociétés françaises de développer des techniques d’automatismes évoluées. Le développement de ces savoir-faire ainsi que l’augmentation des capacités des ordinateurs nous permettent maintenant de disposer d’outils individuels, rapides, exploitables par un seul homme.

Sur un autre plan, la connexion des simulations d’entraînement aux SIOC est en cours. Condition sine qua non d’une utilisation opérationnelle, ces liens permettront l’alimentation des simulations avec des données de situation. Ils éviteront des recopies fastidieuses, incompatibles avec les délais de réflexion et l’armement en personnel de PC de GTIA[[23]](#footnote-23) ou de brigade. Ces liens rendent désormais possibles l’intégration de simulations au sein de SIO, pour en faire des applicatifs capables d’analyser des critères au profit d’une MEDO et de permettre du «wargaming» lors de la comparaison de modes d’actions.

Ne nous méprenons pas, il ne s’agit pas de décider à la place de l’homme. Il s’agit de lui fournir des éléments d’appréciation plus fouillés ou plus rapidement qu’il ne pourrait le faire à la main.

Les progrès techniques réalisés dans le domaine de la simulation pourront aussi faire évoluer la notion de préparation de mission. La répartition des systèmes informatiques aux bas échelons autorise l’ajout de logiciels propres à faciliter l’engagement. Déjà les SIT[[24]](#footnote-24) fournissent les photographies géoréférencées du terrain; il est possible dès lors d’étendre les services offerts. Les simulations embarquées peuvent offrir la capacité de «caisse à sable» pour préparer la mission ou de répétiteur de mission dans une version plus évoluée. Les différentes briques des outils de simulation (analyse après action, re-jeu) sont proposées dans les futurs outils de préparation de mission de l’ALAT. De même l’accroissement des performances des ordinateurs embarqués autorise la mise en place de «simulation de bord». Il sera peut-être alors plus aisé d’équiper nos chars d’épiscopes de projection et de commandes de simulation permettant la préparation de mission sur le terrain virtuel. Certes des obstacles existent encore, comme la capacité à créer rapidement des terrains numériques suffisamment précis et complet pour permettre la répétition de missions mais ce n’est plus de la science fiction.

**\***

**\* \***

Cette réalité s’exprime déjà pour l’armée de terre, au travers d’expérimentations menées notamment par la DSRO, à différents niveaux. Elles nous donnent une première capacité, afin de permettre par la suite une meilleure expression du besoin, une définition du cadre d’emploi et de la catégorie de personnel qui sera appelée à se servir de tels outils.

Au niveau brigade, la DSRO a participé au Programme d’études amont ADESION/APLET dont l’enjeu consistait à explorer la faisabilité, l’intérêt et le concept d’emploi de la simulation comme aide à la planification d’engagement dans un PC de grande unité terrestre de niveau 2 (division) et niveau 3 (brigade interarmes). L’aide à la décision visée par l’outil s’inscrit dans le cadre du travail d’un PC équipé du SICF[[25]](#footnote-25). Elle a pour cadre général la cellule Manœuvre future (MANFUT) du PC Brigade (APLET V1). L’idée principale, qui est le point focal du projet ADESION/APLET, est d’utiliser des modèles de simulation adaptés à chaque niveau de PC pour aider les officiers dans la 2° phase (élaboration de la manœuvre) de la MEDO. Cette aide s’applique dans les 3 étapes suivantes: tout d’abord lors de la confrontation des modes d’action amis et ennemis (MA/ME), puis lors de la sélection du MA et enfin lors de la rédaction des paragraphes concernés dans l’ordre d’opération et des plans (ordres graphiques) destinés aux subordonnés.

Les fonctionnalités d’APLET permettent:

* D’importer des feuilles tactiques du SICF contenant les modes d’actions ou de rédiger ces derniers directement sur l’application,
* de compléter, sans les transformer, les modes d’action avec la profondeur souhaitée dans le paramétrage des modèles,
* de lancer une simulation entièrement pilotée par des automates capables d’interpréter les ordres donnés aux subordonnés de la brigade et d’appliquer les règles doctrinales pour la conduite de la manœuvre,
* de stimuler la réflexion de l’officier par la présentation, sous forme graphique, d’informations objectives et quantitatives issues de la confrontation,
* d’accéder au re-jeu pour parfaire l’analyse avant d’intégrer ces éléments dans la réflexion plus globale de l’officier d’état-major.

Les conclusions, compte tenu de l’aspect prometteur du démonstrateur issu des expérimentations, ont conduit l’ÉMAT/BSIC à poursuivre en 2007 l’élaboration d’une version expérimentale d’APLET permettant un élargissement de son périmètre fonctionnel. Ceci permettra une diffusion et une expérimentation à grande échelle de l’application, ainsi qu’une validation en détail de l’intérêt opérationnel d’un tel outil avant le lancement d’un éventuel programme. L’intégration dans SICF V3 constitue un objectif à plus long terme.

A une moindre échelle, une expérimentation a également été menée avec deux stages successifs des futurs Chefs de corps de l’ÉAABC sur le logiciel ASTEC. ASTEC est un outil utilisé par la DSRO pour tester les évolutions des automates de SCIPIO, avant livraison au CEPC[[26]](#footnote-26). Il utilise donc les mêmes modèles et automates de compagnie, mais avec une interface simplifiée et modernisée, fonctionnant sur un ordinateur portable. Développé et amélioré en continu par une petite entreprise spécialisée en intelligence artificielle et la DSRO, cet outil dispose de toutes les fonctionnalités d’une simulation, préparation, conduite, re-jeu, avec des capacités supplémentaires pour l’enregistrement de scénarios et d’ordres, et des capacités d’accélération du temps jusqu’à 200 fois, la vision globale ou par camp selon le besoin. Ces capacités ont permis de faire du «wargaming» dans le cadre de la MEDO du GTIA. Ce travail consiste à dérouler en accéléré la comparaison dynamique des modes d’action amis/ennemis retenus pour compléter la liste des critères d’évaluation des modes d’action. Ces comparaisons permettent en outre d’affiner le cadre espace/temps de la manœuvre, d’apprécier les consommations logistiques, le dispositif et la pertinence du lieu de l’effet majeur s’il est lié au terrain.

La capacité des nouveaux outils de simulation à fonctionner sur un seul poste permet le développement de la caisse à sable virtuelle. Déjà JANUS version «caisse à sable» permet d’afficher le terrain numérique du théâtre d’engagement pour apprécier le positionnement d’un dispositif au char près, un plan de feu ou un secteur d’observation, des élongations. L’objectif est d’aider le chef à préparer sa reconnaissance terrain ou lui fournir des éléments si celle-ci ne peut-être réalisée. Cette caisse à sable virtuelle a été donnée à une unité actuellement déployée au Liban pour avis, ainsi qu’au CENZUB. ASTEC permet également cette utilisation avec une finesse moindre de niveau section ou patrouille selon l’unité et offre également la possibilité de visualiser en dynamique la mise en place d’un dispositif.

Certes il reste encore une belle marge de progrès qui réside dans l’extension des modèles de simulation vers les actions de stabilisation, le combat en zone urbaine et l’amélioration de la précision des terrains numériques. Toutefois ces travaux sont en cours: JANUS sortira cet été sa version zone urbaine, tandis que ASTEC implémente déjà des éléments de basse intensité comme les armes non létales, les populations et les terroristes. SCIPIO V1 STAB, en cours de négociation, couvrira l’ensemble du spectre de la zone urbaine et des phases de stabilisation. L’évolution des formats standard de terrain numérique, plus précis et plus complet va également dans ce sens, ainsi que l’utilisation de plus en plus courante des photographies géoréférencées.

**\***

**\* \***

La simulation, si elle s’impose maintenant comme un outil incontournable de la préparation opérationnelle, n’a pas encore obtenu ses lettres de noblesse en matière d’emploi. Pourtant, les outils, les techniques et les méthodes ont largement progressé. Il est maintenant envisageable de mettre à la disposition des PC et des chefs des outils fournissant une première capacité, avec des délais d’utilisation compatibles avec les délais de préparation, voire les délais de la MEDO, même raccourcie. Comme pour la préparation opérationnelle, il faudra utiliser ces premiers outils pour affiner notre expression de besoin et l’usage que l’on peut en attendre. Cette utilisation devra permettre de convaincre les plus sceptiques qu’il ne s’agit pas de remplacer une décision humaine en se fiant aveuglément aux résultats fournis par une machine, mais bien de profiter des puissances de calcul et d’analyse pour traiter des informations multiples et prendre en compte de nombreux critères permettant d’éclairer cette décision. Ce challenge culturel sera sans aucun doute le plus difficile. Cette phase d’appropriation devra permettre de définir le niveau de convivialité, le niveau de fiabilité et les méthodes de validation des outils à venir.

Avant de courir après de nouvelles prouesses technologiques, il importe de prendre en main ces outils, de définir l’organisation adaptée et le bon usage.

## Libres opinions[[27]](#footnote-27)



**Osez, ouvrez le dialogue!**

**Comme vous l’indique le Général commandant le CESAT, les articles abondent et ils sont de qualité! Les points de vue et les thèses présentés sont des plus intéressants et pourtant, à cette expression à une voix, il manque une chose: des réponses, des visions complémentaires, des réfutations, bref …des réactions pour instaurer un dialogue vivifiant.**

**Donc tous à vos claviers! Adressez-nous vos envois à l’une des deux adresses suivantes:**

**Internet:** [**cabinet@cesat.terre.defense.gouv.fr**](mailto:cabinet@cesat.terre.defense.gouv.fr)

**Intradef:** [**cahier-cesat@cesat.terre.defense.gouv.fr**](mailto:cahier-cesat@cesat.terre.defense.gouv.fr)

Grozny: matrice et contre-exemple

du combat urbain contemporain



*Par le Chef d’escadrons Ronan Haicault de la Regontais[[28]](#footnote-28)*

**U**ne étude récente a été menée par la DREX du CDEF sur les batailles de Grozny en Tchétchénie (1994-1995 et 1999-2000). Les combats, dans cette ville de 100 km2 avec des constructions à étages multiples et 490 000 résidents en 1994, ont été particulièrement violents. Pour la première fois en 1994, une armée conventionnelle, qui bénéficiait d’un rapport de force a priori écrasant et qui en outre ne s’embarrassait pas de dommages collatéraux, y a été tenue en échec par un adversaire asymétrique, en comparaison très faiblement armé. Comme l’avait prédit le général Krulak du *Marines Corps* américain, le conflit tchétchène apparaît donc bien comme la matrice des engagements contemporains, dans lesquels la ville constitue pour l’ennemi irrégulier le milieu le plus favorable pour résister aux armées modernes. Les récents déboires de *Tsahal* lors des attaques des fiefs du *Hezbollah* au Sud Liban l’ont rappelé.

Au regard des succès des troupes américaines en Irak en 2003, les Américains semblent avoir su adapter leur doctrine du combat en zone urbaine. Ils ont su exploiter les enseignements de ces combats de Grozny afin de s’entraîner de manière réaliste et éviter ainsi de reproduire les erreurs russes. Ainsi, les succès de l’offensive qui a conduit à la prise de Bagdad, ainsi que la conquête de Falloujah fin 2004, sont en quelque sorte les dividendes d’un investissement important dans l’exploitation du retour d’expérience.

À l’inverse, du côté russe, en dehors de toute considération politique, le conflit en Irak a surpris de nombreux observateurs et a mis à mal les préjugés sur l’armée américaine. Même si personne à Moscou n’avait jamais sérieusement cru que Saddam Hussein pourrait battre les forces alliées en 2003, la vitesse et l’efficacité de l’offensive a déconcerté plus d’un expert militaire russe. En effet, les généraux russes s’attendaient à une autre guerre prolongée et menée à distance, comme celle au Kosovo en 1999, comme en Afghanistan deux ans plus tard ou encore comme la première Guerre du Golfe de 1991, lorsque l’offensive terrestre de 4 jours avait été précédée par 39 jours de bombardements aériens. Les Russes ont cru, à tort, que les Américains avaient peur des accrochages à courte distance, qu’ils ne toléraient pas les pertes et qu’en définitive, ils ne savaient que s’appuyer sur leur supériorité technologique. On peut en particulier citer deux généraux en retraite – Vladislav Achalov (un ancien parachutiste spécialiste du combat urbain) et Igor Maltsev (un spécialiste de la défense aérienne) – qui avaient visité Bagdad et avaient aidé S. Hussein à préparer un plan de guerre pour battre les Américains. Achalov avait à l’époque conclu que la défense de Bagdad était bien organisée, que les chars américains finiraient calcinés s'ils entraient dans la ville et que l'infanterie américaine serait massacrée. Selon lui, la seule manière pour les Alliés de prendre Bagdad et d'autres villes irakiennes était de les raser entièrement par des tapis de bombes.

Ce raisonnement s’appuyait essentiellement sur le modèle russe de la conquête de Grozny qu’ils considéraient comme la référence historique indiscutable. En effet, les Russes ont mené dans Grozny une véritable guerre, intense et meurtrière, qui préfigura les combats modernes en zone urbaine. Certes, après de sérieuses déconvenues, ils ont atteint leurs objectifs militaires. Mais peut-on réellement parler de victoire? Des erreurs d’appréciation ont provoqué des pertes importantes, tant civiles que militaires. Même si les Russes ont dans les conflits passés toujours admis le prix du sang, cette victoire parait bien amère.

De nombreuses personnes en Russie se sont alors demandées pourquoi leurs forces avaient été si inefficaces en comparaison de celles des Américains et des Britanniques, et pourquoi deux batailles pour prendre Grozny en 1995 et 2000 ont pris chacune plus d’un mois avec plus de 5.000 soldats russes tués et des dizaines de milliers de blessés dans les deux engagements. Même si l’agressivité et l’organisation des rebelles tchétchènes sont peut-être supérieures à celles des insurgés irakiens, le bilan humain de la bataille de Falloujah[[29]](#footnote-29), est sans commune mesure avec celui de Grozny. C’est pourquoi, il convient de revenir ici synthétiquement sur les raisons du désastre de 1995.

Le conflit en Tchétchénie apparaît comme le prototype de la guerre de type asymétrique moderne: il a servi, et sert encore, de référence aux factions armées insurrectionnelles à travers le monde.

Engagées massivement, les forces armées russes devaient rapidement imposer la volonté politique de l’État fédéral. Or, la résistance imprévue en zone urbaine d’un ennemi fanatisé a dramatiquement remis en cause les prétentions russes: le «bourbier tchétchène» a révélé au monde dès 1995 la gravité de cette crise «réservée». De même, la première bataille de Grozny en 1994-1995, mais aussi, dans une moindre mesure, celle de 1999-2000 ont montré l’état de délabrement dans lequel se trouvait l’armée russe après l’effondrement de l’URSS: une armée totalement démotivée, mal rémunérée, qui ne s’entraîne pas, dotée d’un budget insuffisant et dont les matériels sont défaillants. Les erreurs fondamentales répertoriées des forces russes sont les suivantes:

* une volonté politique aveugle qui souhaite emporter immédiatement la décision, au détriment d’une planification opérationnelle rigoureuse,
* une armée déliquescente qui surestime ses propres forces et sous-estime la qualité de l’adversaire sur lequel elle manque de renseignements (notamment sur son dispositif, son moral et sa combativité),
* un entraînement pratiquement inexistant dans le domaine du combat urbain, alors que pendant la Seconde Guerre Mondiale, l’expertise acquise par l’Armée Rouge était certainement la meilleure au monde,
* des problèmes d’organisation du commandement, de coordination entre les unités et de coopération interarmées,
  + une mauvaise utilisation tactique du couple char-infanterie et un manque de troupes de génie de combat, -
  + une communication opérationnelle maladroite.

Face à un ennemi soutenu par la population, déterminé, agressif, et organisé pour se mouvoir rapidement en zone urbaine en menant des actions de harcèlement et des embuscades antichar meurtrières, l’échec est inévitable. Pourtant à l’époque le ministre russe de la défense, le général Gratchev, avait affirmé à maintes reprises «*qu’un bataillon de parachutistes serait suffisant pour régler la question*».

Il est préférable d’apprendre de l’expérience des autres que de répéter leurs erreurs. L’étude des conflits menés par d’autres armées est donc importante, même s’il convient de conserver à l’esprit ses spécificités propres, notamment sur les plans organisationnel et culturel, mais sans non plus tomber dans l’errance des certitudes et la crainte des réformes.

Les trois temps du commandement



*Par le Colonel Benoît DURIEUX*

Le débat doctrinal en matière de PC semble s’articuler depuis quelques années autour d’une question centrale, nouvel avatar de la querelle des anciens et des modernes, les uns appelant de leurs vœux un usage massif de la technologie alors que d’autres préfèrent rappeler l’importance de l’homme dans la chaîne de commandement. Trop souvent sans doute, la mise en place de systèmes de commandement semble céder au désir de la forme aux dépens du fond: de nombreux *shelters* avec beaucoup d’informatique et d’officiers anglicistes ne peuvent qu’apporter la victoire! Trop souvent également l’unique alternative proposée oppose à ce dernier modèle l’image de l’officier commando seul au fond d’un trou avec une carte pliée dans la poche: le bon sens et la proximité des hommes sont alors vus comme garants du succès. Or la réalité est certainement moins simple; elle nécessite une réflexion de fond sur la fonction du commandement au sein d’une force armée et sur son lien avec l’organisation de cette force.

Si la guerre est, comme le suggère Clausewitz, «*un acte de violence destiné à contraindre l’adversaire à exécuter notre volonté*», dans lequel cet adversaire a une volonté propre, dans un contexte marqué en permanence par l’incertitude, le chef militaire doit en permanence agir dans trois directions:

* Avant l’action, il doit posséder la vision la plus claire possible de la situation pour diminuer l’incertitude quant à la base de ses décisions.
* À partir de ces données, il doit combiner les moyens dont il dispose pour remplir sa mission avec le maximum d’efficacité.
* Pendant l’action, il doit transmettre en permanence à ses subordonnés sa volonté pour dominer celle de l’ennemi.

Ces trois modalités de l’action du chef permettent de décrire les trois fonctions d’un poste de commandement: recueil et traitement de l’information, élaboration et diffusion des ordres et enfin conduite des opérations.

Il faut remarquer que ces trois fonctions correspondent aux trois fractions de l’échelle du temps. Le traitement de l’information s’apparente à la maîtrise du passé, puisqu’il consiste à analyser des actions déjà effectuées. L’élaboration des ordres est bien la tentative de maîtriser le futur, en cherchant à ordonner les actions des unités subordonnées pour contraindre l’avenir de l’adversaire. Finalement, la conduite des opérations veut maîtriser le présent dans une synthèse sans cesse recherchée entre l’information de l’instant précédent et l’ordre donné pour agir dans l’instant suivant. On doit encore remarquer que cette triple fonction du PC se retrouve assez bien dans le triptyque «*Command, Control, Intelligence»* des anglo-saxons: *Command* désigne assez bien le commandement par ordres élaborés, alors que la conduite est bien traduite par *Control* et que la fonction de maîtrise du passé s’associe clairement au concept d’*Intelligence.*

L’importance relative de ces trois fonctions dépend de la conception du commandement qui sous-tend l’organisation du PC. Historiquement, le commandement des armées sur le terrain a pu s’inscrire dans trois grandes tendances. Chacune de ces tendances, nées du contexte technologique et politique de son époque, s’analyse certes à travers son mode de fonctionnement, mais aussi à travers le principe dont ce mode de fonctionnement cherche à tirer profit en le privilégiant par rapport aux autres et à travers la méthode de décision utilisée dans les opérations militaires.

Très longtemps, la seule méthode de commandement possible a consisté à donner en temps réel, au cœur de la mêlée, des ordres à ceux qui pouvaient les entendre. Cette méthode, que l’on peut donc qualifier de «commandement à la voix», et qui se définit par le contrôle instantané des subordonnés de tous niveaux, réapparaît aujourd’hui après une phase d’effacement relatif grâce aux moyens modernes de transmissions qui autorisent l’autorité supérieure à donner en temps réel des ordres aux plus bas échelons. Cette méthode est encore aujourd’hui celle du chef de groupe d’infanterie lancé dans l’action.

Le principe actif du «commandement à la voix» est certainement le moral: la capacité du chef à communiquer sa volonté à ses subordonnés est maximale. Cette méthode permet également une excellente réactivité et une bonne capacité d’adaptation à une situation très évolutive. En revanche, elle tient les subordonnés dans l’ignorance des objectifs intermédiaires du chef et donc de leur avenir proche.

S’agissant de la prise de décision, dans cette méthode de commandement, l’action militaire est conçue en terme de fins ultimes à atteindre, sans véritablement envisager les fins intermédiaires et concrètes à obtenir auparavant, dont le commandement à la voix semble permettre de faire l’économie de la définition: il s’agissait autrefois de «rester maître du champ de bataille», il s’agira aujourd’hui de «favoriser le retour à la paix» ou de «garantir l’application des accords». Les objectifs intermédiaires seront déterminés dans le cours de l’action. Chaque décision à prendre sera alors étudiée au regard de son influence supposée sur l’objectif final, ce qui nécessitera la prise en compte permanente, dans un processus itératif, de l’ensemble des éléments du contexte politique, militaire, humanitaire… Ceci explique que cette méthode nécessite aujourd’hui des PC extrêmement volumineux et riches en analystes de toutes disciplines: la fonction de conduite des opérations («maîtrise du présent») est primordiale.

À l’opposé de la méthode précédente, s’est développé, surtout depuis la première guerre mondiale, le souci de planifier la bataille à venir dans ses moindres détails. Cette méthode de commandement «par écrit» fut incarnée d’abord dans la «bataille méthodique» prônée par l’armée française entre les deux guerres, puis surtout par la culture militaire anglo-saxonne depuis la deuxième guerre mondiale.

Son principe actif est certainement de maximiser la rationalité des ordres dans une optique de productivité industrielle, en cohérence avec la culture stratégique américaine. Elle est de fait bien adaptée à la multiplicité et la spécialisation des armes modernes. En revanche, elle interdit toute initiative qui sortirait du cadre du plan et manque de souplesse face aux réactions ennemies.

La prise de décision s’opère ici par des méthodes de raisonnement qui s’apparentent à la planification: de nombreuses étapes sont décrites, chacune d’entre elles étant divisée en tâches à accomplir. Ce type de méthode de décision est bien adapté lorsque l’action ennemie n’est pas en mesure de remettre en cause sérieusement les résultats attendus de l’opération et que le principal défi à résoudre est d’ordre technique ou logistique.

Dans cette méthode de commandement également, les besoins en capacités d’analyse, de coordination et de planification de l’action jusque dans ses moindres détails rendent les PC extrêmement lourds. La fonction «élaboration des ordres» (maîtrise du futur) devient primordiale. Il faut remarquer qu’au cours de l’action, la nécessité de maintenir l’évolution de la situation en conformité avec le plan prévu demandera presque toujours une capacité de «conduite» également très importante.

Enfin, une troisième méthode de commandement consiste à donner aux subordonnés le maximum de liberté d’action pour concourir à l’objectif final fixé par le chef. Cette méthode que l’on peut qualifier de «commandement par influence», dans la mesure où ce qui est présent à l’esprit du subordonné est moins un ordre verbal ou écrit que la connaissance de l’objectif de l’échelon supérieur, doit beaucoup aux Allemands et à la notion d’*Auftragstaktik* qu’ils développèrent durant la première partie du vingtième siècle. Typiquement, le subordonné reçoit un objectif minimum à atteindre (et non plus un objectif maximum) et un domaine d’action, ainsi que la connaissance de l’objectif poursuivi par son chef et par les autres unités.

Ici le principe actif réside dans le génie des subordonnés à qui le chef fait confiance pour obtenir le meilleur résultat possible en vue de concourir à l’objectif commun. Elle est sans doute mieux adaptée aux unités relativement homogènes qui peuvent se permettre une coordination relativement lâche des différentes actions.

L’intention du chef et l’effet majeur qu’elle contient sont au cœur de l’idée de «commandement par influence». Ils traduisent l’idée qu'à la guerre, le facteur essentiel à prendre en compte est l’action ennemie et que le cours de la bataille est par essence imprévisible. En ce sens, cette conception de la guerre peut être décrite comme Clausewitzienne. En conséquence, il est inutile de prétendre régler les événements plusieurs «coups» à l’avance; au contraire, il faut concentrer tous les efforts sur un seul objectif qui s’il est atteint permettra de terminer l’action entreprise avec succès.

Cette méthode de commandement exige que chacun des échelons impliqués dans la bataille ait la vision la plus claire possible des événements en cours. Le chef doit compenser l’incertitude résultant de la liberté d’action qu’il laisse à ses subordonnés par une capacité de suivi sans failles de la situation: il est souvent conduit à commander de l’avant. Martin van CREVELD fait remarquer à cet égard l’importance de la longue vue qui permit aux généraux de suivre l’évolution de la bataille sans être pour autant au cœur de la mêlée[[30]](#footnote-30). De son côté, le subordonné ne peut faire bon usage de cette liberté d’action que s’il sait ce que cherche son chef et ce que font ses pairs. Ceci implique que la fonction «recueil et traitement de l’information» (maîtrise du passé) est primordiale. Cette méthode autorise des PC relativement légers, dont la fonction est avant tout de recouper, de partager et de transmettre l’information, et par lesquels le chef donne des ordres initiaux brefs et des indications de conduite peu fréquentes.

On compte donc finalement trois méthodes principales de commandement:

* Le «commandement à la voix» qui met l’accent sur la conduite en temps réel et recherche avant tout la communication par le chef de sa volonté de vaincre. La fonction «conduite des opérations» du PC est primordiale.
* Le «commandement par écrit» qui vise à planifier les moindres détails de la bataille à venir et recherche avant tout la rationalité dans l’emploi des moyens. Ici, la fonction «élaboration des ordres» prend la première place dans le PC.
* Le «commandement par influence», enfin, qui cherche à utiliser au mieux les capacités d’initiative de chacun des subordonnés en mettant l’accent sur le partage de l’information, qui devient la fonction prioritaire du PC.

On peut ajouter que le «commandement à la voix» représente un choix de décision rapide mais imparfaite, le «commandement par écrit» donne les conditions d’une décision de qualité mais lente, alors que le «commandement par influence» recherche un juste milieu. Il est évident qu’aucune de ces méthodes ne peut à elle seule décrire un cas réel et que chaque chef militaire commande au moyen d’un dosage chaque fois différent entre ces trois conceptions du commandement.

Qui ne voit pourtant que la tendance est forte qui nous pousse vers des PC très lourds cherchant à mettre en œuvre le «commandement par écrit» et débouchant inévitablement sur le «commandement à la voix»? Les causes en sont connues. Sur le plan militaire, les systèmes d’armes sont à la fois de plus en plus divers et de plus en plus complexes, requérant ainsi une compétence que le chef ne peut posséder. Sur le plan politique, il est souvent d’autant plus difficile de définir un objectif militaire que la multinationalité croissante des opérations multiplie les acteurs de la décision. Les organes de commandement doivent faire une place à chaque nation, proportionnellement aux moyens qu’elle a engagés. Ces organes deviennent donc de véritables parlements, de véritables instances représentatives au sein desquels se déroule une forme de négociation au sujet des décisions à prendre. Tout doit donc être écrit avant même le début de l’action.

Pourtant, qui ne voit également que le «commandement par influence» doit être développé dans toute la mesure du possible? Pour cela, des efforts doivent être entrepris dans plusieurs directions.

D’abord, une prise de conscience est nécessaire. Il faut combattre l’illusion répandue selon laquelle une complexité supposée croissante du monde condamne à une inflation sans fin des moyens de commandement, des experts en tous genres et du nombre de *shelters*. Au contraire, il faut rappeler que la décision n’est jamais *in fine* que celle d’un homme qui, en tout état de cause, ne peut jamais absorber qu’une certaine dose d’informations. Il appartient certes aux subordonnés de donner au chef la synthèse la plus fidèle et intelligente possible des avis des experts, mais il existe toujours un nombre de niveaux de synthèse au-delà duquel la distorsion de l’information due à sa transmission et à son traitement l’emporte sur l’intérêt qu’elle représente.

Cette prise de conscience étant effectuée, il convient alors de remettre en cause les postulats qui ont nourri cette tendance vers des PC très lourds nécessaires à la méthode du «commandement par ordre». Si les systèmes d’armes actuels sont trop nombreux et variés pour être commandés par des PC légers garants d’une méthode de commandement efficace, il faut en tirer la conclusion que c’est l’organisation des forces qui pêche plutôt que celle des PC. Autrement dit, il vaut mieux diminuer la complexité du système que tenter de la maîtriser. On se trouve sans doute ici en face d’un problème analogue à celui qui se posa aux chefs de guerre du XVIIIe siècle qui durent intégrer dans leurs prévisions les capacités nouvelles de l’artillerie et des fusils de l’infanterie. Dans son essai général de tactique, le Comte de Guibert constatait en 1770 que la complexité paralysait les chefs de guerre de l’époque : «*la science de la guerre moderne est devenue plus vaste et plus difficile. […] Les systèmes des ingénieurs sont pour la plupart trop exclusifs, trop méthodiques, trop peu combinés avec la tactique. [...] Tel homme qui eut bien commandé quinze ou vingt mille Grecs ou Romains [...] est absorbé par les détails, aveuglé par l’immensité, étourdi par la multitude. [...] Cent mille hommes dont il doit régler les mouvements; le soin de pourvoir à leur subsistance; […] un plan de campagne à plusieurs branches, les combinaisons sans nombre qui résultent de la multiplicité des objets; tant d’attentions réunies forment un fardeau au-dessus de ses forces.*» Analysant le phénomène il remarquait que «*l’imperfection d’une science ajoute presque toujours à sa difficulté […]. La science de la guerre, en se perfectionnant et en se rapprochant des véritables principes pourrait donc devenir plus simple et moins difficile. Alors les armées, mieux constituées et plus manœuvrières, […] auraient des tactiques simples, analogues, susceptibles de se plier à tous les mouvements. De là, l’officier d’une arme saurait commander l’autre arme. On ne verrait pas des officiers généraux, ignorant les détails des corps dans lesquels ils n’ont pas servi, démentir le titre qu’ils portent.*»[[31]](#footnote-31) Si une première solution consista dans le drill auquel on soumit les armées pour les commander comme des mécanismes d’horlogerie (maîtrise de la complexité), l’apparition de la division devait se révéler comme la solution définitive en simplifiant le raisonnement du commandant en chef qui n’avait plus que des pions homogènes sous ses ordres et en rendant leur liberté à ses subordonnés[[32]](#footnote-32).

Aujourd’hui, il faut sans doute rechercher comment de nouvelles structures interarmes ou interarmées plus homogènes permettraient de rendre aux unités subordonnées du commandant de théâtre leur liberté d’action. Il faut sans doute aussi revenir à une forme de drill, contre la tendance à la rationalisation des ordres qui a eu cours en France, y compris aux plus petits échelons. Derrière tout ordre d’opération, il y a la notion implicite de ce que chaque subordonné doit savoir faire sans ordre: un ordre trop long et complexe est aussi le signe d’une doctrine incomplète et d’un entraînement insuffisant. Enfin, il faut admettre qu’il y a deux façons d’utiliser la numérisation. La première consiste à tirer parti de la plus grande richesse en information pour tenter de planifier plus loin, un peu comme un logiciel d’échec est d’autant plus performant qu’il analyse un grand nombre de coups à l’avance. Cette hypothèse, extrêmement répandue ignore évidemment le caractère imprévisible des opérations militaires. La seconde consiste au contraire à distribuer l’information quitte à perdre en synergie pour gagner en capacités d’initiative aux plus bas échelons. C’est celle que nous devons rechercher.

# La gestion optimale

**de la réserve opérationnelle:**

**une mission impossible?**



*Par le Capitaine (R) Jean-Charles ROCHARD,*

*Officier traitant à l’état-major de la Brigade franco-allemande*

**L**a gestion optimale de la réserve opérationnelle de l’Armée de terre suppose de concilier quantité, qualité, disponibilité, et durabilité de la ressource humaine. Beaucoup d’incantations ont été prononcées pour célébrer les vertus de cette ressource indispensable, sans réaliser que la professionnalisation de notre armée entraînait *de facto* une révolution concomitante du modèle de réserve consubstantiel à l’armée de conscription. Sans réaliser, concrètement, que les mêmes chefs, les mêmes services, les mêmes hommes auraient à assurer cette mutation simultanée. Laquelle, demande au moins autant d’attention compte tenu de sa spécificité. Le flottement intervenu entre 1997 et 2002 dans la gestion des réserves, largement délaissées, a révélé la difficulté de l’exercice tant le commandement était absorbé, on peut le concevoir, par le reformatage de l’armée d’active.

Six ans plus tard, à l’heure où le chef des armées évoque lui-même pour perspective probable une nouvelle réduction d’effectifs, avec ses conséquences inévitables pour l’ensemble la communauté militaire, peut-on raisonnablement parvenir à une gestion optimale des réserves? À l’examen des tendances actuelles, on peut parfois en douter, tant le lustre des chiffres annoncés masque une réalité plus prosaïque.

**Le débat «supplément ou complément» conduit à des arbitrages contestables**

La réserve opérationnelle de l’armée de terre offre un profil dual du fait de sa double composante: environ 60% de volontaires issus ou non (mais inéluctablement de moins en moins) du contingent, et 40% de «disponibles» qui sont d’anciens militaires d’active astreints à une disponibilité de 5 ans après leur départ de l’institution. De cette structure duale, découle les tendances de la gestion actuelle de la réserve. Deux options sont possibles et sont même parfois combinées.

* Soit on privilégie l’utilisation de la réserve en tant que «supplément», c'est-à-dire en renfort quantitatif d’effectifs au profil très similaire à celui des personnels d’active.
* Soit on recourt à une réserve de «complément», c’est à dire à des personnels offrant des profils différents et complémentaires de ceux des personnels permanents, pour adapter au mieux l’affectation des moyens humains à la spécificité des missions.

En fonction de l’option retenue, on n’aboutit pas aux mêmes résultats en termes d’efficience de l’outil.

La gestion des réserves dans l’armée de métier s’effectue donc pour le meilleur mais aussi, par certains côtés, pour des résultats nettement moins flatteurs.

Pour le meilleur, lorsqu’il s’agit de «coller» aux objectifs retenus par la loi de programmation militaire qui ambitionne pour la seule Armée de Terre un effectif de 21.000 réservistes en 2008 et de 29.000 à l’horizon 2012, chaque militaire accomplissant une durée moyenne annuelle de vingt sept jours de service. Des objectifs qui sont principalement quantitatifs. Nul ne contestera que les règles actuelles, ainsi que la politique d’incitation des entreprises aient permis d’atteindre les objectifs de montée en puissance de la réserve. Son effectif toutes armées confondues est ainsi passé de moins de 10.000 réservistes sous contrat avant 1999 à 32.500 fin 2002 puis 53.300 fin 2006[[33]](#footnote-33) (pour un objectif de 56.000). Et le taux d’activité moyen atteint un peu plus de 21 jours fin 2006. Ces performances sont à mettre à l’actif de l’institution, qui a su, la plupart du temps avec pragmatisme, mobiliser l’effectif nécessaire en utilisant les personnels les plus immédiatement disponibles pour répondre aux besoins. Cet effectif facilement mobilisable se trouve en priorité parmi les «disponibles»:

* des anciens militaires d’active, désormais à la retraite qui aspirent à une sortie «progressive» et moins brutale que celle que leur a imposé, dans leurs fonctions, la limite d’âge ou tout simplement l’évolution de leur carrière,
* mais aussi des réservistes dont la vie professionnelle civile laisse beaucoup de disponibilité, parce qu’ils sont employés à temps partiel, saisonniers, dans des emplois précaires ou parfois sans emploi.

Compte tenu de l’objectif à atteindre dès 2008 et des possibilités d’emploi qui vont jusqu’à 150, voire 210 jours, aux termes des récents décrets d’application de la loi du 18 avril 2006, la montée en puissance de la réserve opérationnelle dans les mêmes conditions pour les sept années à venir pousse naturellement à amplifier cette gestion à fort rendement immédiat.

Mais il y a aussi des résultats moins probants, lorsqu’on constate que des personnels qualifiés, certes plus difficilement disponibles mais volontaires, parviennent à peine à assurer les deux tiers du temps moyen d’activité souhaité faute d’être convoqués régulièrement par leur unité d’affectation. Or, un tel phénomène n’est pas sans conséquence sur leur carrière de réserviste et donc sur leur motivation à s’engager dans la durée. Le système en vigueur privilégie, en effet, par le louable souci d’une parfaite analogie avec la gestion des personnels d’active, les parcours linéaires marqués par l’assiduité donc la régularité sur longue période, au détriment de parcours plus chaotiques, car dépendants des vicissitudes professionnelles ou personnelles d’hommes et de femmes très engagés dans la vie active, donc plus à l’écoute d’opportunités diverses.

Ce faisant, la préférence trop marquée pour la disponibilité et l’intégrabilité (celle qui nécessite le moins de formation ou de temps d’adaptation), n’est pas non plus efficiente en termes d’utilisation des crédits affectés à la réserve. Les observateurs attentifs, contrôleurs de gestion ou commissions parlementaires, ont souvent souligné l’insuffisance des crédits affectés aux activités de réserve mais aussi et surtout leur épuisement rapide dès le premier semestre de l’année. Ce qui réduit inévitablement le nombre de journées de missions attribuées sur l’année entière. Si l’on prend l’exemple des officiers de réserve d’état-major dont l’essentiel des activités est consacré à la participation à des exercices, il est évident que la préférence pour la disponibilité conduit mécaniquement à la mobilisation prioritaire de personnels retraités de l’armée d’active. Le choix de ces personnels, situés au plus haut niveau hiérarchique donc au plus haut niveau de rémunération, pour remplir des missions qu’auraient pu remplir des officiers de niveau subalterne tout aussi qualifiés (voire davantage dans les domaines informatiques et linguistiques) pour un coût bien moindre, contribue très directement à saturer plus vite qu’il ne devrait la consommation de crédits au demeurant insuffisants. De sorte que le niveau moyen annuel d’activité de 21 jours masque de très fortes disparités entre des personnels très mobilisés qui dépassent parfois deux fois le plafond de 30 jours, et d’autres personnels trop peu sollicités qui peinent à obtenir plus de 10 jours de mission.

On voit bien ainsi que la rationalisation des moyens, attendue dans les armées, appelle plus que jamais à imaginer une utilisation intelligente des réserves.

La pertinence de la réserve passe par le renforcement de son opérationnalité

À terme, quelle réserve veut-on?

* une réserve faite de rappelés qui ne peuvent au mieux s’engager que pour 5 à 7 ans, sans offre différente de celle du personnel d’active, et même en décalage croissant en regard d’évolutions techniques de plus en plus rapides?
* Ou bien une réserve durable, professionnelle et complémentaire, qui s’enrichit des expériences individuelles acquises en milieu civil et dont l’adaptabilité aux réalités complexes que révèlent les théâtres d’opérations contemporains est sans doute plus forte qu’on ne veut bien l’admettre?

Un effort en direction de la seconde option, sans préjudice du recours à la ressource sûre que constitue la première, est sans doute mieux à même de garantir que les armées atteindront les objectifs qui leur seront assignés par le nouveau Livre Blanc.

Quatre orientations devraient y contribuer:

* Il faudra d’une part **donner la priorité à la compétence** dans la sélection des personnels retenus pour participer aux activités opérationnelles. Les armées n’ont pas vocation à disposer de toutes les compétences en permanence, en quantité suffisante et en tous lieux parmi les personnels d’active. Ce serait coûteux, inutilement ambitieux et sans doute irréaliste. En revanche, elles peuvent aspirer à les accueillir toutes, en fonction de leur besoin et pour des périodes déterminées. C’est probablement une des clés de la réussite des missions qui leurs seront confiées demain. Pour ce faire, tout en rapprochant la gestion individuelle des personnels de réserve des corps d’affectation, il est nécessaire de créer et tenir à jour un fichier national des personnels de réserve accessible à tous les corps, dans lequel seraient répertoriés les profils détaillés et les expériences acquises des personnes concernées. Le profil défini dans un moteur de recherche, il resterait à vérifier la disponibilité de chacun au sein de la liste des personnels les plus aptes à remplir la mission.
* Il conviendra ensuite de **garantir la formation spécifique des réservistes tout au long de la carrière**, de manière à renforcer les connaissances et les capacités militaires de personnels dont l’expérience «métier» sera forcément moins approfondie que celle de leurs ainés formés par le service actif. En dehors de formations ponctuelles dans l’emploi, l’institution est loin d’offrir cette perspective aujourd’hui. L’ouverture systématique et proportionnelle aux réservistes de toutes les formations assurées dans les armées faciliterait leur intégration opérationnelle et contribuerait à développer une culture partagée.
* Il sera en outre nécessaire d’**adapter les règles d’avancement à la réalité des services rendus**. Pour favoriser une gestion intelligente de la ressource, l’entrée dans la réserve devra à l’avenir tenir compte de l’âge, de la formation et du parcours professionnel accompli par le candidat; ce qui veut dire qu’il faudra à terme accepter de remettre en cause le principe de la nomination au premier échelon du premier grade de la catégorie à l’entrée en service. Ce qui veut dire aussi que les réalités de la vie civile, qui peuvent conduire à des interruptions de service pendant plusieurs années, ne devront plus pénaliser ceux qui, à nouveau stabilisés souhaiteraient reprendre leurs activités dans les armées. Ce qui veut dire enfin, qu’une mission ponctuelle de quelques jours à haute valeur ajoutée pour l’institution doit pouvoir apporter autant de points pour l’avancement qu’une activité classique et régulière de plus longue durée.
* Pour réussir cela, il faudra enfin **renforcer les moyens humains dédiés à la gestion des réserves** en y affectant du personnel spécialisé et en intégrant pleinement les cellules «réserve» aux structures de gestion décentralisées des personnels militaires. La gestion des réserves doit faire partie de la gestion globale prévisionnelle des emplois, permettant ainsi une adaptation au plus juste de la ressource au besoin des unités. Une armée qui se veut moderne, ouverte et attentive à un environnement en perpétuel mouvement a tout à y gagner.

Le choix de la «défense de l’avant»,

contre la tentation d’une nouvelle ligne Maginot :

outils de politique étrangère



et place du militaire en leur sein.

*Par le Capitaine GAUTHIER*

**A**près la phase d’optimisme béat qui a suivie la fin de la Guerre Froide, en ces temps d’hyperterrorisme, la sécurité est redevenue une préoccupation majeure pour les États développés. Menacés ou frappés directement sur leur territoire, ils ont pris conscience de leurs vulnérabilités, face à des acteurs qui ont su prospérer dans des zones sans État, abandonnées de la communauté internationale. Pour protéger leurs populations et institutions ils se retrouvent face à un dilemme quant au choix de leur posture face à ces menaces: doivent-ils opter pour une approche visant à s’attaquer «in situ» à la source de la menace ou préférer un repli sécuritaire au sein de leurs frontières?

Prenant en compte la nature des acteurs des conflits contemporains et leurs motivations, la deuxième option s’apparente à ces formes d’autisme autodestructeur qui préfigurent généralement les grandes catastrophes. Si au contraire ils jouent la carte de la «défense de l’avant», ils devront s’attaquer à la cause première de l’émergence de ces menaces: le manque d’État. Dans ce cadre, l’outil militaire pourrait devenir la clé de voûte de véritables «task forces» interministérielles, chargées de rebâtir la puissance publique là où elle a cédé le pas au chaos.

**\***

**\* \***

**L’État, cible première des acteurs des conflits contemporains.**

Le conflit contemporain type se développe sur la base de considérations ethniques, religieuses, idéologiques ou plus prosaïquement économiques, dans des zones où la puissance publique s’est effondrée ou s’avère inefficace. Leurs instigateurs peuvent s’appréhender selon trois modèles: les systèmes de prédation à but économique limité (mafias), les systèmes revendicatifs à but politique limité (guérilla marxiste type FARC) et les systèmes subversifs à but idéologique total (mouvements religieux extrémistes). Pour un même conflit ces trois modèles agissent souvent de concert, voire se combinent par opportunisme au sein d’entités protéiformes. Pour leur majorité ces conflits ont toute latitude pour s’étendre géographiquement. S’affranchissant de la notion de frontière, car de nature «non nationale», ils «métastasent» en contaminant les États périphériques à un premier foyer. Cette propagation ne se limite d’ailleurs pas au seul plan régional. En effet, ces conflits s’inscrivent parfaitement dans le phénomène de globalisation, leurs investigateurs s’organisant de plus en plus en réseaux à portée internationale.

Pour les trois systèmes décrits précédemment, la cible première est l’État, considéré localement ou dans le cadre élargi de la communauté internationale. ***Ils se nourrissent et grandissent des déficiences de cet État, et toutes leurs actions visent à l’affaiblir, voire à le détruire*.** Pour le faire plier, se substituer à lui ou même l’abattre, ils vont principalement attaquer son corps social. Ils vont dans ce cas s’appuyer majoritairement sur l’action terroriste: exploitant ses effets psychologiques (surprise, incrédulité, angoisse puis lassitude), ils visent à découpler les populations «victimes» de l’État vite jugé incapable d’endiguer ces menaces. En parallèle de l’action purement terroriste, ils peuvent aussi mettre en oeuvre des modes d’action traditionnellement dévolus aux acteurs institutionnels; actions paramilitaires (FARC ou milices au Proche Orient), campagnes médiatiques à portée mondiale (sites Internet islamistes), voire utilisation d’armes de destruction massive (agents chimiques dans le métro de Tokyo pour la secte Aum). L’approche indirecte qu’ils privilégient, va aussi s’appliquer aux forces armées auxquelles ils pourraient être confrontés. Refusant l’affrontement conventionnel qui leur est intrinsèquement défavorable, ils mettent en œuvre des modes opératoires désignés comme «asymétriques». Les modèles contemporains de guérillas au Moyen Orient en sont les exemples emblématiques.

Pour contrer ces acteurs deux problématiques s’imposent aux nations chargées de la gestion de ces crises. La première porte sur les traitements curatifs visant à renforcer l’outil d’État des pays touchés par ces guerres. La deuxième se rapporte au rôle des forces armées dans la résolution des conflits actuels. En effet, quid dans un tel contexte, de l’outil militaire classique taillé pour traiter les forces armées d’une coalition, d’un État ou d’un quasi-Etat?

**\***

**\* \***

**Gagner une guerre, n’est plus l’apanage du seul outil militaire; l’enjeu d’une campagne est maintenant de rétablir ou établir un État souverain capable de gérer par lui-même les menaces qui se développent sur son territoire.**

L’expérience afghane ou irakienne démontre combien il est illusoire d’imaginer qu’un conflit puisse se régler uniquement par un combat armé dit classique, axé sur la seule destruction de l’ennemi. Refusant l’affrontement direct et agissant de manière très décentralisée, ce dernier n’aura de cesse de se régénérer dans des zones où la puissance publique fait défaut. Les populations livrées à elles-mêmes sont alors souvent une de ses sources premières de soutien. En effet, en plus d’occuper le terrain il s’impose comme un palliatif de la puissance publique. Le cas des provinces du Sud de l’Afghanistan est ici particulièrement représentatif: où le gouvernement de Kaboul abdique, les mouvements taliban ont tôt fait de prendre à leur compte aussi bien la justice (tribunaux islamiques), l’éducation (remplacement des écoles «laïques» par des madrasas) que la politique économique locale (contrôle de la filière du pavot). Aussi, la neutralisation de ces forces passe avant tout, par l’installation au niveau local de structures efficaces de gouvernance et de sécurité, émanations directes de l’État central. L’action militaire s’avère indispensable en préalable de la mise en place de telles structures et pour appuyer leur développement, mais celle-ci ne peut être exclusive. L’État doit devenir le point de cristallisation d’une population. En plus d’être capable de neutraliser les forces centrifuges qui s’opposent à son émergence, l’État se doit de s’imposer comme la figure tutélaire majeure auprès des populations.

Prenant en compte la nature des acteurs des conflits contemporains et plus particulièrement leur propension à exporter leur combat (ou activités délictueuses), l’émergence d’un État capable de les contenir, puis de les éradiquer «à la source», devient une des meilleures garanties de sécurité pour les nations développées. L’appui qu’elles peuvent fournir à la construction de ces structures étatiques constitue leur première assurance contre l’hyperterrorisme ou les réseaux mafieux. Les outils et doctrines à développer pour mener à bien ce type d’action seront obligatoirement pluridisciplinaires. Ils s’inscriront de manière harmonieuse aussi bien dans le champ de la sécurité que celui de l’économie ou de la gouvernance. Pour un État (ou un groupe d’États) la priorité sera donc de construire une véritable «task-force» interministérielle, seule à même d’intégrer l’ensemble de ces trois fonctions. Ce type de collaboration entre spécialistes existe déjà de fait sur des théâtres d’opération contemporains en phase dite de stabilisation. Cependant ces modèles sont majoritairement des structures de circonstance, qui s’apparentent plus à un empilage de capacités, offertes par les diverses organisations internationales, États ou coalitions qui se côtoient sur une zone de crise. Dans le meilleur des cas ils obtiennent des niveaux de coordination largement perfectibles, quand ils ne se neutralisent pas mutuellement. Au sein même de ces organisations ou des États, cet esprit pluridisciplinaire rencontre souvent de grandes difficultés pour s’imposer. Le problème procède ici à la fois du manque de volonté, de blocages corporatistes et de l’absence de doctrines et méthodes. L’impulsion première pour diminuer ces phénomènes de friction viendra en premier lieu du plus haut niveau politique: ***cet outil ne peut être que le reflet d’une politique étrangère volontariste, ayant choisi l’option de la «défense de l’avant», plutôt qu’une bien illusoire nouvelle Ligne Maginot***. Pour élaborer cette structure il faut aussi définir un point d’agrégation pour l’ensemble de ses composantes. Prenant en compte que la sécurité est le facteur incontournable pour mener à bien la construction, ou le renforcement d’un État, cette interface pourrait être le militaire.

**\***

**\* \***

**La sécurité devient le pivot d’un Système de systèmes pluridisciplinaires axé sur un objectif: stabiliser de manière pérenne un pays en guerre, en l’assistant dans la construction d’un État autonome et efficient**.

Le premier effet nécessaire à la construction de structures étatique est la sécurité. Elle le restera jusqu’à ce que l’État émergent soit capable de la reprendre complètement à son compte. Elle offre aux composantes d’appui à la gouvernance au développement économique et humain la liberté d’action nécessaire à l’exécution de leur mission. Ne pouvant s’en affranchir elles vont donc dépendre majoritairement des effecteurs de sécurité: les forces armées. Cette dépendance ira en décroissant au fur et à mesure que les structures de l’État en devenir se développeront et prendront à leur compte la sécurité de leur propre territoire.

Un deuxième argument pour placer le militaire au centre de ce dispositif réside dans la complexité en terme de coordination, que sous tend un tel Système de systèmes. Un effet produit dans un domaine particulier aura obligatoirement des conséquences sur un autre effecteur. Il s’agira alors d’éviter toute interaction négative entre les différents effets «cinétiques» (actions de force militaire) et «non cinétiques» (missions d’appui à la gouvernance ou au développement économique et humain) ou au sein d’une même famille. Or, en zones de crise, les seules organisations capables de pratiquer à grande échelle de telles actions de coordination sont les état-majors militaires. Si l’outil militaire n’est pas taillé pour assumer avec ses propres moyens les missions «autres que la guerre», il possède les méthodes et les systèmes de commandement adaptés à la conduite de ces mêmes missions*.* ***La sécurité et la coordination de l’ensemble de tels dispositifs pluridisciplinaires doivent s’inscrire dans le cœur de métier pour les forces armées.***

Certaines nations ont déjà pris en compte cette nécessité d’adapter leurs systèmes de commandement de forces à ce type de mission. Les États-Unis et la Grande Bretagne développent, depuis dix ans pour les premiers, un modèle de planification et d’organisation d’état-major adapté aux missions, que Francis Fukuyama désigne sous le vocable de «State Building». Ce modèle anglo-saxon désigné comme une «approche basée sur les effets», vise à faire converger un ensemble d’effets «cinétiques» et «non cinétiques» vers un état final recherché: la construction d’un État viable, apte à gérer par lui-même ces problèmes de sécurité domestique. Ces méthodes et structures de commandement sont actuellement mises en œuvre en Irak et en Afghanistan.

Contrairement aux expériences des Balkans où la collaboration entre les militaires et les instances chargées de la gestion civile de ces crises tenait d’un modèle de circonstance, le concept proposé doit être forgé dès le temps de paix. Au niveau national, développer un tel outil passera par une approche interministérielle. Les état-majors stratégiques et opératifs interarmées doivent ainsi intégrer dans leurs rangs des spécialistes de l’appui à la gouvernance et au développement économique et humain. Participant avec leurs homologues militaires à la construction des outils de planification et de conduite des opérations, leur présence permanente contribuerait à l’émergence d’un véritable «esprit de corps interministériel».

La position exprimée dans ces lignes n’est pas sans arrière-pensée en ce qui concerne notre pays et sa politique de sécurité. Les orientations données à cette dernière, primauté à la sécurité intérieure, avec en perspective la création d’un grand ministère qui lui serait dédié, semble plus s’attacher à un traitement des conséquences des menaces que s’attaquer aux causes profondes de leur émergence. Cette tentation de la «forteresse nationale», déjà fait en d’autre temps, a été le prélude aux pires catastrophes qu’a connues la France. À l’heure où le rejet de la politique étrangère des États-Unis, jugée par trop aventureuse, est de bon ton, ne devrait-on pas s’interroger sur l’impasse où risque de nous conduire notre frilosité?

D’autre part, la place centrale qui devrait être donnée au militaire dans le modèle de politique étrangère présenté précédemment, reste encore du domaine de la «science politique fiction». En effet, comment faire prendre conscience à nos élites administratives au pouvoir toutes les potentialités de notre outil militaire et de ses cadres? Avant 1914, le militaire bâtissait des États pour la France: l’esprit de Lyautey ne demande qu’à renaître.

# Les généraux

# commandants d’armée

**de 1914 à 1918.**



*Par le Lieutenant-colonel Claude FRANC,*

*Chargé de mission à la division «Emploi – Organisation» du CDEF*

**D**éjà mise sur pied de manière empirique en 1870, l’armée en tant qu’échelon de commandement constitué organiquement n’est apparue en France pour la première fois opérationnellement qu’en 1914. Par l’introduction du niveau du groupe d’armées en 1915, l’Armée s’est trouvée être à la charnière du domaine tactique (corps d’armée et division) et opératif que constituait ce nouvel échelon de commandement. À ce titre, combinant la manœuvre des corps d’armées subordonnés et échelon logistique complet et indépendant, l’Armée est à même de concevoir, planifier et conduire une manœuvre autonome dans le cadre de la manœuvre d’ensemble du commandant en chef du théâtre du Nord-Est. Pour ce faire, en fonction de la nature du rôle qui lui est dévolu dans cette manœuvre d’ensemble – effort, soutien de l’action principale, réserve d’exploitation ou diversion – elle est articulée en un certain nombre de corps d’armée et engerbe toujours des unités de réserve générale comprenant généralement des formations d’artillerie lourde, le cas échéant une ou plusieurs grandes unités de cavalerie ainsi que des formations aériennes et systématiquement l’intégralité de la panoplie des services; à la fin de la guerre, s’y ajouteront un certain nombre de bataillons de chars. L’espace de manœuvre confié à un commandant d’armée se partage en une zone des étapes où sont rassemblés et déployés les grands services logistiques d’approvisionnement et d’évacuation ainsi qu’une zone de l’avant où se déploient et s’engagent les grandes unités et leurs appuis.

Dans son Instruction pour l’application de la directive n° 4, diffusée par le 3ème bureau du G.Q.G. le 24 janvier 1918, le Général Pétain, commandant en chef, définissait ainsi le «champ de bataille de l’Armée»[[34]](#footnote-34): «*Le champ de bataille de l’Armée est l’ensemble du terrain organisé sur lequel l’Armée a mission d’arrêter et de battre l’ennemi. Le choix de ce champ de bataille répond aux nécessités suivantes:*

* *Couvrir la partie sensible du territoire (grandes villes, centres industriels, nœuds de voies de communication, etc..).*
* *Se prêter à une défense méthodique basée sur l’échelonnement des forces en profondeur (infanterie, artillerie).*
* *Garantir l’afflux des moyens destinés soit à alimenter la lutte, soit à préparer des contre-offensives.*

Cet échelon de commandement, jamais remis en cause depuis lors dans sa conception, son organisation et son fonctionnement a perduré durant les quatre années de guerre, que ce soit durant les phases dynamiques des opérations de l’été 1914 et de l’année 1918, comme au cours de la longue période de stagnation entre celles-ci.

Il est à noter qu’en temps de paix, cette structure de commandement n’existe pas. Seuls sont désignés, en Conseil des Ministres, les généraux commandants d’armée ainsi que leurs chefs d’état-major respectifs[[35]](#footnote-35). Les titulaires de ces commandements constituent le Conseil supérieur de la Guerre dont l’Inspecteur général de l’Armée, généralissime désigné, est le vice-président (le Président en titre étant le Ministre de la Guerre). C’est le C.S.G. qui conçoit les plans de concentration et d’engagement des armées françaises en cas de conflit. Les seules attributions organiques détenues par les généraux commandant d’armées consistent en un pouvoir d’inspection des corps d’armée appelés à entrer dans la composition de leur armée dans le cadre du plan de concentration alors en cours. Autre rôle non négligeable, c’est le C.S.G. qui établit la liste d’aptitude des officiers généraux qu’il soumet annuellement à l’approbation du Ministre[[36]](#footnote-36).

Le rôle des armées et de leurs chefs a été déterminant au cours de la Grande Guerre: toutes les grandes phases du conflit se rapportent toujours à l’évocation de l’action de l’une d’entre elles en y associant en règle générale l’action de son chef: en août 1914, l’échec de Morhange et le rétablissement du Grand Couronné, c’est la 2ème Armée de Castelnau, comme celui de Charleroi et la retraite qui s’en suit, c’est la 5ème Armée de Lanrezac; en 1916, Verdun, c’est la 2ème Armée de Pétain, puis Nivelle; la Somme, la même année, c’est la 6ème Armée de Fayolle; en 1917, l’échec du Chemin des Dames, c’est la 6ème Armée de Mangin; en 1918, la résistance à la dernière offensive de Ludendorff, suivie du retour offensif de Champagne, c’est la 4ème Armée de Gouraud.

C’est pourquoi pour appréhender la fonction Commandement au cours de la Grande Guerre, il est particulièrement révélateur de se pencher sur l’étude des généraux commandant les armées, en se focalisant sur leur origine, leur formation et le cursus qu’ils ont suivi, leur rotation à ce niveau de commandement, les conditions de leur relève ou limogeage, *a contrario* les fonctions qui leur ont été confiées au terme de leur commandement.

**\***

**\* \***

S’agissant des grades des officiers généraux, avant 1914 et durant toute la durée de la guerre, il n’en existe que deux, conformément aux dispositions de la loi de 1832: général de brigade et général de division. Les rangs et appellations de généraux de corps d’armée et d’armée n’existent pas; ils ne seront introduits, après la guerre, qu’en 1921. Si bien que, durant tout le conflit, les armées étaient commandées par des divisionnaires: ainsi, dans le même grade, un officier général pouvait commander trois échelons de commandement différents, division, corps d’armée et armée, et même quatre, si l’on y inclut le groupe d’armées. Ce système introduisait beaucoup de souplesse car il fonctionnait à double sens: hiérarchiquement, bien sûr, dans le sens croissant des niveaux de commandement, mais également dans le sens décroissant.

C’est ainsi que le général Nivelle, après avoir été relevé de ses fonctions de commandant en chef sur le théâtre Nord-Est en mai 1917, suite à l’échec de l’offensive du Chemin des Dames et contre lequel aucune faute de commandement n’avait été retenue par la commission présidée par le Général Brugère[[37]](#footnote-37), put retrouver un commandement, en l’occurrence, celui du 19ème Corps à Alger. Mais le système fonctionnait également en ce qui concerne les commandements opérationnels: suite au même échec d’avril 1917, le Général Micheler, commandant le G.A.R, qui avait pourtant formulé les plus expresses réserves quant au succès à attendre de l’entreprise et qui entretenait, de ce fait, des relations houleuses avec son subordonné immédiat, Mangin, fut «rétrogradé» au commandement de la 5ème Armée, rendu vacant du fait de la relève de Mazel auquel échut un commandement de Région dans la zone de l’Intérieur. Quant à Mangin, il fut relevé à la même époque, sur l’initiative d’ailleurs de Nivelle qui, sans aucun doute, cherchait par cette mesure, à se couvrir lui-même[[38]](#footnote-38). Mais, lorsque quelques mois plus tard, Clemenceau arrive au pouvoir, il insiste d’emblée auprès de Pétain pour que Mangin reçût *a minima* un commandement de corps d’armée, ce qui lui fut accordé, en dépit des préventions du commandant en chef à son égard. Au terme de ce «purgatoire» de quelques mois, Mangin retrouva un commandement d’armée – la 10ème – à la tête de laquelle il n’allait pas tarder à remporter le succès défensif de Villers-Cotterêts en juin 1918 avant de participer de façon extrêmement brillante aux contre-offensives conduites par Foch. C’est son armée qui était chargée de l’effort principal en Lorraine dans le cadre de l’offensive de l’Est de novembre 1918, avortée pour cause d’armistice.

De même, avant lui, Maud’huy est relevé de son commandement de la 7ème Armée dans les Vosges en novembre 1915, suite à un sérieux différend avec son commandant de groupe d’armées, Dubail, mais se voit confier ensuite et pour toute la durée du conflit, le commandement successif de deux corps d’armée. À l’armistice, il a la joie de voir sa carrière couronnée par les fonctions de premier gouverneur de Metz, libéré.

Mais la souplesse du système fonctionnait également en sens inverse: ainsi, le général Maistre débute la guerre dans les fonctions de chef d’état-major de la 4ème Armée, comme brigadier, où il fait preuve de qualités si éminentes et appréciées que de Langle lui fait obtenir rapidement une troisième étoile et, dès le 2 septembre 1914, il se voit confier le commandement du 21ème corps d’armée, sans avoir jamais exercé le moindre commandement d’une division. Il achèvera la guerre comme commandant du Groupe d’armées Centre après avoir commandé successivement les 6ème et 10ème Armées.

**\***

**\* \***

Si l’avancement extrêmement rapide de Pétain, passant en quelques mois du grade de colonel ancien commandant de brigade à celui de général de division commandant une armée, est universellement connu, il n’était pas unique dans ce cas. Le Général d’Urbal, commandant d’une brigade de cavalerie à la mobilisation accède au commandement de la 10ème Armée dès le mois d’avril 1915, avancement tout à fait analogue à celui de Pétain. En avril 1916, en désaccord avec Foch, son commandant de groupe d’armées, il est relevé et relégué aux fonctions d’inspecteur de la cavalerie.

Lorsqu’on observe la carrière des généraux commandant d’armée à la fin du conflit, force est de constater que nombre d’entre eux ont bénéficié d’un avancement extrêmement rapide, passant en trois ou quatre ans de conflit du grade de lieutenant-colonel ou de colonel à celui de divisionnaire, titulaire d’un commandement d’armée.

C’est ainsi que Debeney[[39]](#footnote-39), lieutenant-colonel, professeur du cours de tactique appliquée d’infanterie à l’École de Guerre à la veille de la mobilisation, devient, à la mobilisation, sous-chef d’état-major à la 1ère Armée, puis chef d’état-major; il suit le Général Dubail dans les mêmes fonctions lorsque celui-ci est désigné pour prendre le commandement du Groupe d’armées de l’Est. Nommé général de brigade le 6 mai 1915, il commande successivement les 57ème et 25ème divisions d’infanterie, sans jamais avoir exercé le commandement, ni d’un régiment, ni d’une brigade. Promu divisionnaire, le 25 avril 1916, il commande le 38ème C.A. devant Reims, puis le 32ème, lors de la bataille de la Somme. Ayant été remarqué par Nivelle, le nouveau commandant en chef, le commandement de la 7ème Armée, dans les Vosges, lui est attribué le 2 janvier 1917, avant d’être appelé au G.Q.G. par Pétain comme major-général. Fin décembre 1917, il retrouve un commandement d’armée, la 1ère, qu’il conservera jusqu’à l’armistice[[40]](#footnote-40).

Un autre exemple d’accélération brutale de carrière est fourni par celle du Général Buat[[41]](#footnote-41): colonel, professeur adjoint au cours de tactique générale à l’École de Guerre avant la mobilisation, il rejoint l’ armée d’Alsace comme chef d’état-major début août 1914. Puis, il est appelé par Monsieur Millerrand, nouveau ministre de la Guerre, pour diriger son cabinet militaire. En 1915, nommé général sans jamais avoir exercé le commandement d’un régiment d’artillerie, son arme, il commande la 245ème brigade d’infanterie, avant de rejoindre le G.Q.G. où il occupe les fonctions d’aide-major général, Castelnau étant major-général, avant de retrouver, fin 1916, un commandement opérationnel à la tête de la 121ème division d’infanterie, Promu divisionnaire, il commande la Réserve générale d’artillerie lourde dont il avait été un des concepteurs, lors de son passage au G.Q.G., commandement qu’il conservera tout au long de l’année 1917. Puis, en l’espace de trois mois, de février à mai 1918, il prend le commandement de la 33ème D.I. qu’il conservera deux mois, puis celui du 17ème C.A., avant de se voir confier celui de la 5ème armée pour quelques mois avant de revenir au G.Q.G. comme major-général.[[42]](#footnote-42)

Quant au Général Degoutte[[43]](#footnote-43), il est promu lieutenant-colonel au Maroc en 1912, avant d’être désigné comme auditeur de la session 1912 – 1913 du Centre des hautes études militaires. A la mobilisation, les fonctions de chef d’état-major du 4ème C.A. lui échoient. Promu colonel fin 1914, il est nommé chef d’état-major de la 4ème armée début 1916 avec les étoiles de brigadier, sans avoir jamais exercé le commandement d’un régiment. En août de la même année, il prend le commandement de la division marocaine. En septembre 1917, promu divisionnaire, il commande le 21ème C.A. avant de relever Duchêne au commandement de la 6ème Armée, début juin 1918 après l’effondrement du front français sur l’Aisne. A la fin de la guerre, Degoutte est nommé major général du roi des Belges.

Mangin lui même a bénéficié d’un avancement extraordinairement rapide: jeune général commandant de brigade en 1914, un commandement d’armée lui est attribué trente mois plus tard.

Cet accélération brutale de l’avancement aura plusieurs conséquences. À la mobilisation, la moyenne d’âge des commandants d’armée était de soixante trois ans et demi, pour tomber à cinquante quatre ans en 1918, soit un abaissement d’une dizaine d’années en l’espace de quatre ans de conflit! En 1914, le benjamin des commandants d’armée, Lanrezac était âgé de 62 ans, tandis que le plus âgé, Maunoury accusait 67 ans. Au cours de la guerre, Gouraud s’est vu confier le commandement d’une armée à 49 ans et Mangin, ainsi que Nivelle à 50. Cette tendance au rajeunissement a été perceptible dès les premières relèves consécutives aux limogeages du mois d’août 1914: Sarrail, relevant Ruffey âgé de 64 ans, n’avait lui même que 58 ans, le même âge que Franchet d’Esperey qui, pour sa part, relevait Lanrezac. Ce mouvement s’est accentué tout au long de la guerre: Humbert, commandant la division marocaine en 1914, s’est vu attribuer le commandement de la 3ème Armée, lors de la relève de Sarrail, l’été 1915, à l’âge de 53 ans. En 1916, alors âgé de 64 ans Fayolle notait dans ses Carnets[[44]](#footnote-44): «*Il n’y aura bientôt plus que de très jeunes commandants d’armée dont je serai le doyen d’âge».*

Ce brusque rajeunissement des titulaires des plus hauts commandements va déboucher sur un autre corollaire: la mise en place d’un «magistère bleu horizon» sur l’armée jusque dans les années 30: Pétain est demeuré vice-président du Conseil supérieur de la Guerre jusqu’en 1931, soit jusqu’à 75 ans! Debeney, son plus fidèle disciple a commandé l’École de Guerre avant d’exercer les responsabilités de chef d’état-major de l’Armée[[45]](#footnote-45). Quarante ans après, le Général Beaufre, certainement l’officier le plus brillant de sa génération, jugeait ainsi son passage à l’École militaire[[46]](#footnote-46) entre 1927 et 1929: «…*La guerre de 1914 –1918, codifiée par Pétain et Debeney avait conduit à tout placer sous le signe de barèmes, d’effectifs, de munitions, de tonnes, de délais, de pertes, le tout ramené au kilomètre courant. C’était technique et commode, voire rassurant, mais foncièrement faux; on le vit bien en 1940…Les moindres réflexions sur les fronts de Russie, de Salonique et de Palestine en eût montré l’inanité. Mais c’étaient là des fronts secondaires, sans intérêt pour l’armée française…*». Quelques années auparavant, en 1924, alors qu’il y était lui-même stagiaire, un certain Capitaine de Gaulle n’y a pas non plus supporté le dogmatisme ambiant[[47]](#footnote-47).

**\***

**\* \***

S’agissant de l’origine et du cursus suivi par les généraux commandant d’armée, on peut noter, qu’à la seule exception du Général Roques, un sapeur spécialiste de la technique propre à son arme d’origine, tous les titulaires de ce niveau de commandement étaient brevetés. Il est vrai que Gouraud et Mangin, accaparés qu’ils ont été par les campagnes coloniales n’avaient pas suivi *stricto sensu* le cycle de formation de l’École supérieure de Guerre, mais ils avaient été rattachés l’un et l’autre à l’une des dernières sessions du CHEM d’avant guerre qui constituait alors, dans l’esprit de Foch son initiateur, une troisième année de l’ÉSG. Le corps professoral de l’École d’avant-guerre était surreprésenté dans les titulaires d’un commandandement d’armée, puisqu’on y distingue, outre Foch, Lanrezac, Fayolle et Pétain, universellement connus, des noms tels que Maunoury, un des derniers commandants de l’École avant-guerre, Ruffey, de Langle, de Maud’huy, Anthoine, Guillaumat, Maistre, Debeney, Buat, Degoutte et de Mitry. Cette constatation illustre bien le poids que représentait alors l’École de Guerre au sein du commandement[[48]](#footnote-48)

Concernant les armes d’origine des généraux commandants d’armée, les trois armes majeures, Infanterie, Cavalerie et Artillerie[[49]](#footnote-49) sont représentées, avec toutefois une nette sous représentation des cavaliers, puisque seuls les généraux de Langle, d’Urbal, Mazel et de Mitry en sont issus. Cet état de fait correspond à une politique d’arme sciemment orchestrée par la direction de la Cavalerie d’avant-guerre qui n’orientait pas ses meilleurs éléments vers l’École de Guerre. Weygand en est un brillant exemple[[50]](#footnote-50).

On constate, sous le commandement en chef du Général Pétain, une nette recrudescence des généraux issus de l’Infanterie. C’est particulièrement vrai concernant les titulaires du commandement d’une armée au cours de l’année 1918.

Enfin, concernant le cursus suivi par les généraux commandants d’armée, force est de constater que fort peu d’entre eux avaient fait campagne avant-guerre. Certes, les plus anciens, ceux d’août 1914, avaient vécu l’«année terrible» en 1870-1871, notamment les armées de la Défense nationale: c’est le cas de Maunoury, Castelnau, de Langle, Dubail et de Lanrezac, ce dernier y ayant d’ailleurs gagné la Légion d’honneur à 21 ans. À l’exception des Coloniaux – Mangin, Gouraud, Degoutte ou Gérard ou d’«Africains», tels Franchet d’Esperey[[51]](#footnote-51) ou Humbert peu participèrent aux campagnes coloniales d’avant-guerre. Nivelle constitue à cet égard un cas particulier, puisqu’il fut un des rares officiers français à participer à la guerre des Boxers, en Chine, en 1900.

Il convient d’ailleurs de noter que la pacification était acquise dans l’ensemble de notre Empire colonial dès 1900. Les seules opérations notables qui eurent lieu dans la quinzaine d’années précédant 1914 se déroulèrent au Maroc.

**\***

**\* \***

À de très rares exceptions près[[52]](#footnote-52), la rotation des commandants d’armée fut extrêmement rapide. Les raisons de leurs relèves furent nombreuses:

La première raison fut les «limogeages»[[53]](#footnote-53): le général commandant en chef avait toute latitude pour remettre à disposition du Ministre un officier général. Dès le 15 août 1914, un décret fut promulgué qui stipulait que «*pendant la durée de la guerre, la consultation du Conseil supérieur de la guerre pour la mise en retraite des officiers généraux sera remplacé par l’avis du commandant en chef*»[[54]](#footnote-54). Joffre va largement user de ces dispositions pour relever de leur commandement les généraux qu’il juge incapables. S’agissant des généraux commandant d’armée, dès le mois d’août 1914, Ruffey est remplacé au commandement de la 3ème Armée par Sarrail. Quelques jours plus tard, en dépit de son magnifique retour offensif à Guise, ce sera le tour de Lanrezac de connaître pareille disgrâce. À l’issue de la bataille du Nord, c’est Maud’huy qui est relevé par d’Urbal, lui même écarté l’année suivante. Toutefois, pour prononcer l’éviction du général Sarrail, écarté du commandement de la 3ème Armée au printemps 1915, le général Joffre dut agir plus en souplesse, eu égard aux puissants appuis politiques dont le commandant de la 3ème armée disposait au sein même du cabinet Briand: il fut contraint de recourir à la procédure d’une enquête de commandement, diligentée par son commandant de groupe d’armées, le général Dubail[[55]](#footnote-55). Sarrail fut bel et bien relevé et remplacé par le général Humbert, mais Joffre ne put s’opposer à ce que le commandement de Salonique lui échappât. Deux autres vagues de limogeages eurent lieu consécutivement aux échecs de 1917 et de mai 1918: en mai 1917, les relèves concernèrent Mangin et Mazel et furent provoquées par le commandant en chef, Nivelle, dans l’unique but de se couvrir lui-même, opération qui échoua, le concernant. En revanche, en 1918, suite à la catastrophe de l’affaire de l’Aisne (seconde offensive Ludendorff), Duchêne perdit le commandement de la 6ème armée, mais contre l’avis du commandant en chef, Pétain. Ce fut le chef du gouvernement, Clemenceau qui exigea sa relève pour se couvrir face à une violente interpellation de son gouvernement à la Chambre[[56]](#footnote-56).

Une autre raison de la rotation des commandants d’armée fut la création de l’échelon de commandement du groupe d’armées au commandement desquels accéderont toujours des commandants d’armée. Il se forma ainsi un véritable mouvement d’aspiration par le haut. Ce fut ainsi que Dubail, Castelnau, de Langle, Pétain, Franchet d’Esperey, Mazel, Fayolle ou Maistre libérèrent leurs commandements respectifs d’armée.

Parallèlement, en 1916, Joffre entreprit de rajeunir le commandement en imposant une brusque baisse de la limite d’âge des grades terminaux[[57]](#footnote-57), ce qui amèna le départ des généraux de Langle et Dubail, créant ainsi une nouvelle aspiration vers le haut.

Enfin, les pertes au combat touchèrent également les commandants d’armée: c’est ainsi que le général Maunoury, commandant la 6ème armée, fut grièvement blessé[[58]](#footnote-58) lors d’une inspection d’une de ses unités sur le front début 1915.

**\***

**\* \***

Ainsi, au terme de cette étude portant sur les généraux commandants d’armée au cours de la Grande Guerre, il est aisé de constater que ce prisme permet d’appréhender, de façon globale, une grande partie de la fonction commandement au cours du conflit.

Toutes armes confondues, le poids de l’enseignement de l’École Supérieure de Guerre, en la personne de ses anciens professeurs, à une époque où l’École était quasiment en charge de la conception de la doctrine de l’armée, y est particulièrement prégnant. Il n’est en effet pas tout à fait incohérent, ni foncièrement absurde, que ce soit le même organisme chargé d’inculquer la doctrine par son enseignement qui soit en charge de sa conception. Mais, pour les raisons évoquées plus haut, cette influence ira *decrescendo* après la Victoire[[59]](#footnote-59).

Le second facteur susceptible d’être source de réflexions réside dans les effets pervers d’un rajeunissement brutal des échelons terminaux du commandement, sans y accoler un abaissement drastique des limites d’âge correspondantes.

Enfin, en dépit des graves crises qui avaient secoué l’Armée quelques années auparavant, l’Affaire Dreyfus, puis celle des Fiches, et risqué, par cela même, de nuire à sa cohésion, force est de constater, à de rares exceptions près, tel le général Sarrail, que les influences politiques directes étaient quasiment absentes des critères de choix des commandeurs: on trouvait en effet, au même échelon de commandement, le général de Castelnau qui ne faisait pas mystère de ses convictions catholiques et le général Dubail qui affichait sans ostentation un républicanisme bon teint. L’apolitisme militant était la règle[[60]](#footnote-60).

# La défense antimissiles en Europe:

# un challenge



## *Par le Général de corps aérien Bernard LIBAT[[61]](#footnote-61)*

## *et* *Monsieur Luc* *DINI[[62]](#footnote-62)*

**Cet article, déjà publié dans «La lettre d’information de GUERRELEC» n°32 (octobre 2007) est reproduit ici avec l’aimable autorisation de son Président, coauteur du sujet.**

**La Rédaction des Cahiers l’en remercie vivement.**

**L**a menace «Missile» a fortement évolué durant les dernières 25 années. En effet, pendant la guerre froide, les missiles balistiques étaient avant tout et uniquement considérés comme les armes stratégiques suprêmes de destruction massive et entraient dans le champ de la dissuasion. Nous étions là dans une logique de non-emploi.

Après la guerre froide, la prolifération des missiles, balistiques ou de croisière, a ouvert la porte à la banalisation de l’emploi de telles armes par des États contre des objectifs stratégiques ou des populations. Dans les toutes dernières années, la menace a encore évolué et de nouveaux modes d’action sont apparus. Le 11 septembre 2001, une attaque aérienne terroriste a été menée avec des avions civils contre la population du cœur d’une ville occidentale; le conflit israélo-libanais de l’été 2006 a démontré que des organisations paramilitaires pouvaient réaliser des attaques massives d’armement sol-sol et poser de sérieux problèmes à une puissance militaire solidement établie. Face à cette réalité, la France s’est engagée dans un programme de défense antimissiles destiné à protéger ses troupes déployées sur les théâtres extérieurs, s’en remettant à la dissuasion nucléaire pour la défense antimissiles du territoire national. Mais ne doit-on pas aller plus loin? À l’évidence, une telle perspective ne peut se concevoir hors d’un projet partagé entre nations européennes.

**Du lien entre la dissuasion et la défense antimissiles**

Les troupes, les populations et les installations stratégiques constituent des cibles sur les théâtres extérieurs mais elles peuvent aussi être menacées sur nos territoires. Si le discours du chef de l’État en janvier 2006 à l’Île Longue consacre la prise en compte de ces nouvelles menaces dans notre concept de dissuasion nucléaire, nous devons néanmoins tout faire pour que l’incertitude demeure résolument du côté des agresseurs potentiels et nous interroger sur l’évolution de l’opinion publique française et européenne face au déploiement de boucliers antimissiles destinés à la protection des États-Unis. On peut donc légitimement se demander si la dissuasion ne devrait pas être renforcée par une défense antimissiles ayant pour objectif de transférer l’incertitude du côté de l’agresseur en l’exposant à un double risque: celui de l’échec potentiel d’une frappe avec des missiles amenés à traverser une ligne de défense antimissiles, et celui de s’exposer à des représailles plus lourdes s’il décidait d’amplifier son attaque pour en augmenter les chances de réussite.

**Les programmes en cours de défense antimissiles balistiques de théâtre**

De nombreuses nations dont l’Allemagne, la Grèce, la France, l’Italie, les Pays-Bas, les États-Unis ont lancé des programmes terrestres de défense antimissiles de théâtre pour protéger les troupes, les sites et populations localement contre un spectre de menaces aériennes large, balistiques ou non. Les États-Unis ont développé le Patriot qui a été adopté par plusieurs pays et conçoivent maintenant un système nouveau, le MEADS[[63]](#footnote-63), dans le cadre d’une coopération trilatérale avec l’Allemagne et l’Italie. En parallèle, la France et l’Italie ont décidé de mettre au point un système de défense antimissiles de théâtre basé sur le SAMP/T[[64]](#footnote-64) qui sera opérationnel en 2008. Le SAMP/T français sera combiné à un radar d’alerte de défense aérienne et antimissiles et à un système de commandement et de contrôle[[65]](#footnote-65) mobile. D’autres nations développent des systèmes antimissiles navals comme l’Allemagne, les Pays-Bas ou l’Espagne et les États-Unis. Notamment, les Néerlandais ont expérimenté en décembre 2006 un radar d’alerte[[66]](#footnote-66) lors d’essais dans le Pacifique. Les nations, seules ou en coopération, font déjà beaucoup, mais ce n’est pas suffisant car, pour être efficaces et interopérables, ces systèmes doivent être intégrés dans une architecture globale dans le cadre du programme OTAN de défense antimissiles de théâtre ALTBMD[[67]](#footnote-67).

Ce programme qui a juste démarré en janvier2007 prévoit actuellement l’intégration d’une «couche basse» de défense réalisée en deux étapes, avec une première architecture dès 2010, puis avec une architecture améliorée en 2012, comportant, notamment, un système d’information et de commandement sol-air[[68]](#footnote-68) renforcé par des fonctions antimissiles spécifiques[[69]](#footnote-69) Cette «couche basse» devrait intégrer un ensemble complet de systèmes d’alerte navals et terrestres fournis par les pays européens et les États-Unis, incluant en particulier le radar FBXT, que les États-Unis proposent pour le troisième site de défense antimissiles de leur territoire. L’interopérabilité entre l‘ALTBMD et les composantes américaines sera notamment assurée par une interface entre C4I européen et américain.

Cette «couche basse» assurera une protection aussi bien contre des missiles balistiques de portée courte que contre des menaces aériennes classiques ou des missiles de croisière. Elle sera complétée d’ici à 2012-2014 par une «couche haute» d’intercepteurs d’altitude capable de traiter des menaces balistiques intermédiaires, jusqu’à 3.000 km de portée, permettant de disposer ainsi d’une défense multicouche contre un vaste éventail de menaces, balistiques ou non.

Comment, alors, fédérer tous ces projets et programmes dans la perspective d’une défense antimissiles européenne?

**La défense antimissiles du territoire, un défi pour l’Europe**

Très peu de nations ont lancé des programmes de défense antimissiles du territoire: Israël, le Japon ou encore la Russie (qui a lancé un tel programme depuis plus de 30 ans) et, bien entendu, les États-Unis. Dans tous les cas, ces systèmes, même développés en coopération pour certains, sont destinés à la protection d’un territoire national avec un système d’information et de commandement national et des moyens d’interception à terre ou en mer. Il est à noter que le système antimissiles japonais, en cours de réalisation, combine des systèmes d’origine américaine avec des systèmes complémentaires japonais, dont le réseau de radar de défense aérienne et de commandement améliorés à capacité duale antimissiles balistiques et antiaérienne, ainsi que des satellites de renseignement pour une évaluation nationale et indépendante de la menace.

Les États-Unis ont installé sur leur territoire un système de défense continental développé en national, avec des radars de conduite de bataille (XBR) complétant le réseau d’alerte[[70]](#footnote-70), déployé notamment à Thulé (Groënland) et en Écosse (Fylingdales), puis une quinzaine d’intercepteurs[[71]](#footnote-71) en silo.

Plus récemment, du fait de la prolifération potentielle des missiles balistiques longue portée, les États-Unis ont décidé d’élargir leur système national à un troisième site déployé en Europe, basé sur le radar «Early Warning» en Écosse (ou sur un radar du type FBXT en position avancée), un radar de conduite de bataille en Tchéquie et un site de dix intercepteurs en Pologne. Sa mission principale serait de détecter et d’intercepter les missiles intercontinentaux[[72]](#footnote-72) visant les États-Unis et sa mission secondaire, d’intercepter des missiles balistiques de portée intermédiaire[[73]](#footnote-73) qui pourraient menacer l’Europe. L’investissement correspondant est impressionnant, de l’ordre de 5 milliards de dollars, sachant que le programme de développement du système antimissiles balistiques national américain a coûté plus de 100 milliards de dollars, sur plus de 20 ans. L’option consistant à choisir un système américain est donc très attrayante pour l’Europe. Elle pose toutefois des problèmes de souveraineté et de limites de capacité, notamment de couverture, dans sa partie sud, face à des missiles balistiques de portée plus courte ou des missiles de croisière volant plus bas.

L’OTAN, pour sa part, a mené une étude de faisabilité de défense antimissiles du territoire en 2002 qui a débouché sur un concept de défense antimissiles. Aucune décision n’a été prise pour lancer un tel programme, mais l’architecture multicouche ALTBMD pourrait répondre partiellement au besoin face aux missiles balistiques de moins de 3.000 km de portée et aux missiles de croisière. Néanmoins, cela serait probablement insuffisant et une étude complémentaire est envisagée pour analyser les compléments que l’ALTBMD devrait apporter à la couverture du troisième site américain pour qu’elle soit effective.

**Et l’Europe?**

Le vieux continent a tout intérêt à prendre une décision concertée avec l’OTAN tenant compte de l’évolution de la menace et des efforts réalisés par les États membres. Sauf à ce que les nations européennes souhaitent être protégées partiellement par un bouclier américain qui ne serait pas relié au commandement intégré, elles doivent agir de façon concertée pour traiter ces problèmes et investir en conséquence, en décidant quelles sont les menaces contre lesquelles elles souhaitent se protéger, quels sont les systèmes qu’elles peuvent acquérir en commun, en tenant compte en transparence des besoins des alliés.

Dès lors, plusieurs options principales s’offrent à elles:

* Développer un système antimissiles balistiques complet et spécifique pour l’OTAN. Ceci est au-delà de ses capacités budgétaires (de l’ordre de 20 Mds de dollars) et ne répond pas à l’intégralité du besoin, car il faut se protéger contre toutes les menaces, pas seulement balistiques, et donc prévoir simultanément le développement d’architectures complémentaires, dont la défense sol-air et la défense antimissiles de croisière. De plus, il serait long à réaliser et mettre en œuvre.
* Construire une copie du système américain en Europe. Cette option est moins onéreuse que la première solution mais ne traite qu’une partie de la menace, l’Europe étant aussi menacée par des missiles de portée plus courte. Enfin, elle risque de poser des problèmes de souveraineté et de commandement, la couverture étant partielle et le système restant national (États-Unis).
* Construire un système global de protection de l’espace aérien européen incluant un site européen d’intercepteurs haute altitude similaire au site américain GBI en silo, mais avec des technologies européennes combinées à des technologies d’origine américaine. Cette option serait la plus coûteuse et la plus difficile, du moins techniquement, et elle serait longue à réaliser et mettre en œuvre.
* Une quatrième option est envisageable: celle d’une approche pragmatique consistant à bâtir une capacité commune à partir de l’existant. Elle consisterait à relier l’architecture ALTBMD en cours de développement (couches basse et haute altitude) au site américain GBI en Europe (dit troisième site) pour fournir une capacité initiale de défense antimissiles du territoire en 2012-2015. Le principal avantage d’une telle approche serait de fournir une capacité de défense basse altitude duale contre les missiles balistiques courte portée et les missiles de croisière grâce aux systèmes basse couche de l’ALTBMD. Ces derniers seraient déployés dans les zones plus exposées à ces menaces tandis que la couche haute apporterait une couverture complémentaire. Le troisième site ne peut, en effet, couvrir toute l’Europe contre les missiles à portée intermédiaire et n’offre aucune protection contre les missiles de portée plus courte ou de croisière. En outre, cette approche permet de renforcer la capacité et l’intégration des systèmes nationaux grâce à un système d’information et de commandement construit à partir de celui de l’ALTBMD permettant l’interfaçage avec le SIC du troisième site. Enfin, cette approche permettrait de renforcer la capacité du troisième site puisque le réseau de senseurs d’alerte de l’ALTBMD fournirait une situation aérienne et antimissiles complète permettant aux systèmes de ce site de concentrer leurs ressources radar sur les missions d’analyse et d’engagement de la menace longue portée par les intercepteurs haute altitude GBI.

Ceci est très proche de l’architecture du système antimissiles japonais qui complète les croiseurs Aegis et radar FBXT, d’origine américaine, par le réseau de défense aérienne/antimissiles japonais, l’ensemble étant, dans ce cas, placé sous commandement japonais, centralisé ou décentralisé.

Ceci ne serait qu’une première étape pour disposer rapidement d’une défense haute altitude limitée, bénéficiant de l’apport du troisième site américain, éventuellement interfaçable, via le C4I de l’OTAN, au C4I d’alerte russe. Ce système pourrait être amélioré par la suite en augmentant la capacité haute altitude par l’ajout de composantes européennes combinées aux composantes d’origine américaine pour les systèmes longue portée (rajout de satellite au réseau de satellites d’alerte « SBIRS »[[74]](#footnote-74), rajout de radar longue portée en bande basse, rajout d’intercepteurs haute altitude) à l’horizon 2016-2020. L’avantage d’une telle approche serait ainsi d’éliminer une grande part du malaise ressenti sur cette question stratégique au sein de l’Alliance par manque de transparence sur les capacités, le management du système et les conséquences induites. Cela permettrait également de construire un prolongement à la coopération initialisée entre l’OTAN et la Russie et de fournir une option pour relier, si cela était envisagé, le système d’alerte russe existant à celui de l’OTAN.

**En guise de conclusion**

L’Europe peut se lancer assez rapidement et à moindre coût dans un projet de défense antimissiles du territoire européen, en précisant immédiatement qu’un tel système ne peut que trouver naturellement sa place au côté des capacités de dissuasion nucléaire dont certains États disposent déjà.

Pour réussir, elle a besoin:

* d’un effort de développement progressif, commençant par une démarche pragmatique visant à relier les efforts de l’OTAN aux efforts nationaux en cours.
* d’une vision finale sur la façon d’intégrer ces senseurs et ces systèmes d’armes dans un réseau contribuant finalement à une capacité de protection globale de l’espace aérien européen.

Elle doit, pour ce faire, mettre sur pied une coopération aux niveaux gouvernemental, international (OTAN) et industriel, sachant que la difficulté en Europe est de proposer un système intégré, probablement au travers de l’OTAN, et d’assurer financièrement la participation de l’industrie. La démarche pragmatique proposée ressemble par ailleurs à celle mise en œuvre entre le Japon et les États-Unis, et conduirait à un système intégré sous contrôle OTAN, à une coopération transatlantique et à une montée en puissance progressive de l’industrie européenne, impliquée dès le début. L’industrie est prête à participer à cet effort.

## Rubrique

***«Le Hibou de la mansarde»***



**Hiboux, cailloux, …**



*Soliloque du Hibou[[75]](#footnote-75) de la mansarde,*

*rapporté par le Colonel Gilles BEMELMANS,*

*Chef du Bureau «pilotage»*

*à l’État-Major de la Région Terre Sud-Est*

**J**e l’ai surpris une autre fois, il hantait les combles et le poc-poc rythmé de ses serres sur les poutres semblait une entrée en matière bien théâtrale dans l’ambiance venteuse et humide de cette soirée de mars. Voici l’échange auquel il disait avoir assisté par un trou dans le plafond doré du grand bureau du commandant de l’école.

En fin d’après-midi, après la visite de la délégation britannique de Camberley, le Général Foch discutait dans son bureau avec son directeur des études, le colonel X (le hibou a bien marmonné un nom, mais bon ... ).

Un anglo-maniaque ce colonel. Toujours entiché de la dernière mode de Londres en matière d’équitation, comme de tactique ou de stratégie.

Il en tenait ce soir là d’un air un peu pédant pour la brillante nouveauté des «*assumptions*», exposée par le chef de la délégation dans l’après-midi.

- «Vous voyez, Mon général, les «*assumptions*», sont vraiment une idée moderne que nous devons absolument enseigner à nos élèves. C’est indispensable pour la coopération avec les Britanniques (l’interopérabilité n’existait pas encore à cette époque)».

Coup d’œil sourcilleux du général qui relève la tête de son dossier et allonge machinalement la mèche de la lampe à pétrole de son bureau.

- «Écoutez X, vos «*assumptions*», vos présuppositions, c’est très bien, mais faites attention à nos stagiaires: qu’ils ne s’imaginent pas que l’on peut les fixer arbitrairement.

Il faudrait aussi les limiter au strict minimum. C'est-à-dire à celles qui sont utiles, vérifiables et dont l’invalidation tardive ne nous mettra pas en réaction par rapport à l’ennemi.

Parce que sinon, la tentation sera grande de me faire le coup du plan ramifié en autant de branches qu’il y a de présuppositions. Au lieu d’en faire une contrainte, on évacue le point qui gêne, on le colle dans les «*assumptions*», ça devient une variante du plan et on est tranquille.

De plus, comme à l’École on n’a pas le temps, on rédige une seule option, sur une réalité artificiellement simplifiée. Et hop, le tour est joué, on a fui le problème.

Sauf qu’à raisonner comme cela, on devient idiot, on me fait des manœuvres simplistes et à la guerre on perd l’initiative!

Vos présuppositions ne sont valables que lorsqu’elles décrivent une situation – certes hypothétique – mais suffisamment stable dans le temps et dans l’espace. Alors, elles peuvent donner lieu à des manœuvres alternatives. Sinon, les conditions qu’elles décrivent appartiennent au fond de tableau et doivent être traitées comme une constante du problème».

- «Euh, oui mon général, sûrement …».

- «Bon allez X, bonne nuit, j’ai à faire, à demain».

Le hibou:«Et çà, là en bas, c’est une souris ou un caillou? Supposons que ce soit une souris….»

AN04317_

## On a aimé



**Une brève histoire de l’avenir.**



***De Monsieur Jacques Attali[[76]](#footnote-76)***

**B**rève l’histoire? Le livre comporte tout de même 423 pages….!

Il s’agit de l’avenir certes, mais ce sont aussi 160 pages d’une histoire…

D’une histoire recréée par Attali à travers le constat suivant: *«trois pouvoirs ont toujours coexistés: le religieux….; le militaire…..; le marchand….* Mais «*Tour à tour, chacun des trois pouvoirs dominants a contrôlé les richesses* (donc le monde). *On peut alors raconter l’histoire de l’humanité comme la succession de trois grands ordres politiques…le rituel…, l’impérial…, le marchand*…».

On notera une intéressante «*brève histoire du capitalisme*» à travers celle des neufs cités, *neufs cœurs* qui, de Bruges, Venise… à Los Angeles ont successivement été les centres de l’ordre marchand.

À l’horizon des cinquante prochaines années nous serons au crépuscule de l’ordre marchand; la fin de l’empire américain serait marquée par un *«capitalisme qui n’en sera que plus vivant,…, plus dominateur*.» ouvrant la voie à un «*hyperempire*» dominé par les puissances de l’argent, de l’assurance….Lequel hyperempire ne pourra, pas plus que l’ordre romain, se maintenir. Le monde serait alors le théâtre de conflits d’intensité croissante. *«Des pays du nord s’associeront à des pays du sud, des terroristes islamistes s’allieront à des cartels de la drogue….Si toutes ces sources de conflit se conjoignent …. Se déclenchera alors un hyperconflit.*  ….*En surgiront de nouvelles civilisations, faites des résidus des nations exsangues…. Une démocratie planétaire s’installera …se lèvera alors la troisième vague de l’avenir, celle de l’hyperdémocratie*».

Le mérite de ce livre consiste à rassembler et mettre en perspective un grand nombre d’informations étayées par les travaux de Jacques Attali pendant trente ans. Son l’intérêt est l’évidente volonté affichée de l’auteur de donner de la crédibilité à ces étonnantes prévisions, qui, une fois n’est pas coutume ne sont pas des «*élucubrations sur le présent».*

*Général de corps d’armée (CR) Jean-Noël SORRET*

# Batailles, les plus grands combats

**de l’antiquité à nos jours**



***Sous la direction de R.G. GRANT[[77]](#footnote-77)***

**A**u rayon des beaux livres, cette encyclopédie illustrée des batailles mérite un moment d’attention. Elle est à la fois une première approche pour néophyte et une suite de fiches pour public plus averti. Il s’agit d’une œuvre collective dirigée par un auteur anglo-saxon habitué des rétrospectives historiques et visuelles. Il a notamment signé en 2006 une histoire de la Grande-Bretagne et en 2002 une histoire de l’aviation. Il est également l’auteur de «*Soldier: a visual history of the fighting man»*.

Le titre français aux consonances «*d’histoire de batailles*» ne rend pas justice à l’objectif du livre et au mouvement intellectuel propre au monde anglo-saxon dans lequel il s’inscrit.

Intitulé en anglais «*Battle, a visual journey trough 5,000 years of combat»[[78]](#footnote-78)*, l’objectif du livre est beaucoup plus systématique. «*Signes de ponctuation*» de l’histoire selon le mot de Churchill, les batailles restent pour l’auteur des moments décisifs et incertains, même si le culte de la tactique peut conduire à une myopie stratégique comme l’a montré la fascination exagérée du haut commandement allemand pour la bataille de Cannes lors de la préparation des deux guerres mondiales.

A travers un panorama historique et géographique extrêmement large, R.G. GRANT cherche à faire apparaître les similitudes entre des batailles situées à des périodes totalement différentes. Il souhaite également montrer la contribution des hommes, chefs ou soldats, et la part des avancées technologiques.

Il s’inscrit aussi dans la tradition anglo-saxonne d’instruction des officiers par l’histoire et la visite de champs de bataille. À cet égard, on retrouvera des photos de sites aussi connus que les Thermopyles ou Cannes, des développements techniques sur l’armement ou les moyens logistiques, toujours avec un souci d’illustration permettant de rendre compte avec vie des circonstances de l’époque.

L’un des principaux attraits du livre est aussi de présenter une vision non occidentalo-centrée. De très nombreuses pages sont consacrées aux batailles dans les mondes non européens en Asie (Chine, Inde, Japon, Corée), mais aussi en Amérique du Sud avant la conquête ou au Moyen-Orient.

L’auteur relève le défi de proposer une sorte de fiche de quelques dizaines de lignes sur plusieurs centaines de batailles avec cartes et illustrations et sur plusieurs dizaines de chefs militaires, tous répertoriés en fin d’ouvrage dans un efficace index.

Encyclopédique mais introductif et illustratif, ce livre souffre inévitablement d’apparaître superficiel, approximatif ou contestable dès que l’on consulte la fiche d’une bataille déjà étudiée ou d’un chef militaire bien connu. Pour illustrer ce propos, on peut regretter que la notice sur la bataille de Cannes ne renvoie pas au plan Schlieffen ou que la notice sur Vimy ne mentionne pas qu’elle est considérée aujourd’hui comme le creuset de la nation canadienne. On trouvera dommage que l’auteur ait préféré s’intéresser au char Mark IV plutôt qu’au char Renault, à Guderian et Patton plutôt qu’à Leclerc, ou aux bombardements de Dambusters et Schweinfurt plutôt qu’à Bir Hakeim.

Plus grave, on déplorera, mais peut-être est-ce symptomatique, que l’action de la résistance ne soit mentionnée qu’à travers la photo d’un timbre poste (p. 299)! Et qu’en dehors d’une ligne à l’occasion de la bataille de France, ni l’action du Général de Gaulle, ni celle des FFL ne soit évoquée. Dans un autre registre, avoir choisi pour seule illustration de la guerre d’Algérie une affiche d’époque du «*Comité pour le procès du général Massu*» avec le commentaire suivant: «*Le recours à la torture et aux enlèvements fit du général Jacques Massu un criminel de guerre*» reste surprenant alors même qu’on chercherait vainement une dénonciation similaire dans les centaines d’autres notices.

Superbe livre et première approche utile certainement, mais référence à utiliser avec discernement.

*Capitaine (R) Matthieu Meissonnier,*

*Administrateur au Sénat.*

# Le croissant et le chaos



***De Olivier Roy[[79]](#footnote-79)***

**O**livier Roy s’est imposé depuis une quinzaine d’années comme l’un des tous premiers spécialistes mondiaux de l’islamisme. Les événements du 11 septembre l’ont propulsé aussi bien sur les plateaux de télévision que dans les «*war rooms*» des «*think tanks*» et des administrations européennes et américaines.

Ce livre est d’ailleurs pour partie le fruit de cette expérience. Contrairement à plusieurs de ces précédents ouvrages sur l’Asie centrale, l’Iran, l’Islam politique ou Al Quaïda, il signe cette fois-ci un essai destiné tant aux décideurs politiques et militaires qu’à un public averti ou voulant le devenir car souhaitant se prononcer en toute connaissance de cause sur les enjeux de l’heure.

Son objectif est ici de dénoncer l’approche idéologique des relations internationales qui prévaut jusqu’à présent à Washington. En effet, se demande-t-il, comment expliquer que les États-Unis, première puissance mondiale, soutenus en 2001 par une coalition extrêmement large et forte, se trouvent aujourd’hui isolés et donnent l’impression de ne pouvoir faire face à une montée des périls? L’administration Bush aurait, selon lui, commis deux erreurs majeures: concevoir la riposte à Al Quaïda sous le concept de «*guerre globale contre le terrorisme*» et faire de l’invasion de l’Irak le pivot de cette stratégie.

Son propos n’est pas pour l’essentiel de contester le concept même de «*guerre contre le terrorisme*», mais plutôt de montrer que l’ennemi, contre lequel elle est menée, est mal identifié et que les moyens d’actions choisis sont inadaptés. Pour lui il s’agit de démonter l’idée selon laquelle il y aurait une «*géostratégie de l’Islam*» qui expliquerait tous les conflits actuels de la Palestine à Ben Laden en passant par nos banlieues. Il dénonce l’idée reçue selon laquelle la menace se déclinerait en quatre niveaux s’articulant l’un à l’autre de manière inéluctable: le terrorisme, sorte d’avant-garde militaire, les islamistes politiques, les fondamentalistes religieux et les musulmans culturels.

De même, Olivier Roy veut montrer combien dans un islam et un Moyen-Orient divisés, c’est une complète méprise que de les concevoir comme un ensemble politique uniforme et solidaire autour de quelques conflits symboliques. Il rappelle notamment que le Moyen-Orient arabe soufre de trois traumatismes qui ont remis en cause l’arabité, le projet d’union politique et la place de la religion. Le premier est l’échec en 1918 de la création du grand royaume arabe promis par les Britanniques sur les ruines de l’empire ottoman. Le deuxième est la création de l’État d’Israël et l’échec des Arabes à le contrer. Enfin, le troisième, sans doute le plus important aujourd’hui compte tenu des événements du Liban, d’Irak et d’Iran, est le renversement de l’équilibre entre chiisme et sunnisme. Celui-ci s’est opéré depuis 1979 avec la révolution en Iran, puis en 2003 la prise du pouvoir en Irak et enfin le leadership du Hezbollah contre Israël depuis juillet 2006.

Reprenant les conclusions de son précédent ouvrage sur l’Islam mondialisé, l’auteur pointe l’erreur qui consisterait à voir dans Al Quaïda une organisation terroriste territorialisée, arabe et visant à chasser les juifs et les chrétiens du Moyen-Orient. Au contraire, il s’agit d’une structure mondialisée recrutant et agissant essentiellement aux marges du monde musulman.

Finalement, Oliver Roy nous invite à regarder le Moyen-Orient, le monde musulman, l’Iran et le terrorisme islamiste tels qu’ils sont et non tels qu’ils peuvent être conçus depuis Washington ou d’autres capitales. Se livrant à une remarquable analyse de situation et étude de l’ennemi, il montre comment l’administration Bush s’est, selon lui, trompée dans la définition de son effet majeur et de la manœuvre à accomplir pour l’emporter, portant l’essentiel de la responsabilité des difficultés actuelles.

*Capitaine (R) Matthieu Meissonnier,*

*Administrateur au Sénat*

# Ingénieur et homme de guerre



***Du Général Yves BARDE[[80]](#footnote-80)***

**L**e tricentenaire de la mort de Vauban, dont la première manifestation vient de se dérouler aux Invalides les 25 et 26 janvier, est, et sera certainement, l’occasion de nombreuses publications.

Un ouvrage considérable[[81]](#footnote-81), publié avec l’appui du Service Historique de la Défense, en sera certainement l’une des pièces majeures. Il prend en compte les trois dimensions de cet homme exceptionnel: l’architecte militaire, l’homme de la haute administration, réformateur et conseiller du Prince (et quel prince puisqu’il s’agit de Louis XIV), et le chercheur universitaire. Ouvrage d’une haute tenue, illustrations exceptionnelles, il n’omet aucun des aspects de l’œuvre de Vauban et tout particulièrement de l’homme politique.

Le général de gendarmerie BARDE, spécialiste des fortifications, a choisi volontairement de ne retenir que *l’ingénieur et homme de guerre* au fil d’une chronique qui tient un peu d’un journal de marche, d’un guide qui permettra de comprendre et de suivre les traces visibles l’œuvre de ce *«génie du génie*» comme a dit de Vauban l’architecte Jean Nouvel.

On comprend, à travers cet ouvrage, les raisons de l’immense succès de Vauban et de l’éternel pérennité de son œuvre. Il a d’abord accompagné son roi dans la conquête progressive des frontières du royaume. Pour cela il codifie l’art de l’attaque des places mais refuse de traiter des fortifications. Ce royaume construit il l’a sécurisé; non pas en construisant des châteaux féodaux mais en inscrivant ses œuvres dans un paysage qui, aujourd’hui encore ne cesse de nous émerveiller.

Le général Barde nous conduit de place en place, avec le génial Vauban, pour découvrir comment et pourquoi Vauban a réussi et pourquoi son œuvre est encore si actuelle. La technique est présente mais jamais envahissante, la bonne documentation est simplement écrite, l’illustration rend parfaitement compte de l’exceptionnelle beauté des ouvrages qui devraient, pour certains, être prochainement inscrits au patrimoine de l’humanité.

#### Général de corps d’armée (CR) Jean-Noël SORRET

**Précis de stratégie**

***ou* Comment penser la crise[[82]](#footnote-82)**



***Du Général de division (CR) Éric de la MAISONNEUVE[[83]](#footnote-83)***

Le monde contemporain est en crise; cela signifie pour nous qu’il est complexe, incertain, dangereux et surtout erratique: il va n’importe où! Personne n’y a prise sur rien, l’actualité est soumise à l’imprévu, les événements sont guidés par le hasard. C’est dire que la stratégie y manque de pertinence et y a, malgré les apparences, bien peu de place. Ce désordre est en effet inquiétant car, en s’incrustant dans le temps, il pourrait conduire au chaos et à l’absence totale de maîtrise des hommes sur leur destin. Dans cette perspective et face à de tels enjeux, s’impose plus que jamais la nécessité de «penser stratégiquement», c'est-à-dire de comprendre et maîtriser la crise qui affecte le monde, et pour ce faire de rénover notre «boîte à outils» stratégique. C’est à ce travail de reconstruction stratégique que nous convie l’auteur – spécialiste de la «stratégie de crise» – en abordant cette question par les deux bouts de la chaîne stratégique, celle de la dialectique des moyens et des fins: les *fondamentaux* de la stratégie d’une part, ce que l’auteur appelle les «cinq éléments» de la matrice stratégique tels qu’ils organisent à eux seuls le mécanisme stratégique; *l’appréciation de situation* d’autre part, en fait notre capacité à recueillir, trier, analyser les données événementielles et donc à comprendre le monde et les «autres». La comparaison entre le modèle occidental et la manière chinoise démontre que, pour être multiples, les voies de la stratégie ne sont pas nécessairement antagonistes, et que seul le respect de la liberté d’action des uns et des autres peut assurer un avenir vivable pour l’humanité.

#### Général de corps d’armée (CR) Christian PIROTH

# Supplément

**aux Cahiers n° 11 du CESAT**



**Sommaire**



**La version papier des Cahiers du CESAT n°11 fait l’objet d’une diffusion sur les sites[[84]](#footnote-84) :**

**intradef et internet du CESAT.**

**Les articles ci-après qui n’avaient pu prendre place dans la version papier sont diffusés en supplément à cette version numérique.**

# Bibliographie

# de l’article *«Les généraux commandants d’armée de 1914 à 1918»* p 3

# *du Lieutenant-colonel C. FRANC, paru dans la version papier*

## La communication opérationnelle p 5

### Par le Chef de bataillon TASSEL

## L’histoire, coquetterie de l’esprit? p 10

### Par le Chef de bataillon P. de COLIGNY

**Les généraux commandants d’armée de 1914 à 1918.**

**Bibliographie proposée par le Lieutenant-colonel C. FRANC**

Tous ces ouvrages sont disponibles à la bibliothèque du CESAT

* ***Mémoires:***

Maréchal Joffre: «***Mémoires 1910 – 1917***». Plon. 1931. (2 volumes).

*- Quoique non rédigés par le maréchal, mais par une équipe d’officiers de son cabinet, ces Mémoires ont été scrupuleusement revus et corrigés par leur signataire et reflètent la pensée et les sentiments réels du Maréchal Joffre.*

Général Alexandre: «***Avec Joffre, d’Agadir à Verdun***». Berger-Levrault 1932.

*- Mémoires d’un prototype de «Jeune Turc».*

Colonel Herbillon: «***Du Général en chef au Gouvernement***». Taillandier 1930. (2 volumes).

*- Souvenirs d’un officier de liaison du G.Q.G. à la Présidence de la République. Intéressant témoignage sur les rapports politico-militaires au cours du conflit.*

Général Gamelin. «***Manœuvre et victoire de la Marne****»*. Grasset 1954.

*- Une bonne vision du G.Q.G. de 1914 et de ses jugements sur les commandants d’armée.*

Jean de PIerrefeu. «***G.Q.G. Secteur 1***». E.F.I. 1920. (2 volumes).

*- L’auteur, officier subalterne de complément était en charge de la rédaction du communiqué journalier. Il porte des jugements souvent au delà de son niveau. Néanmoins, il rapporte quelques anecdotes savoureuses sur le fonctionnement du G.Q.G. et ses rapports avec les armées.*

Maréchal Foch: «Mémoire***s pour servir à la guerre de 1914 – 1918***». Plon 1931. (2 volumes).

*- Ces Mémoires, interrompus par la maladie et la mort du Maréchal, ne couvrent que les années 1914 et 1918.*

Général Weygand. «***Idéal vécu»***. Flammarion 1953.

*- Précieux témoignage du chef d’état-major de Foch. Rédigé à 86 ans!*

Paul Painlevé: «***Comment j’ai nommé Foch et Pétain***». Alcan. 1923.

*- Le point de vue du politique, mentor de Pétain; très anti-Nivelle et Mangin.*

Maréchal Fayolle: «***Cahiers secrets de la Grande Guerre***», présentés et annotés par Henry Contamine.

*- Non destinés à être publiés, ces Carnets sont frappants par les jugements émis à chaud par leur auteur.*

Maréchal Gallieni: «***Carnets***». Albin Michel 1932.

*- Comme les précédents, non destinés à la publication, contiennent quelques jugements à l’emporte-pièce.*

Général de Langle de Cary: «***Souvenirs de commandement 1914 – 1916»***. Payot 1935.

Général Dubail: «***Quatre années de commandement***». Fournier 1921. (4 volumes).

Général d’Urbal: «***Souvenirs et anecdotes de guerre***». Berger Levrault 1932.

Général Lanrezac. «***Le plan de campagne français et le premier mois de la guerre***». Payot 1929.

*- Plaidoyer pro dromo de l’auteur, souvent polémique, notamment à l’égard de Joffre et du G.Q.G.*

Général Mangin: «***Comment finit la guerre***». Plon 1920.

*- En fait, Mémoires de Mangin, couvrant l’ensemble de sa guerre, écrits à la troisième personne de l’indicatif! Du vitriol.*

Général Serrigny: «***Trente ans avec Pétain***». Plon 1959.

*- La partie vichyssoise est hors sujet. Pour la période 1914- 1917, l’auteur, chef de cabinet de Pétain, démontre l’art consommé de son chef dans «le bien faire et le faire savoir».*

Général Spears. «***En liaison 1914***». Presses de la Cité 1967.

*- Appréciation du commandement français par un Britannique.*

* ***Études :***

«***Les armées françaises dans la Grande Guerre***». 1922 – 1939. (34 volumes).

*- Histoire officielle de la Grande Guerre, œuvre titanesque, rédigée par l’état-major de l’Armée (section historique). À manier avec précaution, car les premiers volumes ont été rédigés alors que la majorité des acteurs était encore en vie, voire en activité. Leurs erreurs sont donc souvent présentées en demi-teinte…*

Généraux Duffieux Daille Hellot et Tournes: «***Histoire de la Guerre mondiale 1914 – 1918».*** Payot 1937.

*- L’aspect commandement est remarquablement traité.*

Général Gambiez et Colonel Suire. «***Histoire de la Première Guerre mondiale***». Fayard 1968. (2 volumes).

*- Remarquable synthèse se plaçant au niveau stratégique. Peu de choses sur le commandement.*

Général Koeltz: «***La guerre de 1914 – 1918, les opérations militaires***». Sirey. 1966.

*- Bonne référence pour une étude sur le commandement.*

J.- B. Duroselle. «***La Grande Guerre des Français***». Perrin 1994.

*- Synthèse générale qui évoque peu les aspects du commandement.*

Colonel Rocolle: «***L’hécatombe des généraux***». Lavauzelle 1980.

*- Remarquable étude sur les échecs de 1914, les responsabilités et les limogeages.*

Lieutenant -colonel Bugnet: «***Rue Saint Dominique et G.Q.G***». Plon 1937.

*- Très bonne étude sur les rapports politico-militaires.*

Meirmeix. Ollendorff. 1920:

* «***Joffre. La première crise de commandement***».
* «***Nivelle et Painlevé. La deuxième crise de commandement***».
* «**Sarrail et les armées d’Orient**».
* «***Foch et les armées d’Occident***».

.

* + ***Anecdotique.***

P. Miquel. «***Le gâchis des généraux***». Perrin. 2003.

*- Pamphlet antimilitariste.*

* + ***Biographies:***

Général Gras: «***Le Général de Castelnau***». Denoël 1990.

*- Excellent.*

Guy Pedroncini. «***Pétain, le Soldat et la gloire***». Perrin 1989.

- Plus royaliste que le roi.

**La communication opérationnelle**

**entre nécessité, limites et risques!**



*Par le Chef de bataillon Vincent TASSEL,*

# *stagiaire au Collège Interarmées de Défense*

**G**agner les cœurs et les esprits et légitimer l’action de la force face à une opinion nationale et internationale parfois rétives, voilà bien, aujourd’hui, deux des défis majeurs auxquels tous chefs militaires se trouvent confrontés. Ainsi, la communication opérationnelle (COMOPS) mais aussi les opérations d’information (INFO OPS) se retrouvent-elles de plus en plus souvent en première ligne pour **pallier ce que les opérations tactico-militaires semblent, de l’Irak à l’Afghanistan, ne plus pouvoir obtenir.** Cette montée en puissance de la COMOPS, bien que nécessaire, n’est pas sans équivoque et ne saurait être la solution miracle aux difficultés rencontrées par les forces sur les différents théâtres. Aussi, il apparaît primordial d’avoir une vision claire de la communication opérationnelle, de ses limites et des risques qui y sont associés, mais aussi du type de relations qu’elle doit entretenir avec les opérations d’information dont elle peut-être, à certaines conditions, un relais.

**La communication opérationnelle: une nécessité en opération!**

C’est un fait acquis aujourd’hui par tous, la communication opérationnelle[[85]](#footnote-85) est une nécessité. Elle l’est parce que **l’efficacité d’une force est de plus en plus tributaire**, dans les conflits modernes, **de la** **perception de son action par les opinions publiques**, elles-mêmes directement **influencées** par la cohérence et la nature du discours tenu **par les médias**. C’est d’autant plus vrai que toute opération est amenée à devenir, pour un temps du moins, le cœur de l’actualité. À cet égard, la couverture médiatique de l’intervention française au Sud Liban à l’été 2006 en est un parfait exemple.

Certains, peut-être à l’extrême d’ailleurs, la placent aujourd’hui au même niveau que les opérations tactiques. Ainsi, dans leur nouvelle doctrine de contre-issurection[[86]](#footnote-86), **l’armée américaine** ne la subordonne plus aux opérations de combat mais **en fait une véritable ligne d’opération[[87]](#footnote-87)** en la regroupant avec les opérations d’information.

Toutefois, si elle est un appui considérable pour les forces, **la communication opérationnelle ne peut pas tout résoudre**. Elle ne saurait être une poudre magique capable d’inverser, par enchantement, une perception par exemple négative d’une situation tactique. Elle rencontre, elle aussi, des limites et présente même parfois certains risques lorsque l’on désire l’utiliser pour influencer les médias et les opinions.

**La communication opérationnelle: une fonction avec des limites.**

La communication opérationnelle a des limites. En effet, **il est difficile pour elle d’inverser une perception défavorable voire négative d’une action militaire**. Obtenir de «bonnes histoires», c'est-à-dire favorable à la mission et à notre engagement n’est pas, même pour des professionnels, chose aisée. Chacun doit être conscient **qu’une communication opérationnelle réussie et efficace** est celle qui arrive à conserver, de la part des journalistes, **une** **représentation neutre**, peut-être quelquefois positive, de l’action de la force. Cela est malheureusement lié au fonctionnement des médias. La recherche du sensationnel, résultat de la course à l’audience, est devenue l’objectif majeur de nombreuses chaînes d’information (CNN, Al Jaezeera). Le bombardement d’un quartier, l’explosion d’un IED ou le nombre des pertes sont des informations plus vendeuses que l’inauguration d’une école ou le retour de réfugiés. De même, la ligne éditoriale de tel ou tel journal occidental rappellera vite à l’ordre un journaliste qui se serait allé à trop de «compassion» envers une force.

La communication opérationnelle atteint aussi ses limites parce que, basée sur la transparence, elle peut très vite être débordée par une situation qu’elle ne maîtrise plus. **A vouloir trop communiquer, on finit parfois par en faire trop**. La liberté accordée aux médias américains lors de la guerre du Vietnam et son flot ininterrompu d’images négatives ont probablement fortement aggravé la perception de cette guerre auprès de l’opinion. Plus proche de nous, la volonté britannique d’incorporer des médias au sein de leurs unités présentes dans le sud de l’Afghanistan, pour montrer l’action positive de leur participation, a vite tourné court. Il aura suffit d’un article d’une journaliste britannique pour que le Premier ministre anglais fasse interdire tout «embedded»[[88]](#footnote-88). Cette dernière, tombée dans une embuscade avec un détachement britannique dans un village où ils venaient «gagner les cœurs et les esprits», n’avait pourtant fait que rendre compte de ce qui s’était passé: une embuscade, une situation confuse, des insurgés nombreux et manoeuvrants, appuyés par des mortiers, un détachement anglais vite à court de munitions, coupé de ses arrières et surtout incapable de recevoir le moindre appui aérien faute de moyens, ce qui n’aura pas plu à monsieur Blair.

Communication opérationnelle et risques, ou les limites de la stratégie d’influence.

La communication opérationnelle peut aussi présenter certains risques, notamment **lorsqu’elle cède à la tentation de la «manipulation» ou de l’influence des médias**. Cette tentation peut-être compréhensible, lorsque l’on sait d’une part que l’éventail des cibles pouvant être atteintes par le biais des médias est considérable (population, acteurs locaux, opinion internationale comme décideurs mondiaux), d’autre part, que la nécessité de contrer les campagnes médiatiques mises en œuvre par l’adversaire est primordial pour conserver sa crédibilité. Cette tentation peut aussi être grande pour tout communicant qui se retrouve, un moment ou à un autre, sous la pression de ses chefs et qui doit, une fois encore, trouver de «bonnes histoires» et inverser la tendance médiatique.

Mais attention, **les risques sont grands lorsqu’on se laisse bercer par les sirènes de la «manipulation», de la stratégie d’influence ou du mensonge par omission** et cela peut coûter très cher!

* ***La perte de confiance des médias***

La diffusion d’une fausse information, un compte-rendu sciemment erroné de la situation opérationnelle, la manipulation de journalistes, la non-transparence sur les pertes, etc., autant d’actions qui peuvent **avoir un impact positif sur le court terme, mais qui** **aboutissent, sur le long terme, à une perte de confiance de la part les médias**. La rétribution directe de journalistes pour la rédaction d’article favorable à la force en Irak eut, par exemple, un effet désastreux sur l’image de la communication opérationnelle américaine. Celle-ci perdit, pour de long mois, la confiance des journalistes engagés sur zone et se montra incapable de diffuser le moindre message ou la moindre information sans être suspectée de désinformation.

Or, conserver la confiance des journalistes avec lesquels, sur un théâtre, les relations sont quotidiennes est un impératif. Combien de situations tendancieuses ont pu être désamorcées ou mises en attente, le temps de permettre à la force de préparer ses réponses, grâce à des **contacts privilégiés et à une confiance mutuelle**.

* ***La décrédibilisation de l’action de la force***

Influencer les médias pour obtenir une image positive d’une situation opérationnelle qui ne l’est pas afin de démontrer le succès d’une opération est, là encore, un calcul à court terme qui finit par décrédibiliser la force. Un des exemples les plus connus est la politique dite du «**comptage des morts**» adverses utilisée lors de la guerre du Vietnam et plus proche de nous en Afghanistan. **Le but de celle-ci est de rétablir, dans l’opinion publique, une meilleure perception d’une situation opérationnelle plus que moribonde et de justifier** le décès de ses soldats, plus compréhensible par cette dernière lorsqu’elle voit des résultats tangibles sur le terrain. Si **elle marche à brève échéance** et donne, au moins pour un temps, une impression de succès et de réussite de la mission, elle **finit par déborder son utilisateur**. Pourquoi y a t-il encore des combats si tant d’ennemis ou insurgés ont été tués? Cela veut-il dire que la rébellion se renforce, que les choses tournent mal? La force aurait-elle sous estimé son adversaire? La mission peut-elle réellement être encore gagnée? Autant de questions qui non seulement placent la force dans une situation encore plus difficile à gérer vis-à-vis des médias et de l’opinion publique mais qui surtout la décrédibilisent car elle semble incapable d’emporter la décision.

* ***Rater sa cible***

Enfin, dans toute tentative d’influence il y a toujours le risque de rater sa cible. L’utilisation de la communication opérationnelle pour faire passer un message précis, destiné à une population ciblée, peut bien souvent atteindre une autre population interprétant de façon erronée ledit message. L’effet ainsi atteint est à l’opposé de l’effet recherché.

Pour une claire distinction entre communication opérationnelle et opérations d’information.

La découverte ou la redécouverte de l’utilité et de l’importance des opérations d’information dans les conflits asymétriques entraînent de plus en plus un **mélange et une certaine confusion entre communication opérationnelle (COMOPS) et opérations d’information (INFO OPS).** Assurément, la vision anglo-saxonne qui prône le regroupement de ces deux actions (bien que différenciées dans la doctrine US) dans une même division, celle des Opérations Basées sur les Effets (Effect Base Operation / Joint Coordination Effect Branch), a beaucoup contribué à ce mélange et cette confusion.

**Si les opérations d’information**[[89]](#footnote-89) agissent effectivement aussi sur les opinions (décideurs, population, ennemis/adversaires), elles **s’inscrivent cependant résolument dans une stratégie d’influence.**  Cela passe, entre autres, par l’engagement de leaders-clés et de la population via les opérations psychologiques (PSYOPS) et les ACM (actions civilo-militaires), ainsi que par l’utilisation du ciblage ou de la guerre électronique pour obtenir la suprématie des ondes. Ces opérations d’information, un temps dénommées, Opérations Militaires d’Influence (OMI), peuvent être assimilées en fin de compte à une version moderne, un peu édulcorée, il est vrai, de la propagande. Or comme on l’a déjà vu plus haut, **les risques sont grands pour la communication opérationnelle de rentrer dans ce jeu**. Ainsi, si elle peut parfois être un relais pour les opérations d’information car directement au contact des médias, la communication opérationnelle ne doit pas devenir l’un des organes de diffusion de cette stratégie d’influence. **Elle se doit de garder son indépendance** en ne restant subordonnée qu’au commandant de l’opération.

Malgré ses défauts, la communication opérationnelle est plus que jamais devenue, dans le monde surmédiatisé d’aujourd’hui, un impératif pour tout chef militaire quel que soit le niveau de son intervention. Cependant, la volonté d’utiliser cette dernière pour influencer les médias, bien que compréhensible, présente bien souvent plus de risques que d’avantages.

**La communication opérationnelle a ses limites:**

**Elle ne peut à elle seule inverser ou rétablir le soutien de l’opinion publique. En effet, il faudrait être naïf pour croire que cette dernière est la solution miracle qui permettra de combler les lacunes dans la préparation et la conduite d’une intervention.**

**L’histoire,**

**une coquetterie de l’esprit?**



*Par le Chef de bataillon Pierre de COLIGNY,*

*stagiaire au Collège interarmées de défense*

En 2005, la France participe en grande pompe à la commémoration de la défaite navale de Trafalgar, avec la présence remarquée et hautement symbolique de l’unique porte-avions français, le Charles De Gaulle. En revanche, elle n’envoie qu’une représentation discrète à la célébration du 200ème anniversaire de l’éclatante victoire napoléonienne d’Austerlitz, archétype s’il en est de l’art de la guerre, reconnu et fêté par de nombreux Européens d’ailleurs.

Ce qui frappe le plus n’est pas tant la différence de traitement entre les deux manifestations que les motifs d’une telle différence: le rapport particulier de l’empereur avec l’esclavage, mis en avant par un collectif antillais dans une logique de revendication mémorielle.

Au-delà de la polémique, cette affaire met en exergue le rapport difficile que les Français entretiennent avec leur passé. Le dilemme est de taille: il revient à se demander comment on peut vivre le présent et se projeter dans l’avenir, si on ne peut se tourner vers le passé, ou du moins l’envisager sans circonspection, amertume, culpabilité ou repentance.

C’est pourquoi, dépassant la mémoire, il paraît intéressant de poser la question de la place de l’histoire et ce qu’elle apporte pour un chef militaire.

Loin d’être la panacée, la discipline historique est une clé essentielle que le chef militaire se doit de posséder: l’histoire est un atout capital, une valeur cardinale dans le bagage du décideur.

Certes, l’histoire doit être bien comprise et il faut dénoncer les travers ou avatars de son exploitation qui, pour autant, ne remettent pas en cause sa pertinence. En effet, les nombreux bénéfices qu’apporte cette discipline au chef militaire justifient une place importante dans sa formation et sa culture de décideur. Surtout, l’histoire, en élevant l’intelligence à la vision globale au-delà de la complexité des situations, est à même de stimuler la réflexion prospective et de nourrir l’éthique.

**\***

**\* \***

Avant toute chose, il convient d’éviter un certain nombre d’écueils quant à l’histoire en général ou l’histoire militaire en particulier. Ils sont de plusieurs ordres: ***tout d’abord*** le caractère intrinsèquement non scientifique de l’histoire, ***ensuite*** la vaine prétention à tirer des leçons du passé directement transposables au présent, ***enfin*** les vicissitudes spécifiques à l’histoire militaire dans les armées françaises.

***En préambule***, on distingue traditionnellement l’histoire de la mémoire, la seconde constituant plutôt une lecture partielle et émotionnelle de la première; la mémoire est relative à un seul groupe humain. Si sa pertinence n’est pas à discuter, son approche du passé diffère radicalement de la méthode historique et ne sera donc pas évoquée davantage.

***D’une part***, l’histoire n’est pas une science au sens strict. En effet, la science doit être universelle, vraie en tout lieu, tout temps et pour tous. C’est le gage de l’objectivité. Or «*l’étude ou l’enquête portant sur des faits*» (signification de «*historia*») est menée par des historiens dont l’impartialité est rare, à partir de sources elles-mêmes fragmentaires et subjectives par nature. Par exemple, Thucydide est l’unique source disponible sur la guerre du Péloponnèse; les acteurs des batailles, selon Maurice Genevois, ont connu «*l’incommunicable*» et peinent souvent à rendre compte eux-mêmes des faits qu’ils ont vécus. Même si l’histoire peut expliciter les causes, et par là rendre intelligibles les faits qu’elle étudie, elle ne peut prétendre à la vérité scientifique.

***D’autre part***, l’histoire militaire n’a pas pour objet de tirer nécessairement des leçons, qui sont souvent partiales ou idéologiques; tous les régimes les ont invoquées, faisant dire à l’histoire ce qui les arrangeait. De même, il est hasardeux de prétendre tracer des parallèles entre événements passés et présents: l’histoire en effet ne se répète jamais à l’identique et, sous des apparences semblables, se cachent un contexte et des conditions différents. Le déterminisme n’existe donc pas comme le rappelle le professeur Hervé Coutau-Bégarie: «*la bataille est la plus spectaculaire illustration de l’absence de déterminisme historique*».

***Par ailleurs***, apprendre l’art militaire par le seul biais de l’histoire a été largement condamné, les événements venant le plus souvent sanctionner cette approche. Sans rappeler l’évolution de la pensée militaire française, on notera cependant que l’histoire militaire connut une véritable désaffection en raison du mauvais usage qu’on en fit: ceci la disqualifia durablement.

En effet, après Sedan comme après la Grande Guerre, l’Armée française a beaucoup développé l’étude de l’histoire, avec une incapacité persistante à penser la guerre en fonction des conditions nouvelles du combat ou pour justifier les orientations stratégiques du pays. Les hécatombes du premier conflit mondial et la défaite de juin 1940 furent l’aboutissement de cette dérive.

En réaction, au début des années 60, l’histoire militaire était fustigée au motif qu’elle était la cause majeure du revers de 1940 ; jugée stratégiquement dangereuse, on pouvait cesser de l’étudier. La guerre révolutionnaire fut présentée par ses théoriciens comme l’aboutissement de l’art de la guerre moderne mais l’issue de la crise algérienne décrédibilisa cette approche.

Avec l’avènement de l’atome, l’influence croissante de la technique et la radicale nouveauté de l’arme nucléaire, l’étude des conflits d’hier devenait caduque.

***En somme***, l’histoire ne prétend pas à l’universel, n’est ni un catalogue de leçons ni un simple savoir mondain figé. Dans un monde en proie à des bouleversements profonds et rapides et dans des sociétés en quête de repères, elle suscite un regain d’intérêt. Après une longue «*mise en quarantaine*», l’histoire militaire profite de cette embellie.

**\***

**\* \***

En gardant présentes à l’esprit les limites de l’histoire, nul ne conteste pour autant ses multiples intérêts. Cette partie ne prétend pas à l’exhaustivité, mais attire l’attention sur les bénéfices que le chef, plutôt que l’exécutant, retire de la matière historique. On peut donc distinguer plusieurs avantages, d’ordres pratique, théorique et méthodique.

***Du point de vue pratique***, l’histoire permet d’apprendre à connaître l’Autre, allié ou a fortiori adversaire. En connaissant son histoire, sa géopolitique, sa mentalité, sa culture stratégique et/ou tactique, ses représentations, l’histoire devient une composante essentielle du renseignement. Concernant les actions concrètes du niveau tactique, le recueil d’expériences permet à chaque armée de disposer d’une banque de données actualisée et directement exploitable, pour améliorer les savoir-faire et adapter les procédures aux réalités du moment.

***Du point de vue théorique***, l’histoire apporte une contribution sensible à la structuration de l’esprit. En effet, elle permet d’intégrer la complexité de la réalité dans la réflexion: l’analyse critique de tous les ressorts d’une situation donnée fait entrevoir celle-ci comme une combinaison complexe de facteurs multiples. Elle replace l’action militaire dans son contexte interarmées, interministériel et international et met en exergue les tenants et aboutissants de l’état actuel des rapports de puissance.

Surtout, il s’agit de faciliter le jugement et le discernement. Confronté à une multitude de cas concrets, selon la méthode chère au colonel Lewal, le décideur met en perspective les diverses situations et les solutions apportées, ce qui aiguise son regard pour de futures décisions. Pour le maréchal Foch, la qualité d’une décision résulte de la compréhension de la situation, du «*de quoi s’agit-il ?*»; cette intelligence de situation est intimement liée à un travail antérieur de réflexion voire de méditation. L’histoire nourrissant l’intelligence et l’imagination trouve toute sa place dans ce processus de maturation de la décision.

Bien que le décideur militaire doive trancher dans l’urgence et l’incertitude, il est aidé par l’histoire qui lui révèle la connaissance des faits du passé à un instant donné, et autorise la mise en perspective pour préparer sa décision. Ainsi, l’érudition historique du général Patton, qui ne se séparait jamais de sa bibliothèque, n’est sans doute pas étrangère à ses succès durant le second conflit mondial.

Enfin, l’un des apports majeurs de l’histoire est la promotion de la relativité, cette aptitude à discerner dans un événement une nouveauté ou une répétition, à y déceler des permanences et des changements, à rassurer ou à inquiéter. On découvre alors des cycles et tendances lourdes, ce qui constitue un acquis appréciable.

***Du point de vue méthodique***, apprendre la méthode historique de raisonnement est une grille de lecture, assez semblable aux méthodes militaires de planification. La posséder est en soi un avantage certain.

L’on touche dès lors les besoins en formation, notamment des officiers. Evidemment, il est hors de propos de transformer les chefs militaires en historiens. De plus, nul enseignement ne peut prétendre à l’exhaustivité et il ne faut pas minimiser la responsabilité de chacun dans le développement de sa propre culture historique et générale, de façon à pouvoir affronter la complexité du monde. Toutefois, les écoles militaires peuvent donner des bases, susciter l’intérêt pour la discipline.

Une telle culture de l’officier semble en effet indispensable surtout si l’on cherche à former de véritables élites, c’est-à-dire des personnes aptes à penser de façon à la fois globale, autonome et distanciée, les évènements auxquels ils sont confrontés. Dans un monde de plus en plus complexe, cette capacité à penser devient un avantage décisif pour un décideur. C’est pourquoi l’histoire militaire ou l’histoire en général peut trouver une place de choix dans le cursus de la formation des officiers.

Idéalement, l’histoire militaire devrait imprégner toute activité de formation, d’élaboration des doctrines voire des opérations. Ainsi, les débats sur les révolutions militaires incitent paradoxalement les chefs à étudier non seulement l’histoire militaire récente mais aussi à se pencher sur les périodes reculées, comme l’élaboration de la doctrine américaine *Air-Land Battle* eut en son temps recours à l’étude des opérations mongoles au XIIIème siècle, des penseurs militaires byzantins ou soviétiques et de la guerre de Sécession.

Le Collège Interarmées de Défense a rejoint cette préoccupation lorsqu’il dégagea trois journées pour permettre aux stagiaires de participer à un colloque sur l’affaire de Suez: c’est à la fois un effort significatif et une innovation pédagogique enrichissante. On pourrait aussi imaginer un partenariat avec le Service Historique de la Défense, le Centre d’Études Historiques de la Défense et le Centre d’Études en Sciences Sociales de la Défense pour faciliter une synergie entre chercheurs, historiens et stagiaires.

***Pour résumer***, l’histoire, qui est l’une des pièces maîtresses de la culture générale, doit intervenir comme l’un des éléments clés du processus de formation du décideur (niveau stratégique) comme du soldat (niveau tactique) pour tous les bénéfices intellectuels qu’elle donne.

**\***

**\* \***

De surcroît, pour les décideurs militaires, l’histoire en nourrissant et structurant la réflexion permet à l’intelligence d’accéder à un niveau supérieur de la pensée, la plaçant dès lors dans le domaine de la philosophie et de l’éthique. Cette intelligence globale rend possible de fait l’exploration de voies nouvelles, c’est à dire l’étude prospective tout en alimentant la vision éthique.

***En premier lieu***, l’histoire favorise la projection vers le futur.

La construction européenne invite à redéfinir nos références. En effet, l’idée de patrie ou de nation a pendant longtemps forgé l’identité française et légitimé l’action militaire. La maîtrise par la France de son destin était l’aboutissement d’une volonté farouche et multiséculaire d’indépendance nationale. Y aura-t-il un transfert de cette ambition vers l’Europe? L’histoire peut aider au débat, notamment quand on sait que longtemps le roi de France ne fut pas empereur en son royaume. Un chef militaire ne peut se désintéresser totalement de la chose.

Par ailleurs, le rejet de l’Occident dans le monde va de pair avec un scepticisme envers l’humanisme des Lumières, perçu comme un cheval de Troie occidental pour maintenir une tutelle sur les affaires du monde et imposer un modèle de société. Or, la France, promotrice de ces valeurs, s’est déjà trouvée par le passé dans des situations critiques ou singulières, dont elle est sortie tant bien que mal par une volonté collective de «*ne pas subir*». Il n’est pas interdit d’avancer que des scénarii de sortie de crise sont envisageables, que des solutions d’organisation du monde fondées sur la diversité existent; la France peut s’atteler à ce défi salutaire pour tous en proposant un humanisme renouvelé. En un mot, l’histoire peut nourrir l’espoir et la vision prospective du chef militaire, à condition de bannir tout angélisme, simplisme et pessimisme.

***En second lieu***, l’histoire participe à l’élaboration de l’éthique du militaire. En effet, la mise en perspective de l’action en éclaire la signification.

Dans l’action militaire, les aspirations individuelles sont transcendées par les objectifs collectifs et l’accomplissement de la mission. La cohésion de l’unité de combat se soude en entraînant solidarité et esprit de corps. L’histoire rappelle que ce dernier et les traditions n’ont de valeur que relative: ils doivent s’adapter au temps, tout en restant fidèles aux valeurs supérieures du pays.

***De plus***, l’histoire permet de redonner aux mots leur signification le cas échéant. Malgré les vicissitudes de l’histoire, l’idée de Nation souvent galvaudée exprime l’aspiration de peuples différents par l’ethnie, la culture ou la religion à «*vouloir vivre ensemble*». Cette claire perception explique la nécessaire neutralité du militaire, alimentant ainsi son éthique.

***En outre***, l’historien peut également fournir une réflexion théorique sur la guerre et son évolution, sur la philosophie de l’histoire. Dans un contexte international qui tend à légitimer l’intervention armée voire même l’ingérence, peut-on faire l’économie d’une réflexion sur la guerre juste ou préventive?

***Enfin***, rappeler que l’histoire participe de la culture générale, seule capable d’éclairer la prise de décision du décideur, c’est affirmer en d’autres termes le primat de la raison ou du travail de l’esprit dans la conception et la conduite de la guerre.

En définitive, l’histoire nourrit la conscience du décideur confronté à la complexité des problèmes et à la nécessité de choisir fermement et d'agir avec modération. La vision prospective l’incite à la prudence, «ce dieu du monde sublunaire» selon Raymond Aron, sans l’exonérer pour autant du courage intellectuel.

**\***

**\* \***

**Pour conclure**, la discipline historique, sans en faire un absolu, est bien une clé essentielle pour le chef militaire. Elle constitue un appel à la lucidité, c’est à dire à la responsabilité, dans la recherche d'une cohérence entre les valeurs, les convictions et l'action. C'est cette cohérence qui fonde ce qu'Aron avait de plus cher, sa liberté.

Directeur de la publication:

GCA (2°s) PIROTH

Comité éditorial**:**

**Gbr DECLETY,**

**Col BIZEUL,**

**Col TOURAILLES,**

**Col (H) MAZEL,**

Cen WADIN,

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef**:**

**Cen WADIN**

Rédacteurs en chef adjoints**:**

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

(rubrique publications)

Impression :

Point d’impression de l’Armée de terre

de Saint-Maixent-l’École – 07-0255

1. ***Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.*** [↑](#footnote-ref-1)
2. Rapporteur en 1872 de la commission chargée de la loi sur le recrutement militaire. [↑](#footnote-ref-2)
3. Règlement de manœuvre d’infanterie. [↑](#footnote-ref-3)
4. Mises en place en 1873 mais rapidement transformées en simples spectacles. [↑](#footnote-ref-4)
5. Par référence aux officiers turcs qui ont imposé leurs idées au Sultan par un coup d’état en 1909. [↑](#footnote-ref-5)
6. Lorsque Foch a pris la tête du 20ème Corps peu de temps avant la guerre, certains officiers de ce corps se sont plaints de recevoir un chef aussi peu offensif. [↑](#footnote-ref-6)
7. On peut ainsi faire une analogie avec la topique freudienne de l’inconscient collectif, du «Surmoi» (culture) et du «Moi» (la conduite et la réflexion ouverte). [↑](#footnote-ref-7)
8. Auteur notamment de «*Géopolitique, constantes et changements dans l’histoire*», Ellipses,

   3e édition, 2007. [↑](#footnote-ref-8)
9. En France la pensée du général Desportes et en Angleterre celle du général Rupert Smith ont parfaitement explicité les mécanismes et les enjeux de cette guerre au sein des populations. [↑](#footnote-ref-9)
10. François Lafargue, «*Demain la guerre du feu»* (États-Unis et Chine à la conquête de l’énergie), Ellipses, 2006. [↑](#footnote-ref-10)
11. A noter que la question de la sécurité des voies d’approvisionnement se pose de manière différente suivant que celles-ci sont maritimes ou terrestres. Les gazoducs traversent les territoires des États; c’est avec ceux-ci qu’il convient de traiter. En revanche, les voies maritimes sont largement internationales. L’ensemble des flux commerciaux, pas seulement les flux énergétiques, sont concernés par la liberté des voies maritimes. [↑](#footnote-ref-11)
12. Notamment des sous-marins d’attaque pour briser les blocus. [↑](#footnote-ref-12)
13. Lire notamment, «*Géopolitique, constantes et changements dans l’histoire*», Ellipses, 3e édition, 2007: les parties consacrées à l’affrontement de puissance États-Unis/Chine et aux fondamentaux géopolitiques de la Chine. [↑](#footnote-ref-13)
14. Voir notre analyse «*La parenthèse kémaliste*», Valeurs actuelles du 1er juin 2007. [↑](#footnote-ref-14)
15. À l’époque le Général de corps d’armée BILLARD avait l’honneur d’être lieutenant d’artillerie au II/10ème Régiment d’Artillerie Coloniale et engagé dans l’opération ÉGLANTINE. [↑](#footnote-ref-15)
16. Service Historique de l’Armée de Terre [↑](#footnote-ref-16)
17. Centre de la Doctrine d’Emploi des Forces/ Division Simulation Recherche Opérationnelle [↑](#footnote-ref-17)
18. Méthode d'Elaboration d'une Décision Opérationnelle [↑](#footnote-ref-18)
19. Systèmes d’information opérationnels [↑](#footnote-ref-19)
20. Systèmes d’information et de communication [↑](#footnote-ref-20)
21. Systèmes d’information opérationnels et de commandement. [↑](#footnote-ref-21)
22. Programme d’études amont [↑](#footnote-ref-22)
23. Groupement tactique interarmes [↑](#footnote-ref-23)
24. Système d’information terminal [↑](#footnote-ref-24)
25. Système d’information pour le commandement des forces (grandes unités de niveau 1, 2 et 3) [↑](#footnote-ref-25)
26. Centre d’entraînement des postes de commandement à Mailly. [↑](#footnote-ref-26)
27. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article répondant à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-27)
28. Le Chef d’escadrons Haicault de la Regontais, stagiaire au CESAT/EMSST suit actuellement, dans le cadre du BT, filière SHS, une scolarité de deux ans à l’ESSEC en vue d’acquérir un MBA. [↑](#footnote-ref-28)
29. 71 morts américains pour 1300 rebelles tués et 2000 prisonniers, ainsi que très peu de pertes civiles. [↑](#footnote-ref-29)
30. van Creveld, Martin. «*Command in War»*. [↑](#footnote-ref-30)
31. de GUIBERT, Comte Jacques Antoine Hyppolyte. Essai général de tactique in Comte de GUIBERT, «*Stratégiques»,* Editions de l’Herne, Paris, n.d. p. 160-161. [↑](#footnote-ref-31)
32. *Cf.* JONES, Archer. «*The Art of War in the Western World»*, Oxford University Press, New York, 1987. p. 309-310 [↑](#footnote-ref-32)
33. Source Conseil supérieur de la réserve militaire 2007 [↑](#footnote-ref-33)
34. Concernant la genèse de la Directive n° 4, se reporter à: «*Au troisième bureau du G.Q.G. 1917 – 1918»,* par le Commandant Laure, Editions Plon 1921 (page 74 et suivantes). [↑](#footnote-ref-34)
35. S’agissant de l’organisation du Haut-Commandement et des titulaires des commandements d’armées en août 1914, le lecteur pourra utilement se reporter à l’ouvrage du Colonel Rocolle «*L’hécatombe des généraux»* Edition Lavauzelle 1980 (page 47 et suivantes). [↑](#footnote-ref-35)
36. In Rocolle *op. cit.*page 55. [↑](#footnote-ref-36)
37. Commission à laquelle, outre le général Brugère, Président, siégeaient les généraux Foch et Gouraud, ni l’un ni l’autre n’ayant exercé un commandement sous les ordres de l’ancien commandant en chef. [↑](#footnote-ref-37)
38. Sur les conditions de relève du commandant en chef et celle de ses principaux subordonnés, Painlevé, alors ministre de la Guerre dans le gouvernement Ribot, donne sa version dans ses Mémoires intitulés «*Comment ai-je nommé Foch et Pétain*» Editions Lacan 1923. [↑](#footnote-ref-38)
39. Grand Larousse Encyclopédique. Fiche biographique Tome 3 (page 815). [↑](#footnote-ref-39)
40. Après la guerre, il sera commandant de l’École de Guerre dont il réorganisera l’enseignement sur la base des enseignements de 1917 et 1918, puis chef d’état-major de l’Armée. Disciple inconditionnel du Maréchal Pétain, il succédera à Buat dans les fonctions de chef d’état-major de l’Armée. [↑](#footnote-ref-40)
41. G.L.E. *op cit.* Tome 2, (page 420). [↑](#footnote-ref-41)
42. A l’issue du conflit, il deviendra chef d’état-major de l’Armée, Pétain conservant pour lui les fonctions d’ Inspecteur général et de vice-président du Conseil supérieur de la Guerre. Ainsi, l’unité du commandement, consacrée par le décret du 20 janvier 1912 au profit de Joffre est-elle une nouvelle fois sacrifiée. [↑](#footnote-ref-42)
43. G.L.E. *op cit.* Tome 3, (page 871). [↑](#footnote-ref-43)
44. Fayolle «*Cahiers secrets de la Grande Guerre annotés par Henry Contamine*». Editions Plon 1964 (page 156). [↑](#footnote-ref-44)
45. Le général Gouraud, brillant commandant de la 4ème Armée en 1918, est demeuré Gouverneur militaire de Paris et membre du Conseil supérieur de la guerre avec voix délibérative jusqu’en 1937… [↑](#footnote-ref-45)
46. Beaufre. «*Le drame de 1940»*. Editions Plon 1965, (page 56). [↑](#footnote-ref-46)
47. Ses notes s’en sont ressenties, puisqu’elles portaient la mention «*À l’attitude d’un roi en exil*».In Lacouture «*de Gaulle*». Editions Seuil. Tome 1, (page 121). [↑](#footnote-ref-47)
48. Poids, et donc influence qu’elle va progressivement perdre, d’abord entre les deux guerres, puis inexorablement à l’issue des conflits coloniaux du second après guerre. [↑](#footnote-ref-48)
49. Conformément aux adages de l’époque, tous les fantassins et cavaliers étaient Saint-Cyriens et les Artilleurs Polytechniciens. Strictement aucun des généraux commandant d’armée n’était issu d’un recrutement initial autre que direct. [↑](#footnote-ref-49)
50. La *revue de la Cavalerie* qui a commencé à être publiée en 1885 et dont la bibliothèque du C.E.S.A.T. possède la collection complète a pris part à ce débat: c’est en effet dans ses colonnes que s’affrontaient partisans et adversaires de l’École de Guerre: les premiers au nom de la représentation de leur Arme au sein des différentes instances du haut-commandement, les seconds au nom de la spécificité de leur Arme et du maintien de son esprit. [↑](#footnote-ref-50)
51. Franchet d’Esperey demanda à différer d’un an son intégration à l’École de Guerre où il venait d’être reçu, de manière à être en mesure de participer à la campagne de Tunisie en 1881 G.L.E. *op cit.* Tome 5, (page 236). [↑](#footnote-ref-51)
52. Les généraux Humbert à la 3ème armée dont il conserva le commandement de 1915 à la fin de la guerre et Gouraud à la 4ème armée à partir de 1916, avec un bref intermède début 1917 au cours duquel il remplaça Lyautey à Rabat lorsque ce dernier fut nommé ministre de la Guerre dans le dernier cabinet Briand. [↑](#footnote-ref-52)
53. Du nom de la ville de Limoges où les généraux en question étaient assignés à résidence après qu’ils eussent été remis à la disposition du Ministre. [↑](#footnote-ref-53)
54. Rocolle *op cit.* Page 58. [↑](#footnote-ref-54)
55. Maréchal Joffre. «*Mémoires*» *Plon* 1931. Tome 2, (page 107 et suivantes). [↑](#footnote-ref-55)
56. Il avait même un moment songé à relever Pétain de ses responsabilités de commandement en chef et, à cet effet, avait rappelé Guillaumat de Salonique. Mais, à son arrivée en métropole, la crise était passée, Pétain conserva son commandement et Guillaumat dut se contenter du poste de Gouverneur militaire de Paris en attendant qu’un commandement d’armée fut disponible. Cette mesure eut pour effet de rendre disponible le commandement des armées d’Orient, ce qui permit à Clemenceau d’écarter Franchet d’Esperey de son poste de commandant de groupe d’armées. C’est ainsi, par un curieux retournement de situation, qu’exilé et quasiment limogé dans un «commandement secondaire», Franchet d’Esperey conduisit la campagne victorieuse de l’automne 1918 et …y gagna son bâton de maréchal de France! [↑](#footnote-ref-56)
57. Général de Langle de Cary. «*Souvenirs de commandement*». PAYOT1935, (page 223). [↑](#footnote-ref-57)
58. Il perdit totalement la vue [↑](#footnote-ref-58)
59. Quoique, s’agissant de l’armée de la Victoire de 1944 – 1945, on distingue aux postes les plus élevés deux anciens professeurs en la personne des généraux Giraud et Juin. [↑](#footnote-ref-59)
60. L’objection formulée par Foch lorsqu’il fut convoqué en 1907, par Clemenceau, alors Président du Conseil, avant de le nommer au commandement de l’École de Guerre: «*Savez vous que j’ai un frère jésuite*» est demeurée fameuse. [↑](#footnote-ref-60)
61. Conseiller militaire Air de THALES et Président de «La lettre d’information de GUERRELEC» [↑](#footnote-ref-61)
62. Ingénieur chez THALES/Air Defense [↑](#footnote-ref-62)
63. MEADS : Medium Extended Air Defense System [↑](#footnote-ref-63)
64. SAMP-T : sol-air moyenne portée Terrestre [↑](#footnote-ref-64)
65. SCCOA : système de commandement et de contrôle des opérations aérospatiales [↑](#footnote-ref-65)
66. Radar SMART L [↑](#footnote-ref-66)
67. ALTBMD: active layered theater ballistic missile defence [↑](#footnote-ref-67)
68. ACCS;Advanced Computer and Communications System [↑](#footnote-ref-68)
69. ACCS enhancement [↑](#footnote-ref-69)
70. BMEWS (Balistic Missile Early Warning System) [↑](#footnote-ref-70)
71. GBI (Ground Based Interceptors) [↑](#footnote-ref-71)
72. ICBM de 9.000 à 12.000 km de portée [↑](#footnote-ref-72)
73. 4.000 km [↑](#footnote-ref-73)
74. Space based infra-red sensors [↑](#footnote-ref-74)
75. La Rédaction rappelle aux lecteurs que le Hibou est un vieux sage qui, la nuit venue, hante les mansardes de l’École militaire en soliloquant. Pour plus d’information les lecteurs pourront utilement se reporter au n° 8 des Cahiers du CESAT. [↑](#footnote-ref-75)
76. Editions Fayard [↑](#footnote-ref-76)
77. Flammarion, Paris, 2007, 360 p [↑](#footnote-ref-77)
78. Dorling Kindersley Ltd, London, 2005 [↑](#footnote-ref-78)
79. Hachette littérature, coll. Tapage, Paris, 2007, 190 p. [↑](#footnote-ref-79)
80. Édition de l’Armaçon - Juillet 2006 [↑](#footnote-ref-80)
81. «*Vauban, L’intelligence du territoire» par* Martin Barros, Nicole Salat et Thierry Sarmant Editions Nicolas Chaudun et Ministère de la Défense Paris 2006 (45Euros). [↑](#footnote-ref-81)
82. Ce livre, dont la rédaction a eu la primeur, paraîtra aux éditions DUNOD au mois d’avril 2008 [↑](#footnote-ref-82)
83. Président de la Société de stratégie, ancien Directeur de la Fondation pour les Études de Défense [↑](#footnote-ref-83)
84. Intradef: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr/) **;** internet:ww.cesat.terre.defense.gouv.fr [↑](#footnote-ref-84)
85. *La communication opérationnelle*: Partie intégrante du commandement, la communication opérationnelle est une fonction opérationnelle spécifique qui vise à transmettre des informations sur une opération ou un exercice à un certain nombre de cibles, soit directement soit indirectement, dans le but de faire comprendre le sens de l’opération ou de l’exercice et de lui donner l’image souhaitée. (Réf: Doctrine interarmées sur la communication opérationnelle PIA-03.252.1). [↑](#footnote-ref-85)
86. *Tentative Manual for Countering Irregular Threats \_ An Updated Approach to Counterinsurgency Operations.* [↑](#footnote-ref-86)
87. *Lignes d’opération*: Opérations de combat, entraînement et conseil aux forces de sécurité de la nation hôte, services essentiels, promotion de la bonne gouvernance, développement économique, opérations de communication et d’information. [↑](#footnote-ref-87)
88. *Embedded*: terme anglais signifiant l’incorporation d’un journaliste au sein d’une unité de la force durant un certain laps de temps et principalement dans le cadre d’opérations. [↑](#footnote-ref-88)
89. *Opérations d’information*: Les opérations d’information sont constituées par l’ensemble des actions menées par les forces armées, dirigé et coordonné au plus haut niveau, visant à utiliser ou à défendre l’information, les systèmes d’information et les processus décisionnels, pour appuyer une **stratégie d’influence** et contribuer, dans le cadre des opérations, à atteindre l’état final recherché, en respectant les valeurs défendues. (Réf: Concept interarmées des opérations d’information). [↑](#footnote-ref-89)